



PROJET AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL (SWEDD)

ASSISTANCE TECHNIQUE DU SOUS-PROJET  
"ACCROISSEMENT DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES"

Analyse de la cartographie des interventions économiques déployées dans les six pays du SWEDD1 : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad.

**Synthèse générale**

## Plan de rédaction

<b>I. Résumé exécutif.....</b>	<b>5</b>
<b>II. Liste des sigles et acronymes.....</b>	<b>7</b>
<b>III. Introduction.....</b>	<b>8</b>
<b>IV. Contexte et justification.....</b>	<b>10</b>
IV.1 Contexte général de la cartographie.....	10
IV.2 Contexte spécifique des pays en lien avec l'accroissement des opportunités économiques des jeunes filles et femmes.....	11
IV.2.1 Perception générale.....	11
IV.2.2 Situation économique des filles et femmes.....	12
IV.2.3 Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) relatives à l'autonomisation des filles et des femmes.....	14
<b>V. Cartographie des interventions d'autonomisation économiques des femmes.....</b>	<b>18</b>
V.1 Objectif de la mission.....	18
V.2 Clarification conceptuelle.....	19
V.2.1 Autonomisation des filles et des femmes.....	19
V.2.2 Intervention à fort potentiel d'autonomisation.....	19
V.2.3 Inclusion financière.....	20
V.3 Approche méthodologique.....	20
V.3.1 Démarche méthodologique utilisée.....	20
<b>VI. Interventions à potentiel d'autonomisation économique recensées dans le cadre du SWEDD1.....</b>	<b>25</b>
VI.1 Recensement d'interventions.....	25
VI.1.1 Domaines d'intervention.....	25
VI.2 Programmation et principes de l'approche genre transformateur.....	28
VI.2.1 Déconstruction des stéréotypes.....	28
VI.2.2 Renforcement de la capacité d'agir.....	29
VI.3 Interventions et effets induits.....	31
VI.3.1 Estime de soi.....	32
VI.3.2 Liberté d'expression.....	32
VI.3.3 Connaissance et prise de décisions au sujet du corps.....	33
VI.3.4 Etablissement et poursuite d'objectifs propres à soi.....	33
VI.3.5 Sécurité en public.....	34
VI.3.6 Se sentir valorisée.....	34
VI.3.7 Capacité d'influence.....	35
VI.4 Témoignages de quelques bénéficiaires.....	36
VI.4.1 Burkina Faso.....	36
VI.4.2 Côte d'Ivoire.....	36
VI.4.3 Mali.....	38

VI.4.4	Mauritanie .....	40
VI.4.5	Niger .....	40
VI.4.6	Tchad .....	41
VI.5	Facteurs de succès.....	42
VI.5.1	Approche inclusive et multisectorielle dans la programmation des interventions .....	42
VI.5.2	Insertion dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes.....	43
VI.5.3	Construction de partenariats stratégiques .....	47
<b>VII.</b>	<b>Axes de progrès.....</b>	<b>49</b>
VII.1	Défis.....	49
VII.1.1	Défis communs .....	49
VII.1.2	Défis spécifiques à chaque pays .....	49
VII.2.	Gaps à combler.....	50
VII.2.1	Points de convergence .....	50
VII.2.2	Synthèse des gaps spécifiques .....	50
VII.3	Opportunités d'accroissement économique au profit des filles et femmes dans le pays .....	51
VII.3.1	Volonté politique .....	51
VII.3.2	Coalition d'acteurs .....	51
VII.3.3	Renforcement de capacités .....	51
VII.3.4	Création d'emplois décents .....	51
VII.3.5	Durabilité.....	51
VII.4	Leçons apprises .....	51
VII.4.1	Consultation et échanges .....	51
VII.4.2	Diversification des acteurs et des canaux de communication.....	52
VII.4.3	Renforcement des capacités .....	52
VII.4.4	Collaboration et implication communautaire.....	52
VII.4.5	Accès au financement .....	52
<b>VIII.</b>	<b>Récapitulatif des interventions lors du SWEDD 1.....</b>	<b>53</b>
<b>IX.</b>	<b>Axes d'intervention et acteurs clés d'un processus d'autonomisation de filles et de jeunes femmes.....</b>	<b>57</b>
IX.1	Typologie des Interventions du projet SWEDD .....	57
IX.2	Classification selon les domaines d'investissements clés.....	57
IX.2.1	Compétences fondamentales de base .....	57
IX.2.2	Compétences essentielles et complémentaires .....	57
IX.2.3	Environnement favorable.....	58
IX.2.4	Développement de l'inclusion financière en lien avec les interventions économiques .....	58
IX.2.5	Interventions spéciales et complémentaires dans le contexte humanitaire .....	58
IX.3	Classification selon le parcours et la finalité de l'intervention .....	58
IX.3.1	Analyse du marché de l'emploi.....	59
IX.3.2	Construction de partenariats stratégiques.....	59
IX.3.3	Préparation en vue de la réussite du programme de renforcement des compétences d'employabilité des jeunes filles et femmes .....	60
IX.3.4	Acquisition des compétences d'employabilité des jeunes filles et femmes .....	60

IX.3.5	Accompagnement et recherche d'emploi (emploi salarié ou auto-emploi) .....	61
IX.4	Classification selon les acteurs intervenants dans les domaines d'investissements clés .....	62
IX.4.1	Jeunes vulnérables et exclus, notamment les jeunes femmes .....	62
IX.4.2	Familles & communautés (y compris leaders traditionnels & religieux) .....	62
IX.4.3	Société civile (OCB/ONGs, organisations de jeunes, alliances OSC) .....	62
IX.4.4	Secteur privé (employeurs, institutions financières, société) .....	62
IX.4.5	Fournisseurs de formation (acteurs publics, acteurs privés, ONGs).....	62
IX.4.6	Gouvernement (législateurs/décideurs politiques, les organismes gouvernementaux concernés) 62	
<b>X.</b>	<b>Interventions "non SWEDD" .....</b>	<b>64</b>
X.2	Présentation sommaire des interventions non SWEDD .....	66
<b>XI.</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>82</b>
<b>XII.</b>	<b>Recommandations.....</b>	<b>83</b>
<b>XIII.</b>	<b>Annexes : Outils de collecte .....</b>	<b>84</b>
<b>XIV.</b>	<b>Références bibliographiques .....</b>	<b>100</b>

---

<i>Tableau 1: Liste des sigles et acronymes .....</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 2: structure du SWEDD .....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 3: Autonomisation économique des femmes .....</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 4: Synthèse des forces, menaces opportunités et menaces.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 5: Récapitulatif des constats liés aux interventions.....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 6: Sommaire interventions Non SWEDD au Burkina Faso .....</i>	<i>68</i>
<i>Tableau 7: Sommaire interventions Non SWEDD en Côte d'Ivoire .....</i>	<i>71</i>
<i>Tableau 8: Sommaire interventions Non SWEDD au Mali.....</i>	<i>75</i>
<i>Tableau 9: Sommaire interventions Non SWEDD en Mauritanie.....</i>	<i>76</i>
<i>Tableau 10: Sommaire interventions Non SWEDD au Niger .....</i>	<i>79</i>
<i>Tableau 11: Sommaire interventions Non SWEDD au Tchad .....</i>	<i>81</i>
<i>Tableau 12: Recommandations et déclinaisons clés .....</i>	<i>83</i>
<i>Figure 1: Récapitulatif des interventions .....</i>	<i>6</i>
<i>Figure 2: Typologie des compétences promues .....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 3: Vue synoptique de la cartographie.....</i>	<i>18</i>
<i>Figure 4: Etapes clés de la démarche méthodologique .....</i>	<i>20</i>
<i>Figure 5: Particularités de l'analyse situationnelle d'un pays à l'autre .....</i>	<i>43</i>

## I. Résumé exécutif

L'une des sous composantes de la première phase du projet SWEDD (Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend) s'est déployée dans six (6) pays : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle avait pour finalité d'œuvrer à l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes. Plan International a diligenté une mission dont le principal objet est la cartographie de ces initiatives, l'identification des clés de succès, des défis persistants et des gaps subséquents, de même que les opportunités à saisir et les principales leçons qui découlent de l'expérience.

La démarche méthodologique utilisée pour atteindre les objectifs prescrits a accordé une place de choix à la revue documentaire. Des fiches de collecte de données et des canevas de lecture ont été élaborés pour extraire les informations pertinentes relatives aux interventions. Ces outils ont été conçus sur la base de la Théorie de Changement de Plan International relative à l'autonomisation et de deux autres modèles : " Skills & Opportunities for Youth Employment and Entrepreneurship (SOYEE) en français Emploi et Entrepreneuriat des Jeunes" (YEE) mis au point par Plan International et l'approche transformatrice du genre.

A l'issue des investigations, **trois catégories d'interventions** ont été répertoriées. Au rang de ces dernières, on peut citer le **renforcement pluriel de capacités**. Il se réfère aux compétences de vie, techniques, professionnelles et entrepreneuriales ainsi que des cours d'alphabétisation et un accompagnement assuré par des mentors. Cet ensemble a été offert à des filles et des jeunes femmes essentiellement vulnérables. Elles ont ensuite bénéficié de **divers soutiens** (mise en réseau/regroupements en coopératives ou GIE, distribution de matériels, subventions) pour concrétiser les notions qui leur ont été transmises. Elles ont alors pu initier des activités génératrices de revenus, s'auto employer ou mettre leurs compétences à la disposition d'entreprises déjà établies. Toujours au profit des participantes, un **train d'activités, en matière de sensibilisation, de communication et d'éducation**, a été déployé en direction de la couche juvénile, des leaders et des autorités locales ainsi que des communautés en général. La finalité de ces initiatives est de rendre l'environnement social favorable à une réelle émancipation des femmes et de déconstruire les stéréotypes qui leur sont préjudiciables.



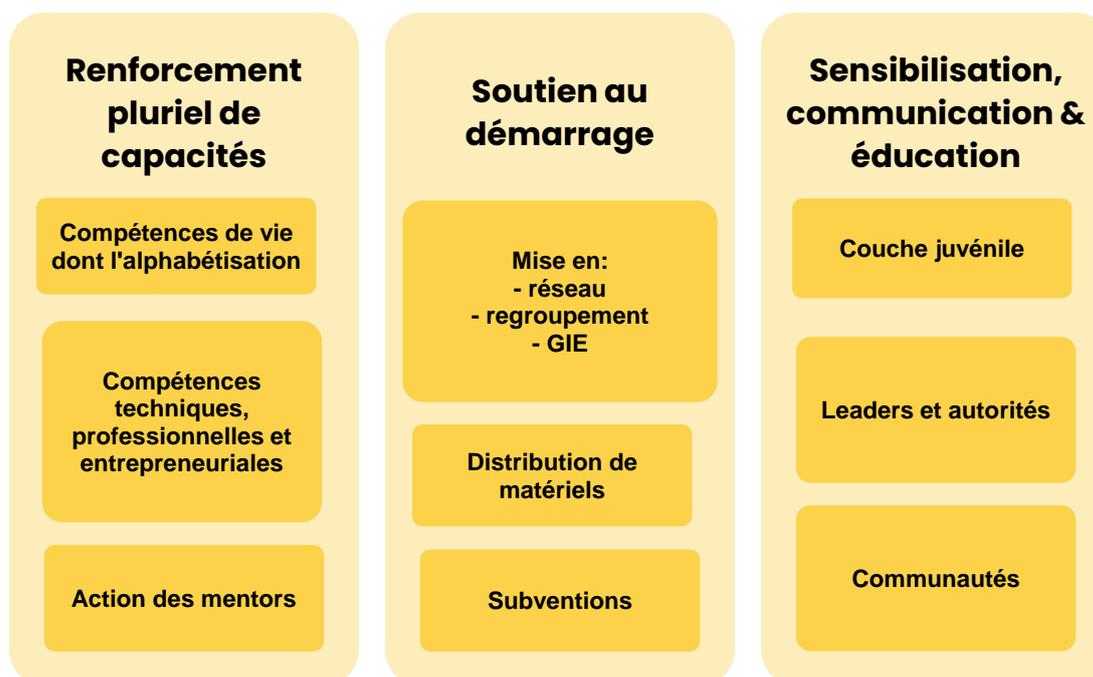


Figure 1: Récapitulatif des interventions

Il convient de rappeler que les actions développées sont le point culminant d'un **long processus** auquel des **acteurs de plusieurs horizons** (pouvoirs publics, Organisations Non Gouvernementales, secteurs privés, autorités locales...) ont collaboré et dont le premier maillon est une **analyse préalable**. Elle a été réalisée en plusieurs séquences dans la plupart des pays.

Au tableau des activités ayant concouru aux résultats constatés, on peut également inscrire la **sélection** des **auditrices**, l'**identification** des **centres** de **formation** et des **formateurs** ainsi que leur remise à niveau, ...

Des **succès** ont été **enregistrés**, tels que la création d'emplois, l'augmentation des revenus, l'amélioration de la position sociale des bénéficiaires et la sensibilisation des communautés aux pratiques néfastes. Cependant, des **défis** ont été **signalés**, notamment

- des obstacles budgétaires,
- des retards dans la mise en œuvre des activités,
- des normes de genre persistantes et
- des contextes sécuritaires précaires dans certaines régions.

Ces contraintes nécessitent une attention soutenue et des actions ciblées pour assurer le succès à long terme de ces initiatives.

En dépit des obstacles, les interventions mises en œuvre ou non dans le cadre du SWEDD, ont démontré leur efficacité pour l'autonomisation économique des femmes et des filles. Cette dernière peut être confortée par certaines opportunités : l'importance de la sensibilisation continue, l'engagement politique, la collaboration entre les acteurs, et l'application des lois pour créer un environnement favorable à l'égalité des sexes.

## II. Liste des sigles et acronymes

AFD	: Agence Française de Développement
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
AJF	: Adolescentes et Jeunes Femmes
CFM	: Centres de Formation des Métiers
CFPF	: Centres de Formation Professionnelle et Féminine
EFTP	: Education Formation Technique et Professionnelle
FFOM	: Forces Faiblesses Menaces et Opportunités
IRC	: International Rescue Committee
MASEF	: Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille
MEJS	: Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports
MESFTP	: Ministère de l'Éducation Secondaire et de la Formation Technique et Professionnelle
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisations de la Société Civile
PNSR	: Programme National de Santé de la Reproduction
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
SR	: Santé de la Reproduction
SWEDD	: Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend
UCP	: Unité de Coordination du Projet
UGP	: Unité de Gestion du Projet
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
VBG	: Violence Basée sur le Genre
YEE	: Youth Employment and Entrepreneurship
ZIP	: Zone d'Intervention Prioritaire

Tableau 1: Liste des sigles et acronymes

### III. Introduction

Le projet "Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique au Sahel" (SWEDD en anglais), est une initiative régionale majeure résultant de la collaboration entre les dirigeants de six pays d'Afrique sahélienne, à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Lancé officiellement en novembre 2015 avec ces six pays fondateurs, le projet a rapidement pris de l'ampleur en accueillant le Bénin en 2019, suivi du Cameroun et de la Guinée en 2020.

Le SWEDD est une réponse aux défis socio-économiques et démographiques qui touchent la région du Sahel. Son objectif primordial est de réduire la vulnérabilité des populations, en particulier des jeunes femmes et des filles, tout en capitalisant sur le potentiel du dividende démographique. Pour atteindre ces objectifs, le projet a mis en œuvre une série d'interventions ciblées, allant du renforcement des compétences professionnelles et entrepreneuriales à l'amélioration de l'accès aux services de santé reproductive et nutritionnelle.

La spécificité du SWEDD réside également dans son engagement à promouvoir une approche transformatrice du genre, visant à révolutionner les rôles traditionnels des femmes dans la société et à leur offrir de nouvelles opportunités. Cette initiative régionale s'articule autour de trois composantes principales, chacune visant à résoudre un aspect clé des défis auxquels sont confrontées les populations vulnérables du Sahel.

Parmi les nombreuses initiatives du SWEDD, l'inclusion financière occupe une place centrale. Elle est considérée comme un moteur essentiel de l'autonomisation économique des femmes, permettant l'accès aux revenus, le contrôle des gains économiques et le pouvoir de décision. Les résultats encourageants de ces initiatives ont incité à entreprendre une cartographie des interventions économiques et à évaluer leur impact sur l'autonomisation des femmes et des filles.

La réalisation de cette cartographie a été une opportunité pour examiner de près les initiatives qui façonnent le paysage de l'autonomisation économique dans le Sahel. Il a été mis en exergue, à travers cette cartographie, différentes facettes des actions entreprises pour renforcer l'autonomie économique des filles et des femmes dans les six pays de la phase initiale du projet SWEDD.

L'exercice a été conduit par Plan International en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Il a permis d'appréhender les effets de ces initiatives, d'identifier les facteurs clés de leur succès, tout en restant attentifs aux défis persistants et aux opportunités à saisir pour aller encore plus loin dans l'autonomisation économique des femmes. Cette mission revêt une importance cruciale pour l'avenir du projet SWEDD et pour la promotion de l'égalité des sexes, la réduction de la vulnérabilité et le développement durable dans la région du Sahel. Elle offre également une perspective unique sur la manière dont les initiatives régionales peuvent façonner un avenir meilleur pour les femmes et les filles, en capitalisant sur leur potentiel et en les plaçant au cœur du développement socioéconomique.

La restitution des investigations polarise, dans ce document synoptique, l'attention sur les actions du SWEDD1 à potentiel d'autonomisation économique en articulation avec d'autres initiatives communautaires. Il y est spécifié, les contours de la démarche méthodologique exécutée dans le cadre de la présente mission ainsi que les résultats engrangés. Ces derniers ont été reliés aux facteurs qui justifient les succès enregistrés sans que ne soient occultés les défis, les gaps, les opportunités et les leçons relevés. Un canevas pouvant servir de référence à la mise en œuvre efficace d'un processus d'autonomisation des filles et des femmes a été esquissé. Enfin, une "fenêtre" a été ouverte sur les interventions exécutées hors du cadre SWEDD avec l'objectif de constituer graduellement une base de données qui sera alimentée par des initiatives à potentiel élevé d'autonomisation économique des filles et des femmes.





# IV. ● Contexte et justification

## IV. Contexte et justification

### IV.1 Contexte général de la cartographie

Le projet "Autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel" (SWEDD) œuvre à accroître l'autonomisation des adolescentes et des femmes à travers des axes clés d'intervention.

#### a. Le renforcement des compétences

Il a quatre principales facettes.



Figure 2: Typologie des compétences promues

Les compétences de vie renvoient à un paquet de formations destinées à (re)construire la personnalité des participantes. Elles sont sensibilisées sur leurs droits. Les violences basées sur le genre sont abordées sous tous leurs aspects ainsi que la communication interpersonnelle, les mécanismes de résolution de conflits, la prise de décision éclairée. Les autres compétences développées, en complément à celles sus décrites, ont pour finalité d'assurer l'autonomisation économique des participantes.

#### b. L'accès

- aux services de santé reproductive infantile et maternelle
- à la nutrition de qualité, par l'adoption d'une approche transformatrice du genre.

#### c. L'amélioration des capacités régionales de partage de connaissances et de bonnes pratiques

Pour atteindre ces objectifs, le SWEDD est structuré autour de trois composantes principales récapitulées dans le tableau qui suit :

Composantes principales	Satisfaction de la demande en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle des femmes et des adolescentes.
	Amélioration de l'offre de produits et de services liés aux besoins de santé : garantir la disponibilité des produits et du personnel de santé.
	Création d'un environnement favorable à la réalisation des objectifs du projet. Soutien des actions de plaidoyer, des innovations juridiques, l'engagement politique et le développement des capacités.

Tableau 2: structure du SWEDD

Le projet SWEDD a un impact positif dans plusieurs pays de la région : les résultats imputables aux actions développées sous son égide sont élogieux dans tous les pays couverts. Au nombre des initiatives qui jouent un rôle de levier, l'inclusion financière occupe une place de choix. Elle est au cœur de l'effort visant à autonomiser économiquement les femmes. Elle aborde les questions d'accès à une gamme de produits et de services financiers abordables et adaptés à des besoins spécifiques. Ces préoccupations sont au cœur de l'autonomisation économique des femmes qui repose sur trois piliers essentiels :

<b>1</b>	Accès aux revenus et aux biens	<b>2</b>	Contrôle et jouissance des gains économiques	<b>3</b>	Amélioration du pouvoir de décision
----------	--------------------------------	----------	--	----------	-------------------------------------

Tableau 3: Autonomisation économique des femmes

Face aux résultats encourageants enregistrés, il a été pris la décision de réaliser la cartographie des initiatives ayant un potentiel d'autonomisation économique dans l'optique de nourrir les échanges entre les pays partenaires du projet. Cette mission comprend deux volets distincts :

- i. Le recensement des interventions visant à autonomiser économiquement les femmes en lien avec d'autres interventions communautaires
- ii. Le développement de modèles d'inclusion financière adaptés au contexte du projet SWEDD et au-delà.

## IV.2 Contexte spécifique des pays en lien avec l'accroissement des opportunités économiques des jeunes filles et femmes

Une rapide présentation du contexte est faite par pays sous trois angles : les informations générales, celles qui sont spécifique à la situation économique des femmes ainsi qu'une mise en perspective des forces, faiblesses, opportunités et menaces à l'autonomisation des femmes dans les six pays ciblés.

### IV.2.1 Perception générale

#### IV.2.1.1 Burkina Faso

Le Burkina Faso est situé en Afrique de l'Ouest avec une superficie de 274 200 kilomètres carrés. Il est subdivisé en 13 régions et 45 provinces<sup>1</sup>. Le pays est confronté à des défis économiques, avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,423, le classant au 183e rang sur 189 pays<sup>2</sup>. Une étude sur l'entrepreneuriat féminin souligne la volonté d'améliorer le climat des affaires et de stimuler l'investissement privé, mettant en lumière le potentiel économique des femmes entrepreneures dans le pays<sup>3</sup>.

#### IV.2.1.2 Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, un pays d'Afrique de l'Ouest, affiche une population de 29 389 150 habitants, avec une représentativité féminine de 47,79%<sup>4</sup>. Malgré cette parité relative, la prise en compte des aspects sexospécifiques demeure une préoccupation, notamment en ce qui concerne la représentation des femmes dans l'administration, l'éducation, la formation professionnelle, l'accès aux ressources économiques, et le marché du travail.

#### IV.2.1.3 Mali

Le Mali est un pays d'Afrique de l'Ouest dont la géographie est assez diversifiée : elle recèle des zones désertiques de savanes et de montagnes. Son économie est principalement basée sur l'agriculture, l'élevage et l'exploitation minière, notamment l'or. Cependant, il est le théâtre d'enjeux sociaux, économiques, environnementaux et sécuritaires importants. Il a une population d'environ 20,3 millions d'habitants avec 49,9% de femmes<sup>5</sup>. L'autonomisation économique des femmes et des filles au Mali se révèle être un levier essentiel pour le développement économique et social du pays.

<sup>1</sup> <https://www.wathi.org/contexte-election-burkina-2020/presentation-generale-du-burkina-faso/>

<sup>2</sup> [RSEF\\_2022\\_UEMOA\\_VF.pdf \(finances.gov.bf\)](https://www.rsef.gov.bf/sites/default/files/RAPPORT%20ETUDE%20SUR%20L%27ENTREPRENARIAT%20DES%20FEMMES%20AU%20BURKINA%20FASO.pdf)

<sup>3</sup> <https://www.cci.bf/sites/default/files/RAPPORT%20ETUDE%20SUR%20L%27ENTREPRENARIAT%20DES%20FEMMES%20AU%20BURKINA%20FASO.pdf>

<sup>4</sup> [https://famille.gouv.ci/Tmffe/SITUATION\\_DE\\_LA\\_FEMME\\_EN\\_COTE\\_D-IVOIRE.pdf](https://famille.gouv.ci/Tmffe/SITUATION_DE_LA_FEMME_EN_COTE_D-IVOIRE.pdf)

<sup>5</sup> <https://africa.unwomen.org/fr/where-we-are/west-and-central-africa/mali>

#### IV.2.1.4 Mauritanie

La Mauritanie, pays d'Afrique de l'Ouest dispose d'une population évaluée à environ 4,7 millions d'habitants, répartis de manière équitable entre les femmes (49,8%) et les hommes (50%)<sup>6</sup>. L'autonomisation économique des filles et des femmes en Mauritanie offre diverses opportunités pour le développement économique du pays.

#### IV.2.1.5 Niger

Le Niger situé au cœur du Sahel. Il couvre une superficie de 1 267 000km<sup>2</sup>. Sa population est estimée à 17 138707 habitants. Elle est à dominance féminine : 50,3% de femmes contre 49,7% d'hommes<sup>7</sup>. Le pays fait face à d'importants défis économiques. Néanmoins, le gouvernement nigérien a développé des initiatives pour autonomiser les femmes et les jeunes. Des mesures telles que la promotion de l'égalité des genres, le renforcement institutionnel, l'autonomisation économique et l'insertion sociale des femmes, sont au cœur de ces efforts<sup>8</sup>.

#### IV.2.1.6 Tchad

Le Tchad est sis en Afrique centrale et s'étend sur une superficie de 1 284 000 km<sup>2</sup>. L'effectif de sa population est 11 175 915 habitants, composée de 5 509 522 hommes (49,3 %) et 5 666 393 femmes (50,7 %) <sup>9</sup>. Le pays a entrepris d'importantes réformes sociales, économiques et politiques, mettant l'accent sur la promotion des droits des femmes et des filles ainsi que sur l'égalité des genres, intégrées dans les politiques nationales et sectorielles de développement<sup>10</sup>.

### IV.2.2 Situation économique des filles et femmes

#### IV.2.2.1 Burkina Faso

Les femmes et les filles burkinabè continuent de bénéficier moins de la croissance économique que les hommes, et l'accès sécurisé à la terre demeure un défi persistant. Bien que le pays soit confronté à des obstacles dans la réalisation de l'égalité des sexes, avec des femmes représentant 55% de la force de travail agricole mais occupant moins de 40% des propriétés foncières<sup>11</sup>. La situation économique des femmes et des filles au Burkina Faso reste précaire, entravée par des stéréotypes sexistes qui masquent souvent leur contribution au développement socioéconomique<sup>12</sup>. Il demeure essentiel de continuer à soutenir et à promouvoir l'autonomisation économique des filles et des femmes pour réduire les inégalités et favoriser une croissance économique inclusive dans le pays.

#### IV.2.2.2 Côte d'Ivoire

La situation économique des filles et des femmes en Côte d'Ivoire rend compte d'inégalités économiques et de défis significatifs. Bien qu'il y ait des initiatives visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes des efforts sont nécessaires pour améliorer leur situation économique.<sup>13</sup>

#### IV.2.2.3 Mali

Les femmes sont les principales actrices de la production agricole, bien que les hommes aient des capacités de production plus grandes<sup>14</sup>. Elles constituent une forte proportion de la population touchée par la pauvreté : 62% de femmes et de filles vivent en dessous du seuil de pauvreté multidimensionnelle<sup>15</sup>. Elles subissent directement les conséquences du changement climatique. Les déplacements internes et la perturbation

<sup>6</sup><https://www.unicef.org/wca/media/8346/file/Analyse%20rapide%20de%20genre%20%E2%80%93Mauritanie.pdf>

<sup>7</sup> <https://www.fao.org/niger/la-fao-au-niger/le-pays-en-un-coup-doeil/es/>

<sup>8</sup> <https://www.undp.org/fr/niger/autonomisation-des-femmes-et-des-jeunes>

<sup>9</sup> <https://www.prb.org/wp-content/uploads/2020/06/Tchad-Politique-Nationale-Genre-2011.pdf>

<sup>10</sup>[https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE\\_Version%20Finale\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE_Version%20Finale_0.pdf)

<sup>11</sup> <https://www.undp.org/fr/burkina-faso/autonomisation-des-femmes-et-egalite-des-genres>

<sup>12</sup> [https://unstats.un.org/unsd/gender/Ghana\\_Jan2009/Doc36.pdf](https://unstats.un.org/unsd/gender/Ghana_Jan2009/Doc36.pdf)

<sup>13</sup> <https://africa.unwomen.org/fr/autonomisation-economique-et-lutte-contre-les-vulnerabilites-des-femmes>

<sup>14</sup> <https://africa.unwomen.org/fr/where-we-are/west-and-central-africa/mali>

<sup>15</sup> [file:///C:/Users/MDSC/Downloads/ML-Oct21-GRPFM-Public%20with%20PEFA%20Check\\_0.pdf](file:///C:/Users/MDSC/Downloads/ML-Oct21-GRPFM-Public%20with%20PEFA%20Check_0.pdf)

d'activités telles que le tourisme, les festivals, l'agriculture et le commerce ont exacerbé les inégalités de genre, compromettant la sécurité alimentaire<sup>16</sup>.

#### IV.2.2.4 Mauritanie

Les femmes font face à des contraintes en matière de propriété foncière, d'entrepreneuriat et d'accès au crédit. En dépit des avancées au cours de la dernière décennie, l'environnement juridique demeure discriminatoire envers les femmes : elles ne représentent que 7,9% des propriétaires fonciers<sup>17</sup>. Cette inégalité a des implications économiques majeures, excluant les femmes d'opportunités dans l'agriculture et l'élevage, sources réelles de revenus.

Une augmentation potentielle de 19% de la richesse économique mauritanienne pourrait être réalisée en offrant aux femmes plus d'opportunités<sup>18</sup>.

#### IV.2.2.5 Niger

Des comités locaux de protection de l'enfance, composés de divers membres, sont déployés par le gouvernement pour dissuader les mariages précoces et convaincre les familles de ne pas marier leurs jeunes filles<sup>19</sup>. Les femmes ont un accès limité à l'emploi, une participation réduite à la vie active et des niveaux alarmants de violence, avec 60% d'entre elles ayant subi au moins une forme de violence au cours de leur vie<sup>20</sup>. Les taux d'activité des femmes dans la vie active sont nettement inférieurs à ceux des hommes, en partie en raison de la persistance de la pauvreté multidimensionnelle et des inégalités de genre avec une faible autonomisation socio-économique des femmes et des jeunes<sup>21</sup>.

#### IV.2.2.6 Tchad

Le pays se distingue par sa diversité ethnique, religieuse et culturelle mais dans l'ensemble, il est possible d'affirmer que le statut inférieur des femmes et des filles demeure une caractéristique récurrente<sup>22</sup>. Les inégalités de genre sont profondément enracinées dans la société, touchant tous les aspects de la vie et constituent un défi majeur pour le respect des droits des femmes et des filles ainsi que pour le développement du pays<sup>23</sup>. Les indices internationaux d'inégalités de genre soulignent de manière alarmante le niveau critique de disparités entre les sexes<sup>24</sup>. Des efforts récents ont été déployés pour améliorer leur autonomisation économique et favoriser leur contribution au développement du pays<sup>25</sup>. Des actions coordonnées, tant au niveau national qu'international, demeurent essentielles pour aborder de manière globale ces défis persistants<sup>26</sup>.

<sup>16</sup> <https://www.undp.org/fr/mali/histoires/quand-les-femmes-et-les-jeunes-constituent-les-moteurs-de-la-reprise-economique>

<sup>17</sup> <https://www.unicef.org/wca/media/8346/file/Analyse%20rapide%20de%20genre%20%E2%80%93Mauritanie.pdf>

<sup>18</sup> <https://www.unicef.org/wca/media/8346/file/Analyse%20rapide%20de%20genre%20%E2%80%93Mauritanie.pdf>

<sup>19</sup> <https://blogs.worldbank.org/fr/nasikiliza/comment-les-nouvelles-lois-protigent-les-femmes-et-les-filles-et-font-evoluer-les>

<sup>20</sup> <https://africa.unwomen.org/fr/where-we-are/west-and-central-africa/niger>

<sup>21</sup> <https://www.undp.org/fr/niger/projets/projet-autonomisation-socio-economique-des-femmes-et-des-jeunes-asefej>

<sup>22</sup> [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE\\_Version%20Finale\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE_Version%20Finale_0.pdf)

<sup>23</sup> [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE\\_Version%20Finale\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE_Version%20Finale_0.pdf)

<sup>24</sup> [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE\\_Version%20Finale\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE_Version%20Finale_0.pdf)

<sup>25</sup> [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE\\_Version%20Finale\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE_Version%20Finale_0.pdf)

<sup>26</sup> [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE\\_Version%20Finale\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE_Version%20Finale_0.pdf)

### IV.2.3 Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) relatives à l'autonomisation des filles et des femmes

Elles ont été synthétisées dans la matrice ci-après.

FFOM	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Mali	Mauritanie	Niger	Tchad <sup>27</sup>
Forces	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Divers investissements</li> <li>- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes</li> <li>- Politique nationale de protection sociale</li> <li>- Promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes</li> <li>- Participation au processus de consolidation de la paix</li> <li>- Lutte contre les violences basées sur le genre</li> <li>- Mise en œuvre de mesures concrètes et durables pour combattre les normes sociales discriminatoires et les stéréotypes sexistes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Textes juridiques</li> <li>- Plans d'action et mécanismes nationaux</li> <li>- Unités spécifiques en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des ministères</li> <li>- Organes ou mécanismes spécialisés tels que la direction de l'entrepreneuriat féminin</li> <li>- Soutien des partenaires internationaux et nationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation significative à la production alimentaire, représentant 49 % de la population active agricole et assurant plus de 70 % de la production alimentaire<sup>31</sup></li> <li>- Existence des experts nationaux de genre au niveau des ministères et des partenaires techniques et financiers, y compris les ONG nationales et internationales<sup>32</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre d'actions et stratégies ciblées sur les femmes et les filles</li> <li>- Accès aux services sociaux de base</li> <li>- Renforcement des systèmes (à l'échelle nationale, régionale et municipale)</li> <li>- Partenariats internationaux</li> <li>- Stratégie de lutte contre les VBG en 2020</li> <li>- Procédures juridiques internationales et nationales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Engagement des filles et des femmes dans la promotion de la santé<sup>33</sup></li> <li>- Création de comités de protection de l'enfance<sup>34</sup></li> <li>- Soutien des partenaires internationaux et nationaux<sup>35</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise de conscience des pouvoirs publics de l'importance de l'entrepreneuriat féminin</li> <li>- Prise de conscience sur la nécessité d'impliquer les femmes dans les organes.</li> <li>- Engagements internationaux - Textes et engagements Législatifs</li> <li>- Disponibilité de documents de planification (Politique Nationale Genre (PNG))</li> <li>- Politiques et les stratégies nationales et sectorielles de développement)</li> <li>- Appui des Partenaires Techniques et Financiers</li> <li>- Révision du Code pénal</li> </ul>

<sup>27</sup> [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE\\_Version%20Finale\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2018-3089%20Rapport%20analyse%20genre%20coope%CC%81ration%20Tchad-UE_Version%20Finale_0.pdf)

<sup>28</sup> [https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/58/CSW58\\_Agreed\\_Conclusions\\_FR.pdf](https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/58/CSW58_Agreed_Conclusions_FR.pdf)

<sup>29</sup> <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/1b25705c-fr/index.html?itemId=%2Fcontent%2Fcomponent%2F1b25705c-fr>

<sup>30</sup> <https://www.unicef.org/wca/media/8346/file/Analyse%20rapide%20de%20genre%20E2%80%93Mauritanie.pdf>

<sup>31</sup> <https://africa.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20Africa/Attachments/Publications/2015/11/Mali%20Musow%20-%20Juillet%20Septembre%202015.pdf>

<sup>32</sup> [https://www.ungei.org/sites/default/files/2023-04/230411\\_Annex%20C.8%20Mali%20Country%20Report\\_Fr.pdf](https://www.ungei.org/sites/default/files/2023-04/230411_Annex%20C.8%20Mali%20Country%20Report_Fr.pdf)

<sup>33</sup> <https://blogs.worldbank.org/fr/nasikiliza/comment-les-nouvelles-lois-protègent-les-femmes-et-les-filles-et-font-evoluer-les>

<sup>34</sup> idem

<sup>35</sup> [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/Niger\\_Strategie\\_nationale\\_education\\_formation\\_filles\\_femmes\\_2020-2030.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/Niger_Strategie_nationale_education_formation_filles_femmes_2020-2030.pdf)

FFOM	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Mali	Mauritanie	Niger	Tchad <sup>27</sup>
<b>Faiblesses</b> - Burkina Faso <sup>36</sup> - Côte d'Ivoire <sup>37</sup> - Mauritanie <sup>38</sup> - Niger <sup>39</sup>	- Accès limité à la croissance économique - Normes sociales (Mariages précoces et forcés...) - comportements discriminatoires, stéréotypes sexistes - Difficultés d'accès à l'emploi, à la formation professionnelle, à la scolarisation, aux services de santé et sociaux	- Manque de moyens pour faire valoir leurs droits - Normes sociales, attitudes et pratiques discriminatoires telles que les inégalités en matière d'héritage et de propriété - Inégalités d'accès à l'éducation - Difficultés d'accès aux ressources productives agricoles et financières	- Accès à l'éducation, à la santé maternelle et infantile, à la planification familiale, et aux services sociaux de base - Normes sociales et culturelles défavorables et inégalités juridiques	- Inégalités du genre - Faible accès des adolescentes aux services de santé reproductive et sexuelle - Difficultés d'accès à la justice des victimes de VBG - Participation limitée au marché du travail formel - Discrimination basée sur le genre - Faible accès des femmes à la terre et au crédit - Manque d'informations sur les procédures juridiques - Complexité des procédures de plainte	- Insuffisance des moyens financiers - Normes sociales défavorables - Accès limité aux emplois	- Pratiques traditionnelles néfastes - Stéréotypes de genre- inégalités criantes entre les femmes et les hommes – accès à la propriété foncière - Sécurité alimentaire et nutritionnelle - Accès restreint aux moyens de production (terres, intrants et matériels agricoles, crédit) - Niveau faible d'éducation et d'alphabétisation - Manque de connaissance de textes
<b>Opportunités</b> - Burkina Faso <sup>40</sup> - Côte d'Ivoire <sup>41</sup> - Mauritanie <sup>42</sup> - Niger <sup>43</sup>	- Renforcement de la cohésion sociale - Promotion de l'entreprenariat et l'emploi des jeunes et des femmes - Participation des femmes au processus de développement - Renforcement de la représentativité des femmes et promotion interne	- Programme social du Gouvernement - Textes internationaux sur les droits de la femme - Marché du travail en progression	- Renforcement de la résilience face aux changements climatiques - Augmentation de la production de légumes et du revenu des ménages - Développement d'Associations	- Accès des femmes au crédit à travers le financement de micro-programmes - Engagent les États parties à prendre les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes	- Amélioration de l'accès à l'éducation - Promotion de la santé	- Promotion des droits des femmes et des filles et de l'égalité de genre - Politiques et les stratégies nationales et sectorielles de développement - Loi sur la parité (2018) instituant la parité dans les fonctions nominatives et électives

<sup>36</sup> [https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/58/CSW58\\_Agreed\\_Conclusions\\_FR.pdf](https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/58/CSW58_Agreed_Conclusions_FR.pdf)

<sup>37</sup> <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/1b25705c-fr/index.html?itemId=%2Fcontent%2Fcomponent%2F1b25705c-fr>

<sup>38</sup> <https://www.unicef.org/wca/media/8346/file/Analyse%20rapide%20de%20genre%20%E2%80%93Mauritanie.pdf>

<sup>39</sup> [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/Niger\\_Strategie\\_nationale\\_education\\_formation\\_filles\\_femmes\\_2020-2030.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/Niger_Strategie_nationale_education_formation_filles_femmes_2020-2030.pdf)

<sup>40</sup> <https://www.undp.org/sites/g/files/zskqke326/files/2023-05/UNDP-bf-strat-genre-2023-2025.pdf>

<sup>41</sup> [https://famille.gouv.ci/Tmfte/SITUATION\\_DE\\_LA\\_FEMME\\_EN\\_COTE\\_D-IVOIRE.pdf](https://famille.gouv.ci/Tmfte/SITUATION_DE_LA_FEMME_EN_COTE_D-IVOIRE.pdf)

<sup>42</sup> <https://www.unicef.org/wca/media/8346/file/Analyse%20rapide%20de%20genre%20%E2%80%93Mauritanie.pdf>

<sup>43</sup> <https://blogs.worldbank.org/fr/nasikiliza/comment-les-nouvelles-lois-protègent-les-femmes-et-les-filles-et-font-evoluer-les>

FFOM	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Mali	Mauritanie	Niger	Tchad <sup>27</sup>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de la réduction des inégalités des droits des femmes et des filles</li> <li>- Programme d'action contenant des engagements complets en réponse à 12 domaines critiques pour le renforcement des droits des femmes</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plein accès de tous aux services sociaux de base</li> <li>- Existence des femmes leaders dans toute la Mauritanie</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adoption en 2017 de la Politique Nationale Genre (PNG)</li> <li>- Plan d'Action quinquennal 2019-2023 (PA-PNG)</li> <li>- Loi n°029/PR/2015 sur l'interdiction du mariage des enfants</li> </ul>
<b>Menaces</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Violence de genre</li> <li>- Accès limité à l'éducation</li> <li>- Inégalités socioéconomiques</li> <li>- Discriminations persistantes sur le marché du travail</li> <li>- Pratiques coutumières et contemporaines néfastes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Violences faites aux femmes et aux filles</li> <li>- Prédominance du travail informel,</li> <li>- Normes sociales et discriminatoires</li> <li>- Inégalités Économiques</li> <li>- Pesanteurs socioculturelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mariage précoce</li> <li>- Grossesse non désirée</li> <li>- Violences sexuelles et sexistes</li> <li>- Pauvreté</li> <li>- Désertification et changements climatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inégalités de salaires et de droits de propriété</li> <li>- Normes sociales</li> <li>- Chômage élevé</li> <li>- Violences Basées sur le Genre</li> <li>- Grossesses précoces</li> <li>- Faible niveau d'éducation des filles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Violences faites aux femmes et aux filles<sup>47</sup></li> <li>- Mariages d'enfants<sup>48</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rivalités ethniques et religieuses</li> <li>- Violence Basée sur le Genre</li> <li>- Grossesses et mariages précoces</li> <li>- Mauvaise perception des possibilités d'emploi et de l'éducation</li> <li>- Facteurs endogènes au milieu scolaire</li> <li>- Absence de toilettes séparées pour les filles et pour les garçons dans les établissements scolaires - discrimination des femmes lors de leurs menstruations</li> </ul>

Tableau 4: Synthèse des forces, menaces opportunités et menaces

<sup>44</sup> [https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/58/CSW58\\_Agreed\\_Conclusions\\_FR.pdf](https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/58/CSW58_Agreed_Conclusions_FR.pdf)

<sup>45</sup> [https://famille.gouv.ci/Tmfte/SITUATION\\_DE\\_LA\\_FEMME\\_EN\\_COTE\\_D-IVOIRE.pdf](https://famille.gouv.ci/Tmfte/SITUATION_DE_LA_FEMME_EN_COTE_D-IVOIRE.pdf)

<sup>46</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/961341622141230195/pdf/Rapport-sur-la-Situation-Economique-en-Mauritanie-Un-Meilleur-Avenir-Accelerer-la-Relance-Economique-en-Misant-sur-le-Potentiel-Femmes.pdf>

<sup>47</sup> <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/64/National-reviews/Niger.pdf>

<sup>48</sup> [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/Niger\\_Strategie\\_nationale\\_education\\_formation\\_filles\\_femmes\\_2020-2030.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/Niger_Strategie_nationale_education_formation_filles_femmes_2020-2030.pdf)



V

**Cartographie des interventions d'autonomisation économiques des femmes**

## V. Cartographie des interventions d'autonomisation économiques des femmes

### V.1 Objectif de la mission

Il s'agit de réaliser la cartographie des interventions sur l'autonomisation économique en lien avec les autres interventions communautaires (Espaces sûrs, clubs des maris, futurs maris, formation professionnelle, etc.) dans les six Pays de la phase 1 du projet SWEDD que sont le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Il est attendu les objectifs spécifiques ci-après :

- Recenser les types d'interventions économiques pertinentes aussi bien du projet SWEDD et au-delà du projet ;
- capturer les effets des interventions économiques sur l'autonomisation économique des adolescentes et jeunes femmes bénéficiaires du projet SWEDD ;
- identifier les éléments du succès des interventions économiques ;
- identifier les défis à relever, les gaps à combler et les opportunités à saisir pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes et des filles dans les pays SWEDD ;
- Communiquer sur les résultats de la cartographie des interventions économiques.

Les objectifs renvoient à trois principales articulations que sont : le recensement des initiatives économiques à l'adresse des adolescentes et des jeunes femmes d'une part ainsi que les effets, les éléments de succès et les axes de progrès desdites initiatives. Il s'agit des défis, des gaps subséquents et d'opportunités.

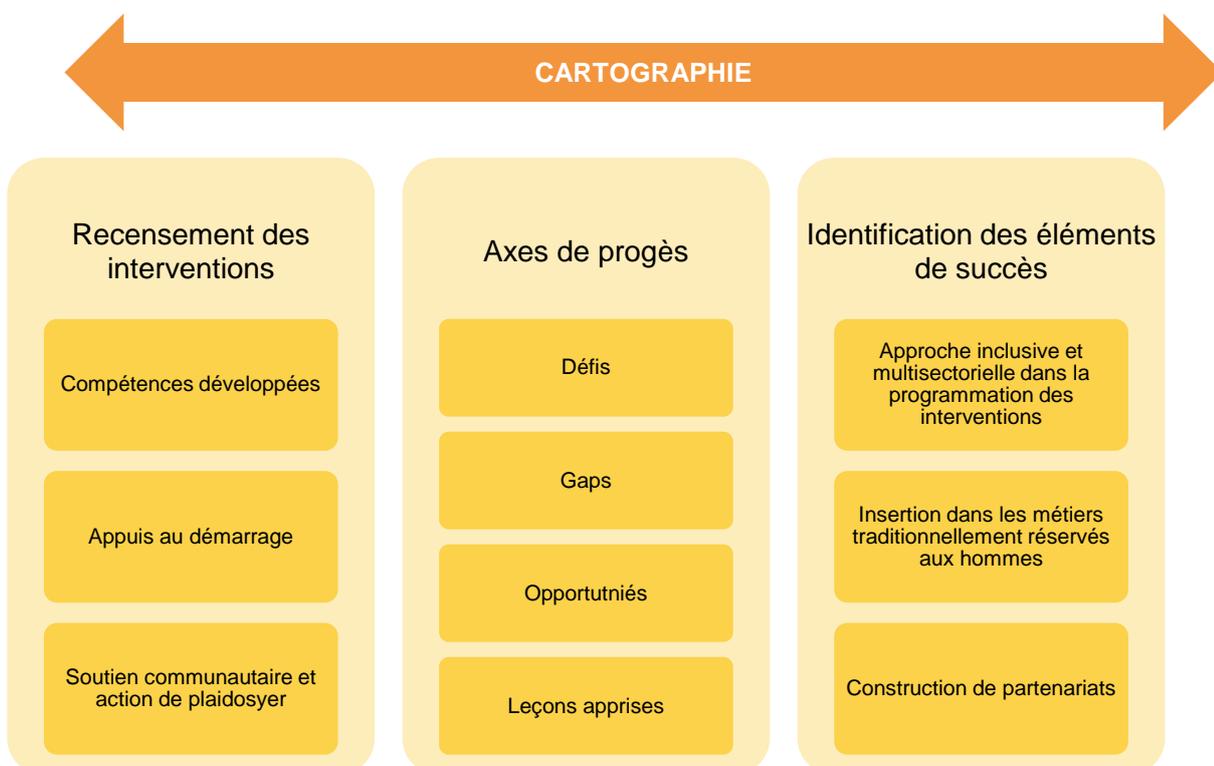


Figure 3: Vue synoptique de la cartographie

## V.2 Clarification conceptuelle

Trois concepts ont un caractère récurrent dans le document : autonomisation des filles et des femmes, intervention à potentiel d'autonomisation et inclusion financière. Ils gagnent à être clarifiés et un contenu opératoire leur a été donné.

### V.2.1 Autonomisation des filles et des femmes

L'autonomisation des femmes et des filles désigne une stratégie visant à renforcer la capacité d'agir des filles relativement à leur propre vie et leur capacité à influencer les relations et les conditions sociales et politiques qui les touchent. La **capacité d'agir** est l'aptitude à opérer des choix librement, de prendre des décisions sur sa propre vie, et d'intervenir en conséquence pour réaliser ses propres objectifs. Le renforcement de la capacité d'agir est une composante essentielle de l'autonomisation.

Selon la définition opératoire retenue sur le projet SWEDD, **une femme est autonomisée sur le plan économique** lorsqu'elle possède d'une part, la capacité de réussir et de progresser économiquement et d'autre part le pouvoir de prendre des décisions et d'agir en conséquence :

- Pour réussir et progresser économiquement, les femmes ont besoin des compétences et des ressources nécessaires pour être compétitives sur les marchés, ainsi que d'un accès juste et égal aux institutions financières.
- Pour avoir le pouvoir et la capacité de tirer profit des activités économiques, les femmes doivent avoir les aptitudes de prendre des décisions et d'agir en conséquence et de contrôler les ressources et les profits qu'elles génèrent.

### V.2.2 Intervention à fort potentiel d'autonomisation

Il a été convenu que les interventions pertinentes pour la présente cartographie soient identifiées sur la base de trois critères. Elles doivent se rapporter à des (i) domaines d'intervention précis (ii) leur démarche d'implémentation doit reposer sur les principes de l'approche genre transformateur et (iii) l'on doit disposer d'informations sur le caractère satisfaisant des résultats, leur efficacité et facteurs de succès.

1. Domaines d'interventions clés : elles se rapportent aux domaines d'interventions clés ci-après :
  - i. Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi ;
  - ii. Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers par le truchement de la mise en relation avec les services financiers/institutions financières et/ou à travers la participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc.
  - iii. Contribution à travers les actions de plaidoyer à l'amélioration de l'environnement favorable par la promotion de l'emploi décent à travers l'engagement avec le secteur privé et les pouvoirs publics pour créer des conditions pour le travail décent au profit des jeunes filles et femmes.
  - iv. Prise en compte du contexte d'urgence dans la programmation des interventions.
2. Programmation, mise en œuvre et Suivi basés sur les principes de l'approche Genre transformateur. Il s'agit notamment
  - i. Inclure dans l'intervention des activités à même d'identifier et de **déconstruire les stéréotypes** issus des normes de genre spécifiques en lien avec les conditions de vie et la position sociale des jeunes filles et femmes participantes ;
  - ii. Renforcer la **capacité d'agir** de celles-ci ;
  - iii. Travailler avec et soutenir **les garçons, jeunes hommes** pour qu'ils adoptent des **masculinités positives** ;
  - iv. Considérer les filles, les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes dans toute leur diversité ;
  - v. Améliorer les **conditions** (besoins quotidiens) et la position sociale (valeur ou statut) des filles et des jeunes femmes ;
  - vi. Créer un **environnement favorable** où toutes les parties prenantes travaillent ensemble pour soutenir les adolescentes et les jeunes femmes.
3. Effets positifs /résultats satisfaisants : il s'agit de disposer des informations en lien avec l'efficacité et les facteurs de succès de l'intervention.

### V.2.3 Inclusion financière

L'inclusion financière se réfère aux conditions (disponibilité et caractère approprié des services, égalité des opportunités) d'accès aux services financiers. Elle s'intéresse dans le présent contexte à la population non bancarisée, en l'occurrence les filles et les femmes vulnérables. Il est souhaité qu'elles accèdent aux moyens d'épargne, d'investissement et d'assurance dans l'optique de l'amélioration de leurs revenus et de la réduction des inégalités qu'elles cristallisent. Les groupes d'épargne et de crédit lorsqu'ils sont bien encadrés, en l'occurrence le dispositif AVEC, offrent de bonnes perspectives en la matière. La revue de ces mécanismes a été un volet de la cartographie conduit par un autre consultant.

## V.3 Approche méthodologique

La démarche méthodologique préconisée devrait reposer sur la collaboration avec des partenaires locaux, la collecte rigoureuse de données documentaires et empiriques, l'analyse approfondie des résultats et la communication efficace des constatations. A l'arrivée la collecte, contrairement à ce qui avait été prôné, a essentiellement reposé sur les ressources documentaires. Toutefois, la mission revêt une importance particulière, car elle pourrait contribuer à orienter les phases ultérieures du projet SWEDD et servir de modèle pour d'autres initiatives similaires visant à autonomiser économiquement les femmes dans le Sahel et au-delà.

Dans un contexte où l'autonomisation économique des femmes est une priorité, cette mission est une occasion de faire progresser les objectifs du projet SWEDD et de créer un impact durable pour les femmes et les filles de la région. Elle incarne l'engagement continu envers l'égalité des sexes, la réduction de la vulnérabilité et la promotion du développement durable dans les pays couverts et ceux qui le seront.

### V.3.1 Démarche méthodologique utilisée

Elle a été déployée, comme retenue dans les Termes de Références, en quatre principales étapes que sont :

- Mise en place d'un groupe de référence ;
- cocréation de la démarche méthodologique ;
- collecte des données ;
- traitement et analyse des données ;
- rapportage.



Figure 4: Etapes clés de la démarche méthodologique

#### V.3.1.1 Mise en place d'un groupe de référence par pays

Un travail préalable a consisté à mettre en place d'un groupe de référence par pays. Il a facilité, par le truchement des référents, la mise à disposition des ressources documentaires qui relatent les sujets en lien avec les objectifs du présent exercice.

#### V.3.1.2 Cocréation de la démarche méthodologique avec les groupes de référence

Une approche méthodologique a été ébauchée et exposée au groupe de référence. La synthèse des observations formulées a permis de prendre quatre décisions :

- i. maintenir l'ancrage de l'ensemble du processus dans la théorie de changement de Plan International relative à l'autonomisation des groupes vulnérables, des filles et des jeunes femmes plus précisément,
- ii. approfondir la revue documentaire,
- iii. préciser les groupes cibles à considérer et
- iv. aligner en les étoffant davantage, les méthodes ainsi que les outils subséquents sur ces derniers.

La relation avec la théorie de changement a été assurée par deux mécanismes :

- i. la démarche SOYEE (Skills & Opportunities for Youth Employment and Entrepreneurship), en français "Emploi et Entrepreneuriat des Jeunes" et
- ii. l'approche Transformatrice du Genre.

La première est un modèle holistique, pour l'autonomisation économique des jeunes, développé par Plan International ; elle permet de soutenir l'insertion des jeunes à l'emploi en prenant en compte les besoins spécifiques des bénéficiaires accompagnés. La deuxième est structurée autour de six composantes<sup>49</sup> et sert également de catalyseur à des relations sociales équitables. Leur contenu respectif a été brièvement présenté, en introduction aux résultats produits, pour nourrir les outils et servir de cadre à l'analyse des données.

Une première exploitation des documents mis à disposition avait fait apparaître l'incomplétude ou l'absence pour certains pays des supports de formation, d'animation des sessions de mobilisation sociale ou ceux nécessaires pour mieux circonscrire l'environnement (socio politique, légal) de déploiement des actions visées.

Quatre (4) catégories de personnes ont été ciblées pour contribuer à la production des informations requises en vue de l'atteinte des objectifs de la mission :

- i. les représentants des UGP des ministères sectoriels responsable du volet "autonomisation économique" et des ONG de mise en œuvre
- ii. des acteurs ayant joué un rôle actif dans l'implémentation des projets tels que les mentors ou fournisseurs de formation et le secteur privé
- iii. l'environnement des participantes/bénéficiaires représenté par leur famille et les leaders communautaires
- iv. les participantes/bénéficiaires elles-mêmes.

Deux principales méthodes ont été admises : la revue documentaire et l'animation d'entretiens. Neuf (9) outils ont été élaborés pour les concrétiser ; ils sont ci-après sommairement présentés. Les supports complets de collecte sont annexés au rapport.

#### ✓ **Canevas de lecture**

Ils sont au nombre de deux. Le **premier** a permis d'approfondir les informations afférentes aux modules de formation, supports de sensibilisation, rapports de formation et rapports de sensibilisation. Il a été articulé, outre les références bibliographiques, autour des points suivants : (i) Élaboration et déroulement des modules, (ii) Contenu des formations en compétences de vie - compétences acquises, utilité des compétences et témoignages y relatifs -, (iii) Contenu des formations professionnelles - compétences acquises, utilité des compétences et témoignages y relatifs -, (iv) Soutien à l'orientation professionnelle - Choix du domaine d'activités et accompagnement, résultats tangibles, témoignages y relatifs -, (v) Sensibilisation à l'égard de la communauté et (vi) Sensibilisation et formation à l'égard des garçons et jeunes hommes.

Le **deuxième** a été élaboré pour l'analyse du contexte en lien avec l'accroissement des opportunités économiques en vue d'un travail décent et de l'autonomisation économique des femmes. Trois catégories de documents ont été visées par cet outil : (i) Lois et politiques (ii) Prestation de services, pratique institutionnelle et financement, (iii) Climat social, économique et politique.

#### ✓ **Guide à l'adresse des UGP / Ministères / ONG**

Cet outil est articulé autour de six points : (i) Analyse du marché de l'emploi, (ii) Partenariats stratégiques, (iii) Préformation (iv) Formation, (v) accompagnement et recherche d'emploi (vi) Suivi et maintien dans l'emploi. Les axes ont été éclatés en sous-composantes.

#### ✓ **Canevas de "l'histoire de vie – projet SWEDD".**

Il expose les consignes dont il faut tenir compte pour tirer tout le potentiel d'informations auprès des participantes/bénéficiaires... Après la clarification du concept "**histoire de vie**", des précisions ont été fournies sur les informations attendues de cet outil ; ce canevas de restitution est une matrice bâtie autour de composantes spécifiques (cadre global du projet SWEDD, sous-volet "Accroissement des opportunités économiques" et compétences acquises, choix de la participante, sujet de l'histoire ;

<sup>49</sup> (i) normes de genre (ii) capacité d'agir des filles et des jeunes femmes (iii) masculinité positive (iv) diversité des besoins et intérêts spécifiques des filles, des garçons, des jeunes femmes (v) conditions (besoins quotidiens) et position sociale (valeur ou statut) (vi) création d'un environnement favorable.

facteurs de succès, leçons apprises et défis) auxquelles sont rattachés des informations, des outils de production de ces dernières et les sources de données.

✓ **Support de discussion avec la/les participante.s – sujet de l'histoire**

Outre les variables sociodémographiques, six (6) points de discussion font la substance du support : (i) Compétences entrepreneuriales (ii) Utilité de compétences acquises au cours du processus de formation (iii) Autres facteurs ayant facilité les succès enregistrés (iv) Défis rencontrés et approches de solutions préconisées (v) Leçons tirées pour inspirer les initiatives similaires (vi) Ressenties de la participante.

✓ **Guide d'entretien avec la famille/communauté des participantes**

Il permet de cerner les réalités propres à l'environnement des participantes. Quatre (4) préoccupations forment l'ossature du guide : (i) Information et conseil aux jeunes et à leur famille, (ii) Valorisation des aspirations de leurs filles, (iii) Conscience des parents relativement à l'importance de l'implication des jeunes femmes dans les activités génératrices de revenus (iv) Attitudes à l'égard des participantes compétentes et qui entrent sur le marché du travail.

✓ **Guide à l'attention des mentors et fournisseurs de formation**

Il est structuré autour de six points : (i) Élaboration et/ou adaptation du curriculum des formations (ii) Orientation professionnelle et mise en situation (iii) Formation professionnelle en vue d'un emploi salarié (iv) Formation professionnelle en vue d'une création d'entreprise, Formation en compétences de vie (v) Apprentissage (stage de courte durée) (vi) Certification.

✓ **Guide à l'attention du secteur privé**

Il est élaboré autour de trois (3) principaux pôles : (i) Analyse de la demande, (ii) Analyse de l'offre, Analyse sociale et sociétale, (iv) Appui à la recherche et l'accès à un emploi salarié (v) Appui et soutien à la création d'entreprise (vi) Suivi et services de soutien.

✓ **Support pour la collecte, dans un contexte "non SWEDD" d'interventions pertinentes en matière d'autonomisation économique des jeunes filles et femmes**

Il recèle trois parties : (i) définition opératoire de l'autonomisation des femmes (ii) indication de précisions relatives aux critères à utiliser pour évaluer les interventions à fort potentiel d'autonomisation : domaines d'investissement clés, genre transformateur et effets positifs/résultats satisfaisants (iii) un formulaire pour la restitution de l'intervention. Les deux premiers points sont destinés à servir de repères pour le choix d'initiatives pertinentes tandis que le dernier oriente sur les informations précises attendues.

### V.3.1.3 Collecte des données

Les informations documentaires ont été la principale source de production du rapport élaboré. Il faut signaler que les sous-projets SWEDD1 visant l'autonomisation des filles et des jeunes femmes ont été actifs de 2016 à 2020, générant de nombreux documents et informations. Des processus de collecte ont été réalisés dont des études préliminaires et des évaluations à différents stades : mi-parcours, finales et d'impact (actuellement en cours). Les informations sur le projet sont disponibles dans les plans et rapports de travail.

La collecte de données des interventions économiques "non mises en œuvre par SWEDD" n'a pas été limitée à 2020 et a été faite auprès de deux principales sources : institutions connues pour les initiatives qu'elles développent en matière d'autonomisation des femmes et des filles et de part une revue documentaire web.

### V.3.1.4 Analyse des données et rapportage

Les données ont été dépouillées, classées par thèmes suivant les objectifs. Elles ont ensuite été divisées en catégories d'intrants présentant des caractéristiques ou des tendances semblables. Il a ainsi été possible, à travers les données extraites, de mettre en exergue les éléments qu'il faut associer de façon logique pour catégoriser les interventions, dégager les facteurs de succès et les axes de progrès qui leur sont liés.

Les associations ont été faites sur la base des cadres d'analyse de mise œuvre des interventions en lien avec le genre transformateur, l'autonomisation économique des femmes et l'étoile de la capacité d'agir pour ce qui est spécifiquement des effets.

### V.3.1.5 Limites de l'étude

Il était prévu d'impliquer différents acteurs, tels que les participantes, les mentors, les fournisseurs de formation, les parents, les communautés et les ONG de mise en œuvre. Cependant, la liste des bénéficiaires n'a pas pu être obtenue. En conséquence, la définition de la taille de l'échantillon et le choix de la technique d'échantillonnage n'ont pu être conduits à terme.

Il faut signaler que certaines régions de pays couverts par SWEDD1 étaient inaccessibles (au Burkina Faso, Mali et Niger) en raison de problèmes de sécurité.

Pour contourner ces contraintes, l'exploitation des ressources documentaires disponibles a été privilégiée pour œuvrer à l'atteinte des objectifs assignés à la mission. La restitution des résultats de la cartographie est envisagée comme une étape pour améliorer et peaufiner les informations produites.

En dehors du contexte SWEDD, les documents de projet trouvés en ligne n'ont pas toujours fourni toutes les informations nécessaires, ce qui a demandé davantage de recherches approfondies prenant plus de temps que prévu pour compléter les données manquantes.

# VI

## Cartographie des interventions d'autonomisation économiques des femmes en Mauritanie

## VI. Interventions à potentiel d'autonomisation économique recensées dans le cadre du SWEDD1

Le repérage de ces interventions ainsi que l'analyse de leur portée ont été opérés à cinq niveaux. Le premier est relatif à des domaines d'investissement spécifiques. Le second est inhérent aux composantes de la programmation et principes de l'approche transformatrice du genre. À l'un ou l'autre de ces paliers, certaines séquences de la conceptualisation et de mise en œuvre des initiatives ont été mises en exergue. Le troisième volet a réalisé une synthèse des effets par la mise en relation des modalités de l'outil "Etoile de la capacité d'agir" et des principales catégories d'interventions identifiées. La quatrième rubrique est consacrée aux témoignages de quelques participantes. Le cinquième a trait aux facteurs de succès caractéristiques des actions initiées.

### VI.1 Recensement d'interventions

Les interventions ont été essentiellement inventoriées sur la base des compétences acquises par les participantes ainsi que les soutiens (au démarrage ou communautaire) dont elles ont bénéficié.

#### VI.1.1 Domaines d'intervention

##### VI.1.1.1 Compétences de vie

Chaque pays a adopté une approche spécifique. L'analyse croisée des démarches mises en œuvre permet de faire la synthèse ci-après.

- La Côte d'Ivoire se démarque par l'offre de formations approfondies en compétences de vie, genre, droits humains, et santé sexuelle et reproductive à un grand nombre de filles à travers les Espaces sûrs.
- Le Niger a proposé une formation complète couvrant divers aspects des compétences de vie, y compris les droits des femmes, la sensibilisation aux violences basées sur le genre, la gestion budgétaire, la communication interpersonnelle, etc.
- Les autres pays ont également mis en place des initiatives visant à développer des compétences de vie, de manière plus spécifique ou ciblée, telles que les formations en Genre et Foncier rural au Burkina Faso, les compétences en leadership au Mali, ou les formations axées sur l'éducation des filles et l'autonomisation des femmes en Mauritanie.

##### VI.1.1.2 Compétences professionnelles, entrepreneuriales

L'analyse comparative des actions déployées en matière de compétences professionnelles et entrepreneuriales des cibles met en évidence des similitudes et des différences ci-après exposées.

#### Points de convergence

Tous les pays mentionnés ont en partage un objectif conjoint : autonomiser économiquement les filles et les jeunes femmes en renforçant leurs compétences professionnelles et entrepreneuriales. Cette vision commune reflète l'importance accordée à l'autonomie économique des femmes aussi bien pour leur épanouissement que pour le développement économique et social de leur région d'appartenance.

Dans chaque pays, des formations en compétences entrepreneuriales ont été offertes aux bénéficiaires. Les sessions de renforcement de capacités ont visé à développer des compétences telles que la gestion d'entreprise, la planification financière et la création de plans d'affaires solides.

Les pays ont offert également une formation technique adaptée aux besoins et ce, dans divers domaines tels que l'agriculture, l'élevage, la transformation des produits locaux et les énergies renouvelables. Une telle diversification des compétences techniques vise à ouvrir des opportunités économiques variées. Les domaines de renforcement retenus ont en général été identifiés à partir d'une double analyse de l'offre et de la demande.

Une mention spéciale doit être faite de l'intérêt de certaines cibles pour les métiers habituellement destinés aux hommes. La quasi-totalité des pays, à l'exception de la Côte d'Ivoire, ont mentionné avoir formé les participantes à ces professions. L'investissement dans ce domaine paraît plus marquant pour le Mali et le Tchad eu égard aux secteurs spécifiques choisis et l'effectivité de l'exercice de ces professions : la soudure, la maintenance et à la conduite d'engins agricoles (tracteurs).

L'accompagnement des bénéficiaires et des actions de sensibilisation doivent être maintenus afin que l'acceptabilité sociale de cette orientation professionnelle soit acquise dans l'ensemble de ces pays.

Plusieurs pays ont reconnu l'importance de l'alphabétisation en tant que compétence fondamentale. Des cours d'alphabétisation ont été offerts pour améliorer les compétences en lecture et en écriture des bénéficiaires, renforçant ainsi leur confiance en elles et élargissant leurs horizons.

## Différences

Les effectifs des bénéficiaires varient considérablement d'un pays à l'autre (Cf. Récapitulatif des interventions au point VIII)

La planification et le financement des programmes ont varié également. Certains pays, la Côte d'Ivoire et le Mali en l'occurrence, ont mentionné des plans d'affaires individuels et collectifs élaborés, tandis que d'autres ont rencontré des obstacles liés au financement, ce qui a entravé la mise en œuvre de certains projets.

Des pays ont souligné l'importance du mentorat et du suivi pour soutenir les entrepreneurs, tandis que d'autres tel que le Burkina Faso, le Niger et le Tchad n'en parlent pas explicitement. Le mentorat peut jouer un rôle essentiel dans la réussite à long terme des entreprises créées par les bénéficiaires.

Somme toute, bien que tous ces pays partagent un objectif similaire d'autonomisation économique des femmes par le renforcement de leurs compétences, les approches et les résultats varient en fonction des besoins locaux, des ressources disponibles et de la planification spécifique à chaque pays. Cependant, ces initiatives contribuent toutes à améliorer les perspectives économiques des filles et des jeunes femmes, favorisant ainsi le développement social et économique de leurs communautés.

### VI.1.1.3 Emploi

L'analyse comparative des initiatives liées à l'emploi dans les différents pays met en évidence des approches et des résultats variés. Certains pays ont réussi à créer un nombre significatif d'emplois, tandis que d'autres ont été confrontés à des défis tels que le suivi post-financement.

- Le Mali se distingue en tant que pays ayant créé un grand nombre d'emplois directs, avec une moyenne d'un à deux emplois par bénéficiaire. Un répondant de l'UGP a révélé que plus de **7000** emplois directs ont été créés par les femmes bénéficiaires. Elles ont créé en moyenne un à deux emplois chacune ; ce chiffre à certains endroits atteint trois à cinq emplois par bénéficiaire.
- En Côte d'Ivoire l'accent est mis sur le financement des plans d'affaires pour favoriser l'emploi. Le coaching des mentors et le financement des plans d'affaires approuvés pourraient avoir contribué à la création d'emplois. Le suivi post-financement est un défi pour évaluer précisément le nombre d'emplois créés.
- La Mauritanie a encouragé les participantes (**2360**) à former des groupements d'intérêt économiques. Les emplois créés devraient être liés aux filières de formation. Il n'existe malheureusement pas de statistiques sur le nombre d'emplois créés.
- Le Niger a formé plus de **3 600** filles et femmes à divers métiers. La formation les a équipées de compétences pratiques pour l'auto emploi dans des domaines variés. L'emploi salarié a été promu pour accroître la résilience économique de certaines bénéficiaires. A ce niveau aussi les chiffres font défaut.
- Le Burkina Faso et le Tchad n'offrent pas de données spécifiques sur le nombre d'emplois créés, mais le potentiel des formations pourrait bien stimuler l'emploi. Au **Burkina Faso**, il est fait mention d'une unité de transformation/conservation des produits locaux, sans la précision relative au nombre d'emplois effectivement créés. Il a été également signalé l'ouverture d'une boulangerie traditionnelle par l'une des participantes ayant pris part à la formation sur la transformation des produits ; ce qui indique une création d'emploi individuelle. Quant au **Tchad**, les formations en activités génératrices de revenus et en gestion des microprojets/entreprises pourraient promouvoir l'emploi.

#### VI.1.1.4 Appui au démarrage

L'appui au démarrage dans le cadre du SWEDD1 a revêtu un caractère pluriel allant du regroupement en coopératives à diverses autres facilitations.

Les femmes ont été regroupées en coopératives pour favoriser la solidarité et l'échange d'expertise, ce qui a permis de mutualiser compétences, ressources et connaissances.

- l'appui au démarrage s'est concrétisé par :
- l'accès au financement,
- la distribution de kits d'installation,
- des stages en entreprise,
- la mise à disposition d'équipements pour les activités génératrices de revenus.

Ces initiatives ont à priori favorisé le développement d'entreprises et de projets individuels et collectifs, contribuant ainsi à l'autonomisation économique des jeunes filles et des femmes dans les localités couvertes.

#### VI.1.1.5 Action sur l'environnement des participantes

##### Soutien communautaire

Le soutien communautaire a joué un rôle central dans la mise en œuvre réussie des interventions. Elles ont mis en exergue l'importance du soutien communautaire pour la promotion de l'autonomisation des femmes et la réduction des pratiques socioculturelles néfastes. La mobilisation active de la communauté a été un élément clé de ces initiatives. Les autorités locales, religieuses et administratives ont tout autant apporté leur soutien aux interventions.

Dans tous les pays concernés des séances de sensibilisation au sein des communautés locales ont été organisées. Ces séances ont cherché à promouvoir l'autonomisation économique des femmes en mettant l'accent sur les avantages de l'égalité des sexes et de l'autonomisation. Elles avaient aussi pour finalité d'éduquer les membres de la communauté sur des pratiques préjudiciables telles que le rapt de filles, les mariages précoces et/ou forcés, et l'excision.

Les actions ont particulièrement ciblé les leaders traditionnels. Ils ont été sensibilisés sur l'importance de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. Leur soutien public à ces initiatives a joué un rôle clé dans l'appropriation de ces dernières. Les communautés ont été également ciblées. Des campagnes de communication ont été déployées à leur adresse pour les informer sur les enjeux de l'autonomisation des femmes. Ces campagnes ont utilisé divers moyens, notamment la radio, le théâtre et d'autres médias, pour diffuser des messages clés sur l'égalité des sexes, les opportunités économiques pour les femmes et les avantages socioéconomiques qui en résultent.

##### Action de plaidoyer

Dans tous les pays, il y a eu interaction avec les autorités en vue de faire jouer leur influence au profit de l'appropriation du projet. D'un pays à un autre, les spécificités suivantes peuvent être signalées.

**Au Burkina Faso**, des processus de plaidoyer ont mobilisé les propriétaires terriens et les leaders religieux sur l'accès des femmes à la terre, dans l'optique de leur soutien.

**En Côte d'Ivoire**, les associations de mise en œuvre ont négocié avec les leaders communautaires pour les engager dans le projet d'autonomisation des femmes.

**Au Mali**, une approche inclusive a été adoptée, impliquant diverses parties prenantes notamment les acteurs étatiques. Il en est de même pour **la Mauritanie** où les actions ont ciblé les autorités et de façon particulière, les notables et les leaders religieux.

**Au Niger**, le plaidoyer a cherché à influencer les décideurs et à éliminer les obstacles à l'accès des femmes aux ressources essentielles.

**Au Tchad**, des campagnes de sensibilisation ont rallié les leaders religieux et traditionnels à la cause de l'autonomisation des femmes grâce à une collaboration étroite.

### VI.1.1.6 Contexte d'urgence et programmation des interventions

La situation sécuritaire volatile dans certains pays couverts et la pandémie de COVID-19 ont nécessité des ajustements dans la planification et la mise en œuvre des interventions.

#### Crise sécuritaire

Plusieurs pays, tels que le Burkina Faso, le Niger et la Côte d'Ivoire, ont été touchés par des crises sécuritaires, rendant certaines zones précaires. Dans ces contextes, l'engagement des autorités, y compris les autorités municipales et coutumières, a été essentiel pour mobiliser, dans la mesure du possible, les autres parties prenantes et garantir leur participation aux programmes. Cette coopération a contribué à créer un environnement plus sûr pour la mise en œuvre des activités du projet.

#### Pandémie de la COVID-19

Elle a été un défi majeur pour la quasi-totalité des pays impliqués. Des mesures sanitaires ont été mises en place pour protéger les participantes, notamment la distribution de masques de protection, de dispositifs de lavage des mains et de produits d'hygiène essentiels. Au Mali par exemple, des kits de sensibilisation et d'hygiène ont été distribués en réponse à la pandémie, tandis qu'en Mauritanie, une révision du plan de travail annuel a été nécessaire pour distribuer des kits alimentaires et d'hygiène aux bénéficiaires. Au Tchad, bien que des informations spécifiques n'aient pas été fournies par la documentation consultée, il est escompté que la COVID-19 a probablement eu un impact sur les activités économiques des femmes.

Les activités ont dû être adaptées pour respecter les protocoles de sécurité sanitaires, ce qui a parfois entraîné des retards dans la remise des subventions et la supervision des activités génératrices de revenus.

## VI.2 Programmation et principes de l'approche genre transformateur

La deuxième perspective de lecture des interventions a envisagé dans quelle mesure ces dernières ont contribué à la déconstruction des stéréotypes néfastes à l'autonomisation économique de la femme ainsi que leur consistance pour renforcer la "capacité d'agir" des participantes.

### VI.2.1 Déconstruction des stéréotypes

Des actions ont été entreprises dans les différents pays du SWEDD1 dans la perspective de sensibiliser la population et de contribuer à remettre en question les normes de genre préétablies et à promouvoir l'égalité des sexes.

#### VI.2.1.1 Émissions radios

Au Burkina Faso, des émissions radio ont été utilisées comme un outil de sensibilisation et d'éducation. Elles ont abordé divers thèmes, notamment le mariage des enfants, le rapt, l'excision et la législation en vigueur. Ces émissions ont touché un public diversifié en vue de l'amorce d'un changement progressif des mentalités. Elles ont été diffusées à plusieurs reprises, intégrées dans les programmes des radios locales et sont devenues une présence constante dans la vie quotidienne des auditeurs.

#### VI.2.1.2 Spectacles de théâtres

Des spectacles de théâtres ont été organisés dans différentes régions ciblées ; ils ont permis de discuter et de remettre en question les normes de genre préétablies. Ces représentations artistiques ont suscité des débats et encouragé la réflexion sur des problèmes profondément enracinés, tels que le mariage précoce et l'excision. Les échanges qui ont suivi ont conduit à des engagements communautaires pour l'abandon de ces pratiques néfastes.

#### VI.2.1.3 Vulgarisation de documents sur la sécurisation foncière

Une autre initiative a consisté à vulgariser des documents sur la sécurisation foncière auprès des femmes. Ces documents, rédigés en français et en langues locales, ont contribué à accroître la sensibilisation et la compréhension de cette question cruciale. Des causeries débats dynamiques ont été organisées pour discuter des textes législatifs et réglementaires relatifs à la sécurisation foncière. Ces séances ont touché un vaste réseau d'associations féminines, renforçant ainsi l'apprentissage et la sensibilisation.

#### VI.2.1.4 Formation aux compétences de vie courante

En Côte d'Ivoire, la formation systématique aux compétences de vie courante a permis de renforcer la confiance en soi des femmes. Cette responsabilisation des populations a encouragé leur implication dans le suivi des activités du projet et la gestion du matériel. Cette initiative a répondu à la perception selon laquelle le projet était axé sur les enfants plutôt que sur l'ensemble de la communauté.

#### VI.2.1.5 Retombées de l'exercice de métiers non traditionnels

Au Mali, au Tchad et dans une moindre mesure aussi bien au Niger qu'au Burkina Faso, la formation et l'emploi dans des métiers non traditionnellement réservés aux femmes ont contribué à déconstruire les stéréotypes de genre. Les femmes qui se sont investies dans ces domaines ont généré des revenus, démontrant ainsi qu'elles étaient tout aussi capables que les hommes dans ces secteurs. Cette réalité a contribué à changer la perception selon laquelle certaines professions sont exclusivement masculines.

#### VI.2.1.6 Inclusion financière des femmes

L'amélioration de l'inclusion financière des femmes a joué un rôle clé dans la déconstruction des stéréotypes. Le renforcement des groupes d'épargne et de crédit a facilité l'accès au financement, permettant aux femmes d'investir dans leurs activités entrepreneuriales. Cela a également démenti l'idée que les femmes devraient être économiquement dépendantes des hommes.

#### VI.2.1.7 Réduction du flux migratoire

Dans certaines régions du Niger par exemple, la déconstruction des stéréotypes a réduit le flux migratoire des femmes à la recherche de meilleures conditions de vie. Lorsqu'elles ont eu accès à des opportunités économiques locales, elles sont restées dans leurs communautés d'origine, démontrant ainsi leur rôle vital dans le développement local.

### VI.2.2 Renforcement de la capacité d'agir

#### VI.2.2.1 Appui à la recherche et l'accès à un emploi salarié

La situation varie d'un pays à l'autre. Dans l'ensemble, ces initiatives visent à renforcer l'autonomie économique des femmes et des jeunes filles, mais leur succès dépend de divers facteurs, notamment la sécurité dans les zones ciblées et la qualité des stages proposés.

Le **Burkina Faso** a mis en place un programme de formation et de stages pour les adolescentes, démontrant un engagement à créer des opportunités professionnelles. Le **Mali** a également proposé des stages en entreprise, bien que des améliorations puissent être apportées dans la sélection des participantes. Le **Niger** a réussi à offrir des opportunités d'insertion professionnelle malgré des défis liés à l'assiduité.

**En revanche**, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Tchad, les documents consultés laissent croire qu'un volet spécifique d'appui à la recherche d'emploi n'a pas été défini dans le cadre du SWEDD1.

#### VI.2.2.2 Appui et soutien à la création d'entreprise

Il a été concrétisé sous quatre principales modalités

##### Dotation en kits ou matériels

Le projet a mis à la disposition des bénéficiaires du **Burkina Faso** des kits et des outils pour diverses Activités Génératrices de Revenus (AGR) dans des domaines variés tels que la couture, la coiffure, la tissage, l'électricité, la maçonnerie, la plomberie, la mécanique auto, la soudure, la restauration, et plus encore. Le **Mali** a octroyé des kits et un appui financier permettant ainsi à 2671 bénéficiaires de s'installer dans des AGR ou des métiers non traditionnels.

##### Groupements d'Intérêt Économiques

Des Groupements d'Intérêt Économique (GIE) par filière ont été créés au **Niger** avec 185 GIE établis. Ils ont offert un espace de partenariats économiques pour les femmes, bien que le suivi prévu pour évaluer leur intégration sur le marché ait rencontré des défis financiers. En **Mauritanie**, l'annonce a été faite mais les données probantes font défaut pour SWEDD1.

## Accès au marché

Des bénéficiaires du **Burkina Faso** ont eu l'opportunité de participer à des foires à Lomé et à Ouagadougou, ce qui a permis de promouvoir les produits locaux sur le marché international. La même opération a été organisée pour des bénéficiaires de la **Mauritanie** mais l'action s'est limitée aux régions qui ont été couvertes par les interventions. Au **Niger**, le projet a installé des plates-formes multifonctionnelles pour faciliter le travail des femmes et améliorer leur productivité, contribuant ainsi à leur accès au marché.

## Plans d'affaires

En **Côte d'Ivoire**, l'appui à la création d'entreprises s'est manifesté par l'accompagnement pour l'élaboration de plans d'affaires et l'accélération aussi bien de leur validation que la mise à disposition de ressources financières. Ce dernier volet a intéressé le Tchad qui a renforcé les capacités financières de 526 participantes de la formation en gestion de projet en vue de les soutenir dans la création de leurs microprojets.

### VI.2.2.3 Impulsion de la masculinité positive

L'engagement des hommes en faveur de l'égalité des sexes et de l'entrepreneuriat féminin peut jouer un rôle crucial dans l'autonomisation économique des femmes. Plusieurs pays ont mis en place des initiatives pour promouvoir la masculinité positive, notamment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, et au Tchad. Ces initiatives ont visé à sensibiliser les hommes sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes.

Au **Burkina Faso**, huit "**Écoles des Maris**" ont été créées, impliquant directement **113 participants**, dont des pères et des maris. Le processus comprenait trois étapes, de l'information des autorités locales à la formation des facilitateurs. Les thèmes abordés vont de l'entrepreneuriat féminin aux pratiques socioculturelles néfastes. L'implication des chefs coutumiers a renforcé la participation.

En **Côte d'Ivoire**, des espaces dédiés aux maris et futurs maris ont été institués, contribuant à la **réduction des mariages précoces** des jeunes filles.

Au **Tchad**, des séances de sensibilisation ont été organisées pour les hommes sur l'intérêt pour les femmes d'exercer une activité économique. Des clubs de maris et de futurs maris ont également été mis en place.

Cependant, des **défis** subsistent dans certains pays. En Côte d'Ivoire, par exemple, certains maris ont initialement exprimé leur désaccord quant à la fréquentation de ces espaces par leurs femmes, nécessitant l'intervention de guides religieux. Le Mali, la Mauritanie et le Niger doivent encore faire des efforts pour obtenir un **soutien masculin plus significatif**. Plusieurs séances de sensibilisation ont été organisées en Mauritanie pour favoriser l'appropriation des interventions par les communautés. Les données ne permettent pas de confirmer des actions concrètes de soutien masculin. Ce constat est également valable pour le Mali et le Niger.

### VI.2.2.4 Amélioration des conditions (besoins quotidiens) et position sociale (valeur ou statut) des filles et des jeunes femmes

La présente rubrique met en lumière des facteurs liés aux interventions qui ont le potentiel de contribuer à l'amélioration des conditions et position sociale des participantes.

#### Engagement et enthousiasme des bénéficiaires

Dans plusieurs pays, les filles et les jeunes femmes ciblées par le projet SWEDD1 ont accueilli avec enthousiasme les interventions visant à améliorer leurs conditions de vie. Elles ont compris l'importance de ces programmes pour transformer leur vie et exploiter de nouvelles opportunités économiques.

#### Soutien des autorités locales

La collaboration entre l'entité de mise en œuvre du projet et les autorités locales a créé un environnement propice à l'épanouissement des jeunes femmes et à l'amélioration de leurs conditions de vie.

#### Approche pratique des formations

Une caractéristique importante des interventions du projet SWEDD a été leur caractère pratique. Les formations dispensées aux bénéficiaires étaient conçues pour être immédiatement applicables dans la vie réelle. Cette approche pragmatique a permis aux filles et aux jeunes femmes de mettre en pratique les compétences acquises dès la fin de leur formation.

## Impact sur les communautés

L'impact de ces formations pratiques s'est ressenti non seulement au niveau individuel, mais également au niveau communautaire. Les bénéficiaires sont devenues des actrices du changement au sein de leurs communautés, contribuant ainsi au développement économique local.

## Diversité des compétences acquises

Les interventions du projet SWEDD ont transmis une gamme diversifiée de compétences, qu'il s'agisse de compétences entrepreneuriales, techniques, professionnelles ou de compétences de vie courante. Cette diversité de connaissances acquises a contribué au renforcement de l'autonomie des femmes et des adolescentes.

## Défis spécifiques et perspectives

En dépit des succès, des défis subsistent ; dans certains pays, il reste des lacunes à combler en ce qui concerne les conditions de travail décentes pour les jeunes filles et femmes. Les modalités de travail, y compris la sécurité et la garde d'enfants, nécessitent une attention particulière.

### VI.2.2.5 Environnement favorable

Les pays ont adopté plusieurs lois, stratégies et politiques publiques pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes et renforcer la participation de ces dernières à tous les niveaux de la société.

#### Lois, politiques, budgets et services en lien avec le travail décent

Des mesures ont été prises dans chacun des pays couverts par SWEDD1 pour promouvoir l'égalité des sexes et renforcer les droits des femmes.

**Egalité des sexes et les droits des femmes** : elle est garantie par toutes les constitutions ; à titre illustratif, on peut évoquer la Constitution du **Burkina Faso** qui est le fondement juridique de cette égalité. Le pays a également révisé le Code des personnes et de la famille en 2009 pour renforcer les droits des femmes, notamment en matière d'héritage, de divorce et de polygamie. En **Côte d'Ivoire**, une loi sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a été adoptée en 1997. Elle vise à promouvoir l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique. Au **Mali**, une politique nationale de l'éducation des filles a été mise en place pour éliminer les disparités entre les garçons et les filles en matière d'accès à l'éducation, et une loi relative à la promotion du genre a été adoptée pour renforcer davantage l'égalité des sexes et protéger les droits des femmes et des filles.

**Education et formation** : l'ensemble des pays disposent d'une politique publique en matière d'éducation. Elle vise à garantir que les filles aient les mêmes opportunités éducatives que les garçons, contribuant ainsi à l'autonomisation des jeunes femmes à travers l'éducation.

**Promotion du genre et de l'égalité des chances** : en **Côte d'Ivoire**, la loi sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a été un pas en avant significatif pour promouvoir l'égalité des sexes dans divers domaines de la société. Au **Mali**, la loi relative à la promotion du genre a été adoptée pour renforcer les droits des femmes et des filles, contribuant ainsi à l'amélioration de leur position sociale. Des mesures législatives analogues ont été adoptées dans les autres pays. Elles témoignent de l'engagement politique à promouvoir l'égalité des sexes, à garantir l'accès égal à l'éducation et à protéger les droits des femmes, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions et de la position sociale des filles et des jeunes femmes.

#### Milieux de travail décents et respectueux de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le secteur privé

Outre les mesures législatives, des plans et stratégies spécifiques ont été élaborés ; des institutions ont été également mis en place en faveur de milieux de travail décents et respectueux de l'égalité entre hommes et femmes. Leur application effective est souvent un défi. Il est renforcé par les contraintes sécuritaires auxquelles la majorité des pays est actuellement confrontée.

## VI.3 Interventions et effets induits

L'Etoile de la capacité d'agir" a été retenue pour mettre en relief les effets susceptibles d'être liés aux interventions. Cet outil dispose de six modalités que sont : Estime de soi, Liberté d'expression, Connaissance et prise de décisions au sujet du corps, Etablissement et poursuite d'objectifs propres à soi, Sécurité en public,

Se sentir valorisée ; à cet ensemble, la "capacité d'influence" a été ajoutée. Un croisement a été effectué entre chacune de ces sept (7) variables et les cinq (5) catégories d'interventions répertoriées : compétences de vie, compétences entrepreneuriales, compétences techniques, appui au démarrage et actions sur l'environnement des participantes (soutien communautaire et processus de plaidoyer)

Il s'est agi de fixer, en fonction des interventions, les informations, ou faits qui assurent ou non l'effectivité de l'un ou l'autre des sept éléments sus énumérés. Cela revient in fine à apprécier dans quelle mesure les initiatives développées peuvent servir effectivement de tremplin à l'autonomisation des participantes dont chaque branche de l'outil est une facette.

### VI.3.1 Estime de soi

Dans l'ensemble les interventions ont contribué, surtout grâce aux espaces sûrs à renforcer l'estime de soi des femmes par l'offre d'opportunités de développement de compétences, de formation et de soutien. La confiance des participantes en elles-mêmes s'est trouvée améliorée. Des défis subsistent cependant, notamment des problèmes d'assiduité mais le soutien actif des autorités locales, religieuses et administratives a été essentiel pour le succès des activités. Il en est de même de l'accompagnement de mentors formés et engagés par les unités de gestion des projets.

Quelques nuances sont ci-après mises en lumière.

Au **Burkina Faso**, les sessions ont renforcé leur pouvoir intérieur, les incitant à croire en leurs capacités. De plus, la formation pratique a permis aux participantes de développer des compétences concrètes, ce qui a renforcé leur confiance en elles-mêmes.

En **Côte d'Ivoire**, les sessions animées sur la thématique ont contribué à améliorer la perception que les femmes ont d'elles-mêmes et de leurs droits, créant une dynamique plus favorable pour accroître leur estime de soi.

Le **Mali** a vu les femmes gagner en confiance grâce au renforcement de leurs compétences en gestion de micro-entreprises et au développement de leur leadership. Les participantes ont acquis des compétences professionnelles et une confiance accrue en elles-mêmes, en leur avenir et en leurs chances de succès.

En **Mauritanie**, les interventions ont renforcé les capacités des participantes à s'identifier positivement et à gérer leurs émotions. Les modules de formation ont permis aux bénéficiaires de prendre conscience de leur propre valeur, renforçant ainsi leur estime de soi.

Au **Niger**, les stages offerts ont non seulement ouvert des portes vers le monde professionnel, mais ont également contribué à renforcer la confiance des bénéficiaires en elles-mêmes.

Au **Tchad**, les Espaces Sûrs ont permis aux participantes d'accroître leur capacité à s'identifier positivement. Elles ont acquis des compétences en gestion de micro-entreprises, renforçant ainsi leur confiance en elles-mêmes.

### VI.3.2 Liberté d'expression

La liberté d'expression est un élément essentiel de l'autonomisation des femmes. Les participantes ont bénéficié de formations et d'initiatives visant à renforcer leurs compétences en matière de négociation, de communication, d'écoute active et d'auto-expression claire.

Au **Burkina Faso**, les femmes ont acquis des compétences qui leur ont permis de s'exprimer plus clairement et de participer activement aux discussions au sein de leur communauté. Les interventions déployées à leur adresse, ont créé un climat où les femmes se sentent plus en mesure d'exprimer leurs opinions et de faire valoir leurs besoins ; ce qui est essentiel pour leur autonomisation.

En **Côte d'Ivoire**, les participantes ont renforcé leur confiance en elles. Elles ont également pu exposer leurs plans d'affaires publiquement, démontrant ainsi leur capacité à s'exprimer de manière convaincante et à défendre leurs projets. Les campagnes de sensibilisation ont contribué à créer un environnement plus ouvert à la libre expression des femmes.

Au **Mali**, les femmes ont appris des techniques de négociation commerciale. Elles ont participé également à des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer pour sensibiliser les communautés sur l'importance d'écouter et de prendre en compte l'opinion des femmes. Cela a encouragé les participantes à s'exprimer plus librement, que ce soit dans le contexte professionnel ou communautaire.

En **Mauritanie**, les participantes ont acquis des compétences en communication, en écoute et en auto-expression claire. Les Espaces sûrs ont servi de lieux de dialogue ouverts et constructifs, favorisant les échanges sur l'autonomisation des femmes. Les mentores ont également soutenu les femmes dans leur développement personnel, renforçant ainsi leur liberté d'expression.

Au **Niger**, les participantes ont été formées pour négocier, établir des relations interpersonnelles, et améliorer leurs compétences en communication et en écoute active. La sensibilisation sur les violences basées sur le genre a encouragé la dénonciation de ces actes, renforçant la voix des femmes dans la lutte contre de telles violences. L'implication active des autorités locales a joué un rôle crucial dans la promotion de la liberté d'expression des femmes.

Au **Tchad**, les femmes ont acquis des compétences essentielles pour la négociation, la communication efficace et l'auto-expression claire. Les campagnes de sensibilisation ont édifié les parties prenantes locales sur les enjeux de l'autonomisation des femmes. Les interventions du projet ont préparé les femmes à s'exprimer, à défendre leurs droits et à participer activement à la vie publique, renforçant ainsi leur liberté d'expression.

### VI.3.3 Connaissance et prise de décisions au sujet du corps

Les participantes des programmes SWEDD1 dans les pays ciblés ont bénéficié d'une amélioration de leurs connaissances et de leur capacité à prendre des décisions éclairées concernant leur propre corps. Ces programmes ont joué un rôle essentiel dans le renforcement de la confiance des femmes pour faire des choix autonomes et informés en matière de santé sexuelle et reproductive.

Au **Burkina Faso**, les participantes ont acquis les compétences nécessaires pour exprimer clairement leur consentement et refuser les pressions de leur entourage lorsque cela est nécessaire. Ces compétences sont essentielles pour garantir que les femmes peuvent prendre des décisions éclairées concernant leur santé et leur bien-être.

En **Côte d'Ivoire**, les femmes ont développé une compréhension approfondie des questions liées à la santé sexuelle et reproductive, renforçant ainsi leur capacité à prendre des décisions éclairées. Elles ont également acquis des compétences de négociation et de refus pour faire face à la pression de leur entourage.

Au **Mali**, les interventions ont sensibilisé les communautés sur les droits des femmes et les pratiques néfastes pour leur santé sexuelle et reproductive, fournissant ainsi des connaissances précieuses aux femmes pour prendre des décisions en toute connaissance de cause.

En **Mauritanie**, les femmes ont bénéficié de formations sur la santé de la reproduction et l'espacement des naissances, renforçant leur capacité à négocier et à dire "non" face à la pression de leur entourage.

Au **Niger**, les participantes ont acquis une meilleure compréhension de leur santé sexuelle et reproductive, ainsi que des choix qui s'offrent à elles en matière de planification familiale. Le soutien des autorités locales a renforcé la légitimité des informations fournies aux femmes.

Au **Tchad**, les femmes sont mieux outillées pour prendre des décisions éclairées concernant leur propre santé et leur bien-être, grâce à une amélioration de leurs connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive.

### VI.3.4 Etablissement et poursuite d'objectifs propres à soi

Les initiatives développées ont facilité l'établissement et la poursuite d'objectifs personnels et professionnels par les participantes de tous les pays engagés dans le processus du SWEDD1. Les compétences nécessaires ont été fournies aux femmes pour les entraîner à se fixer des objectifs clairs et prendre des décisions éclairées, renforçant ainsi leur autonomie et leur capacité à diriger leur propre vie.

Il faut aussi signaler que les interventions ont non seulement doté les participantes de compétences pratiques, mais ont également sensibilisé les communautés sur l'importance d'encourager les femmes à poursuivre leurs rêves et aspirations.

Au **Burkina Faso**, les formations en entrepreneuriat ont permis aux femmes de créer et de gérer leurs propres entreprises, favorisant ainsi leur indépendance économique. Les participantes ont acquis des compétences en techniques de production, transformation et conservation des produits locaux, démontrant ainsi leur capacité à atteindre leurs objectifs professionnels.

En **Côte d'Ivoire**, les modules de formation ont guidé les participantes dans l'élaboration de plans d'affaires pour la création et la gestion d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), renforçant ainsi leurs compétences de gestion et de calcul des bénéficiaires. L'octroi de subventions a également renforcé leur capacité à planifier leurs activités en toute sérénité.

Au **Mali**, les interventions ont permis aux femmes de planifier et d'exécuter des microprojets, tout en développant des compétences financières essentielles. La sensibilisation des communautés a renforcé la capacité des participantes à prendre des décisions éclairées pour leur avenir.

En **Mauritanie**, les femmes ont acquis des compétences essentielles pour prendre des décisions éclairées, se fixer des objectifs, et explorer des opportunités économiques.

Au **Niger**, les modules de formation sur la prise de décision ont permis aux participantes d'acquérir des compétences essentielles pour se fixer des objectifs clairs, gérer leurs ressources financières de manière responsable et améliorer leur niveau de compétence de base. Les compétences professionnelles et entrepreneuriales actualisées ont ouvert des opportunités pour démarrer leurs propres entreprises.

Au **Tchad**, les participantes ont développé la capacité de se fixer des objectifs clairs et de travailler en équipe pour les atteindre. Les formations sur la prise de décision ont été complétées par des plaidoyers auprès des leaders communautaires, offrant de nouvelles opportunités aux femmes dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes.

### VI.3.5 Sécurité en public

Les modules de formation développés ont permis aux participantes d'acquérir des compétences essentielles pour faire face à des situations difficiles, établir des relations saines et promouvoir le respect de leurs droits de même que leur sécurité. Les interventions ont également favorisé une sensibilisation accrue au sein de la société sur la nécessité de protéger et de respecter les droits des femmes.

Au **Burkina Faso**, les formations ont permis aux participantes d'acquérir des outils essentiels pour vaquer en toute sécurité à leurs activités. Elles sont mieux préparées à établir des relations saines, à résoudre les conflits de manière pacifique et à négocier des situations potentiellement dangereuses, renforçant ainsi leur sécurité.

En **Côte d'Ivoire**, les modules ont renforcé les compétences des femmes pour faire face à des situations critiques, en particulier grâce à la résolution de problèmes, à la négociation, à la gestion des relations interpersonnelles, et à la capacité à dire "NON". De plus, les efforts de sensibilisation et d'éducation ont contribué à une meilleure compréhension de la protection des droits et de la sécurité des femmes, renforçant ainsi leur sécurité en public.

En **Mauritanie**, les participantes ont acquis des compétences essentielles pour maintenir des relations interpersonnelles saines et faire face à des situations malsaines. Les compétences liées à la capacité à dire "NON" et aux techniques de refus sont des ressources pour permettre aux femmes de se protéger et de garantir leur sécurité en public.

Au **Niger**, les compétences des participantes en matière de relations saines ont été renforcées, tout comme leur connaissance des droits fondamentaux des femmes. Cela les prédispose à revendiquer leurs droits et à se prémunir contre les discriminations et les violences de genre.

Au **Tchad**, les modules développés ont permis aux participantes d'acquérir les compétences nécessaires pour identifier et gérer des relations saines, tout en étant mieux préparées pour faire face à des situations susceptibles d'être attentatoires à leur vie. Les campagnes de sensibilisation menées dans les communautés ont contribué à une prise de conscience collective et à la promotion de comportements respectueux envers les femmes dans l'espace public.

### VI.3.6 Se sentir valorisée

Dans l'ensemble, les interventions ont permis aux participantes de renforcer leur sentiment d'auto valorisation, d'affirmer leurs droits et de développer leur confiance en elles. Ces interventions ont également contribué à promouvoir une perception positive des femmes au sein de leurs communautés, favorisant un environnement plus propice à leur autonomisation.

Au **Burkina Faso**, les modules de formation ont visé à renforcer la perception que les participantes avaient d'elles-mêmes, en mettant l'accent sur leurs droits et leur capacité d'influence. Les formations ont renforcé la

confiance des femmes. De plus, les actions de sensibilisation et les "Écoles des Maris" ont contribué à déconstruire les stéréotypes de genre et à promouvoir une masculinité positive.

En **Côte d'Ivoire**, les modules de formation ont visé l'amélioration de la perception que les participantes avaient d'elles-mêmes en mettant l'accent sur leur valeur, leurs droits et leur capacité d'influence. Les femmes ont été encouragées à générer des revenus, ce qui a non seulement amélioré leur propre perception d'elles-mêmes, mais aussi la manière dont leurs communautés les percevaient. Les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer ont joué un rôle essentiel en informant les communautés sur diverses thématiques liées à l'autonomisation des femmes.

Au **Mali**, les interventions ont renforcé le sentiment de valorisation des participantes, notamment en leur permettant de générer des revenus grâce aux compétences acquises. Ces femmes sont devenues des modèles pour d'autres jeunes filles de leurs régions, illustrant ainsi leur valeur et leur capacité à réussir dans des domaines professionnels et entrepreneuriaux. Les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer ont contribué à améliorer la perception des femmes au sein de leurs communautés, créant un environnement plus favorable à leur autonomisation.

En **Mauritanie**, les modules de formation ont visé à améliorer la perception des participantes, en mettant l'accent sur leur valeur, leurs droits et leur capacité d'influence. Les espaces sûrs créés par le projet ont permis aux femmes vulnérables de se sentir valorisées et de planifier leur avenir financier en toute confiance. Bien que des séances de sensibilisation aient été organisées pour que les communautés s'approprient les interventions, le soutien des participants masculins n'était pas évident.

Au **Niger**, les modules de formation ont amélioré la perception des femmes quant à leur propre valeur, leurs droits et leur capacité d'influence. En outre, les femmes ont acquis des compétences essentielles telles que la communication interpersonnelle et la résolution de problèmes, qui sont cruciales pour renforcer la confiance en soi. Le soutien et la participation active des autorités locales, religieuses et administratives ont été un facteur déterminant pour le succès de ces interventions.

Au **Tchad**, les modules développés ont visé à améliorer la perception des participantes en mettant l'accent sur leur valeur, leurs droits et leur capacité d'influence. Les interventions du SWEDD1 ont eu un impact significatif sur la manière dont les participantes se perçoivent, ainsi que sur la manière dont leurs communautés les voient. Les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer ont contribué à améliorer la perception des femmes au sein de leurs communautés, créant un environnement plus favorable à leur autonomisation.

### VI.3.7 Capacité d'influence

De façon générale, les interventions ont "équipé" les femmes des compétences essentielles pour influencer positivement leur environnement, en renforçant leur capacité à participer activement à la prise de décision, à défendre leurs intérêts et à jouer un rôle actif dans la transformation de leur vie et de leur communauté. Cela a contribué à l'amorce de l'autonomisation des femmes et une participation plus équitable entre les sexes. Un résumé des principales stratégies et approches utilisées pour renforcer cette capacité d'influence est présenté par pays.

Au **Burkina Faso**, les modules de formation ont mis l'accent sur la résolution de problèmes, la négociation, les compétences de communication et l'auto-expression claire. Ces compétences ont permis aux participantes d'influencer positivement leur environnement. De plus, des efforts de plaidoyer ont conduit à une meilleure appropriation des enjeux par les autorités locales, renforçant leur implication dans la réalisation des objectifs du programme. La vulgarisation de documents sur la sécurisation foncière a touché un grand nombre de femmes, contribuant à renforcer leur capacité d'influence.

En **Côte d'Ivoire**, les modules de formation ont permis aux participantes d'acquérir des compétences essentielles pour influencer positivement leur environnement. De plus, les comités mis en place dans le cadre du projet ont inclus une proportion significative de femmes, favorisant ainsi leur participation aux prises de décision et renforçant leur capacité d'influence.

Au **Mali**, les sessions de renforcement de capacité et les divers actifs mis à la disposition des participantes les ont équipées pour interagir avec divers acteurs et institutions, renforçant ainsi leur capacité d'influence.

En **Mauritanie**, les modules développés ont permis aux participantes d'acquérir des compétences essentielles telles que la résolution de problèmes, la négociation, la communication efficace et l'écoute active. Ces compétences sont précieuses pour favoriser l'autonomie des femmes et renforcer leur capacité d'influence.

Au **Niger**, les modules de formation ont enseigné des compétences essentielles telles que la résolution de problèmes, la négociation, la communication efficace, l'écoute active et l'auto-expression claire. Ces transferts de compétences ont eu un impact sur la capacité d'influence des femmes et ont contribué à la déconstruction des stéréotypes de genre.

Au **Tchad**, les modules de formation ont développé des compétences telles que la résolution de problèmes et de conflits, la négociation, la communication et l'auto-expression claire. Les campagnes de sensibilisation ont également attiré l'attention des communautés sur l'importance de l'opinion des femmes concernant leur propre condition, favorisant ainsi un environnement plus ouvert à la libre expression des femmes et renforçant leur capacité d'influence.

## VI.4 Témoignages de quelques bénéficiaires

Ils illustrent les aspects les plus parlants des multiples accompagnements dont les participantes ont été l'objet.

### VI.4.1 Burkina Faso

[SWEDD au Burkina Faso: Waimbabie agriculteur et père de huit enfants, fréquente l'école des maris \(youtube.com\)](https://www.youtube.com/watch?v=...)

### VI.4.2 Côte d'Ivoire

#### VI.4.2.1 Compétences de vie

1. Je suis bénéficiaire de l'espace sûr de ma localité (Sohou). Ce qui m'a motivé à participer aux activités c'est que pendant la présentation du projet aux bénéficiaires, l'agent d'IRC a dit que des conseils nous seront donnés afin de nous rendre autonomes pour pouvoir nous prendre en charge. Ce que j'ai apprécié à l'espace sûr c'est qu'on apprend avec des images, on joue, on chante et on danse. « Le cours qui m'a beaucoup touché c'est le cours où on a parlé de mariage forcé. J'ai eu de la peine pour la jeune fille qu'on mariait de force. Ce sont des choses qui se passent chez nous ici. Si les gens peuvent nous aider à arrêter cela se serait une bonne chose. ». Moi-même, le projet m'a permis de comprendre beaucoup de choses. Surtout sur la santé de la femme. J'ai eu trois enfants, deux garçons et une fille. Mon premier est né le 14 mai 2014, le deuxième le 22 janvier 2016 et la fille le 11 avril 2018. Je les ai eus de façon successive. A l'espace sûr, la mentor nous a dit que faire des enfants de façon rapprochée était dangereux pour la santé de la femme. Après le cours, j'ai échangé avec mon mari pour qu'on parte à l'hôpital afin qu'on nous aide à éviter de faire les enfants chaque année. C'est vrai qu'au départ, il n'était pas d'accord pour m'accompagner dans mon idée. Mais avec les conseils de la sage-femme il a accepté. Ça fait maintenant six mois que je me suis fait placer mon premier implant pour espacer les grossesses. Avec cette méthode nous allons espacer les naissances de nos enfants et je resterai toujours belle et en pleine forme. Aux filles qui hésitent à nous rejoindre à l'espace sûr, je leur dis de venir aux séances car les conseils donnés par la mentor nous ont fait changer de comportement. Maintenant, j'arrive à contenir ma colère contrairement à avant et je sens que les gens se rapprochent beaucoup plus de moi qu'avant. [Soro Maman, 24 ans, Sohou]

J'ai été contactée par la mentor pour suivre les enseignements à l'espace sûr de **FOUMBOLO**. Avant je ne savais que les inégalités entre l'homme et la femme et d'ordre biologique. Pour moi c'était naturel et que cela ne pouvait pas changer. Une fois après l'enseignement arrivé à la maison, j'ai demandé à mon mari s'il pouvait m'aider dans les travaux domestiques. A mon étonnement il a accepté. J'ai compris qu'avec la communication on pouvait régler beaucoup de problèmes. Depuis mon mari m'aide à la maison à faire les travaux ménagers. Je dis merci à l'AIBEF » [Ouattara Yetcho Rosalie, 22 ans, Fombolo].

2. Je suis arrivée à l'espace de ma localité qui est KOFFISSIOKAHA grâce aux conseils d'une voisine. Elle m'a dit du bien sur les enseignements qui sont donnés. J'ai été intéressé par les enseignements qui parlent des droits des femmes et des enfants ainsi que les violences qui leur sont faites. Avant j'entendais parler des droits des femmes et des enfants à la radio et à la télévision mais c'est à l'espace sûr que j'ai su ce que cela voulait dire. Les enseignements m'ont aidé à abandonner de mauvaises choses que je faisais avant telle que les palabres avec mes amies et mon copain et la mésentente avec mes parents. Actuellement j'ai changé de comportement et je m'entends bien avec ma mère [Ouattara Salimata 25 ans, Koffissiokaha]

3. Je suis marié et père de trois enfants. Avant, je ne causais pas avec ma femme, tout ce qui concerne les personnes de sexe féminin ne m'intéressait pas donc je n'avais aucune considération pour ma femme. Quand on m'a parlé de l'école des maris, j'ai dit je vais aller voir et aujourd'hui, je suis très heureux car, vraiment, tout a changé dans la vie de ma femme et moi ; **maintenant, je vois les femmes autrement, je vois que nous sommes pareils, il n'y a pas de différence entre l'homme et la femme.** Maintenant, quand je vends le coton, je viens avec l'argent et nous décidons ensemble quoi faire avec. Je comprends maintenant que la femme travaille trop donc on partage les tâches, quand ma femme fait la cuisine, moi je lave les enfants ou je vais puiser l'eau. A l'école, on a étudié la planification familiale et nous comprenons qu'il ne faut pas faire les enfants n'importe comment, mais il faut faire ce dont on peut s'en occuper avec ma femme. Ce que j'ai beaucoup apprécié c'est que les hommes modèles nous ont appris qu'il faut **accompagner sa femme à l'hôpital** donc moi-même je donne ce conseil à mes amis et les autres membres de la famille [Sékongo Nalourou Bakary, 25 ans]
4. Je suis originaire de Bouna, et résidant à Fasselemon (sous-préfecture de Kong), marié et père de quatre enfants (une fille et trois garçons). Je fais les travaux champêtres pour nourrir et m'occuper de ma famille. Je suis arrivé avec mes parents depuis l'âge de 9 ans à Fasselemon. Un jour, un ami du nom de Valy m'a présenté à un agent de IRC qui cherchait une personne sachant lire et écrire pour enseigner des jeunes adolescents. Il m'a donc mis en contact avec cet agent et j'ai servi d'interprète lors d'une causerie avec les leaders communautaires dans mon village. Après j'ai été enrôlé comme mentor « homme modèle ». Dès le début j'ai hésité parce que je me disais que je n'allais pas avoir le temps, mais avec les motivations de IRC, j'ai accepté. Il faut préciser qu'à la formation, j'ai été choqué par les images de la pratique de l'excision que j'ai vu là-bas. En voyant la souffrance de la petite fille sur l'image je me suis rendu compte du mal que nos parents font subir aux filles. L'excision chez nous est une coutume et les parents ne savent pas que c'est une pratique nuisible pour la femme. Certains ne savent pas que la loi l'interdit. Et là, j'ai commencé à penser à ma fille. Je me suis dit « jamais ma Sabine que j'aime tant, ne va subir cette atrocité ». Au retour de la formation j'ai expliqué cela à ma femme, mais dans ce mois de janvier ma femme m'a dit que notre fille qui aura ses 6 ans en fin février 2020 allait être excisée. J'ai dit non !!! Ma fille va garder l'intégralité de son sexe sans subir de mutilation, c'est comme ça que j'ai épargné Sabine. Le projet doit continuer pour nous aider à sensibiliser tous nos parents. Je suis aujourd'hui prêt à sensibiliser mes frères, mes parents que ce n'est pas normal de faire subir cela à nos filles et d'arrêter cette pratique. ... [HIEN Sansan Michel, 30 ans, Fasselemon]
5. **Koliko** est un village situé dans la sous-préfecture de Tienko, département de Minignan. Ce village est réputé pour ses pratiques ancestrales telles que les excisions, les mariages précoces et forcés et autres formes de violences faites aux femmes et aux filles. Depuis la venue du projet, les activités mises en œuvre (formations, causeries éducatives et sensibilisations de masse) ont permis aux parents de comprendre qu'ils causeraient du tort aux adolescentes de par leurs pratiques néfastes. Ainsi le père d'une bénéficiaire dénommée Togola Fanta qui l'avait donnée en mariage au Mali, est allé négocier avec les parents du fiancé et a réussi à faire revenir sa fille avec lui [Dého Alain, agent de terrain IRC, Tienko]
6. Je suis analphabète car je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école parce que chez nous les filles sont destinées à être femmes au foyer et non à aller à l'école. Mes parents n'ont pas jugé donc nécessaire de me scolariser. Lors d'une assemblée communautaire organisée par IRC, j'ai été approché par l'agent de terrain IRC en charge du village sur proposition de la communauté afin d'être mentor dans le projet dénommé « Les Filles Font le Futur ». C'est avec beaucoup d'hésitation que j'ai accepté car je ne sais ni lire ni écrire. Après avoir été retenue comme mentor, nous avons reçu des formations qui m'ont permis de comprendre qu'il y a beaucoup de pratiques et comportements que nous avons qui ont des conséquences néfastes sur notre santé et sur notre vie. Après ces différentes formations, j'encadrerais un groupe de 13 bénéficiaires dans l'espace sûr, qu'on a nommé : « Sababougnouman », où on se réunit les vendredis et dimanches, de 8h à 10h. Il faut dire que je vis dans une communauté où la femme n'a pas droit à la parole et son avis ne compte pas. Pendant l'exécution du projet avec les différentes sensibilisations, nous avons remarqué le changement de comportement envers les femmes, à commencer par le chef du village qui est mon mari. Un soir, il m'a appelé pour échanger avec moi par rapport à une décision qu'il voulait prendre. J'ai été très surprise parce que ce n'était pas dans ses habitudes de me consulter sur les questions importantes de notre foyer. Il m'avait donc proposé d'envoyer notre dernière fille, Traoré Mana âgée de 8 ans qui est en classe de CE1 à Abidjan, pour être nounou de l'enfant de sa propre sœur. J'ai donc demandé si l'enfant allait continuer à aller à l'école, une fois là-bas. Il a répondu « non ». Je lui ai donc dit que je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école et je ne souhaitais pas que ma fille finisse comme moi et la place de l'enfant est à l'école car c'est son droit, comme ce qui nous a été enseigné à l'espace sûr. Je remercie IRC pour cette grande aide car en toute sincérité si je n'avais

pas eu la chance de faire partie de ce projet qui m'a ouvert les yeux, j'allais accepter sans hésiter la décision de mon mari. Aujourd'hui avec le temps il a fini par comprendre qu'il appartient à l'enfant de décider de son avenir et il n'en parle plus. J'exhorte donc tous les parents à laisser les enfants aller à l'école. Ils ont besoin de s'épanouir à l'école au lieu de les envoyer travailler, permettez aux enfants de terminer leurs études afin d'avoir un avenir meilleur. [Ouattara Mayéli, 44 ans, Fasselemon].

7. J'ai été identifiée par la mentor de ma localité qui est SARALA. Les enseignements sur comment éviter les grossesses non désirées m'ont intéressée. Avant quand j'avais des histoires avec une amie, je gardais rancune et je la boudais. Les enseignements sur la communication m'ont aidé à améliorer mon comportement. Je suis heureuse d'avoir participé aux enseignements de ce projet et je souhaite que d'autres femmes puissent en bénéficier [Karidjatou Wereko, 24 ans, Sarala]
8. J'ai été approchée par une amie qui m'a invitée à assister à une séance de l'espace sûr. C'était la première fois de me retrouver avec des filles que je voyais dans le village mais que je n'approchais pas. Les enseignements qui parlent des méfaits de l'excision et les avantages de la planification familiale m'ont beaucoup intéressé. J'ai appris à l'espace sûr qu'il est bon de se marier, mais les deux partenaires doivent s'aimer mutuellement et décider de se marier. Les parents ne doivent pas imposer des maris à leurs filles et les obliger à vivre avec eux. Avant j'avais des difficultés à parler au père de mes enfants Grace aux enseignements sur la communication, je commence à m'exprimer et à me faire comprendre et j'en suis heureuse [Tonie Sezarine, 20 ans, Niemene]
9. J'ai fait CP1, et par manque de moyens, mes parents sont venus me déposer chez ma grand-mère. Donc quand Katier (l'agent d'IRC) m'a parlé de l'espace sûr, j'ai décidé d'y aller. Moi, j'ai été mariée forcée, à 15 ans ; nous étions nombreux et ma grand-mère n'avait pas les moyens de s'occuper de nous tous. Les parents de mon mari lui ont donné des sacs de maïs et de riz, alors que j'avais 10 ans. À 15 ans, ma grand-mère m'a dit qu'il était temps de me marier, j'ai refusé, je fuyais toujours, mais on partait toujours m'attraper. Vraiment pour mon âge, j'ai trop souffert, mais depuis que j'ai commencé l'école avec les mentors, vraiment ça va. Ce qui m'a beaucoup plus c'est quand on nous a parlé de la santé du corps, ça m'a donné des conseils car je voulais avoir dix (10) enfants, mais la mentor nous a dit à l'école qu'on doit faire les enfants dont on peut s'en occuper, donc j'ai décidé maintenant de faire trois enfants. Aujourd'hui ma vie a changé car avant je faisais toujours les histoires avec mon mari, je ne balayais pas ma cour, et quand mon mari refusait de puiser de l'eau, moi aussi, je faisais la même chose. Maintenant, mon mari et moi, on cause beaucoup, on ne fait plus d'histoires, lui aussi il a fait club des maris, et vraiment il m'aide. Il puise l'eau, quand il a l'argent, on discute ensemble pour voir comment l'utiliser. Quand je fais la cuisine, lui, il lave les enfants ou bien il puise l'eau ; en tout cas mon mari ne me frappe plus, alors qu'avant, il ne se passait pas de jour sans qu'il ne me frappe, je souffrais trop pour mon âge. Je suis très contente de faire l'alphabétisation, je sais écrire mon nom et je me dis que l'école que je n'ai pas pu faire, je vais pouvoir faire maintenant. « Mon mari et moi on parle de la planification familiale et on sait comment nous organiser ». Ce que je n'ai pas beaucoup aimé, c'est que dans l'espace sûr, il n'y a pas de banc donc on est obligé d'aller avec nos tabourets. En tout cas je souhaite qu'on continue et puis si les hommes aussi peuvent faire alphabétisation, ça sera bien. [Silue Tchelin Habiba, 21 ans]

#### VI.4.2.2 Compétences professionnelles/techniques et entrepreneuriales

Je suis arrivée à l'espace sûr de **BONIERE** à l'invitation d'une amie qui y allait déjà. J'ai été bien accueillie et j'ai trouvé les échanges des mentors et des participantes très intéressants. Les enseignements qui parlent des droits des enfants, comment négocier, comment négocier avec son mari et les enfants m'ont touché. Avec la formation sur la comptabilité simplifiée pour les AGR, j'ai compris pourquoi je tombais en faillite dans mon commerce. Si je reprends une activité avec ce que j'ai appris je peux m'en sortir [Salamata karidjatou, 24 ans, Boniere]

### VI.4.3 Mali

#### VI.4.3.1 Compétences professionnelles/techniques et entrepreneuriales

1. J'ai toujours rêvé d'être couturière quand l'animateur a passé dans notre village pour passer l'information, je me suis dit que c'est une opportunité pour moi de réaliser mon rêve. A la suite du tirage au sort malheureusement je n'ai pas eu la chance d'être retenu car c'est un quota de 4 bénéficiaires qui était alloué à notre village mais Dieu faisant les choses, une femme bénéficiaire de notre village qui aurait désisté après quelques semaines des cours Alpha à Dogofry, notre chef de Village et la présidente des femmes ont demandé des volontaires c'est là que je me suis porté volontaire à la remplacer.

Après 3 mois de séances d'alphabétisation, nous étions 7 filles à choisir de faire la couture comme Activité Génératrice de Revenu, nous avons fait une formation de trois (3) mois en couture au cours de laquelle nous avons appris beaucoup de choses. Ensuite après ce trois (3) mois de formation en accord avec mes parents j'ai décidé de rejoindre mon formateur à Yélimané dans son atelier pour poursuivre ma formation qui m'a permis de renforcer mes connaissances sur le métier après 2 mois j'ai décidé de rentrer au village avec une machine achetée par mes parents qui m'a permis de commencer les activités avant l'arrivée des kits du projet.

Après la formation en Alpha et en couture, nous avons également eu la chance de suivre des formations sur la gestion d'entreprise, marketing et la commercialisation. Après notre installation en Septembre 2019, nous sommes 3 bénéficiaires en couture de notre village qui avons décidé de travailler ensemble. Nous avons démarré lentement les activités avec un revenu de 30 000 FCFA au premier mois ensuite 40 000f au second aujourd'hui notre revenu avoisine 75 000 FCFA par fille et par mois.

Grâce à Dieu nous arrivons à satisfaire nos besoins, soutenir nos parents et proches grâce au projet SWEDD que nous ne pourrions remercier assez. Je dis une fois de plus merci au Projet SWEDD pour m'avoir permis de réaliser mes rêves, à mes parents d'avoir compris en acceptant en tant que fille de suivre les différentes phases de formation loin de la famille malgré beaucoup des pressions sociales pour quelqu'un qui connaît la place de la jeune fille dans notre société [Bénéficiaire, Marrekhafo]

2. Ici à Daoulasso, (où je suis mariée et mère de 2 enfants), j'avais essentiellement comme activité les travaux domestiques et champêtres. Toutes mes dépenses sont rattachées à mon mari. Depuis la remise de deux bœufs par le projet SWEDD, j'ai pris mon courage à deux bras avec le concours des membres du ménage. J'ai pu effectuer 4 ventes pour un chiffre d'affaires de 1 335 000F, acheter 2 brebis et 1 bélier. Le bénéfice de la vente m'a permis de faire une épargne de 200 000F et d'exercer le petit commerce d'huile et de restauration (vente de macaroni). L'utilisation du sous-produit de l'embouche bovine et ovine a permis d'augmenter le rendement agricole de mon champ de maïs qui est passé de 15 à 20 chargements de charrette  
 Je me réjouis de l'appui inestimable de SWEDD pour la consolidation de mon foyer et mais aussi réduire considérablement les charges du mari. Hormis l'activité d'embouche, j'ai été rapproché par des voisins mais aussi par 2 personnes du village de Wéléni qui souhaitent pratiquer l'embouche bovine et ovine pour leur prodiguer des conseils. Mon défi est de développer l'embouche bovine qui désormais un emploi permanent pour moi au regard de l'importance sur l'amélioration de nos conditions de vie économique, financière et sociale [Bénéficiaire, Daoulasso].
3. J'habite Dio Gare situé à 30 km de Bamako. J'ai abandonnée l'école et je ne savais quoi faire de ma vie. C'est dans ce cadre qu'une amie m'a parlé du recrutement du projet SWEDD. J'ai été retenue au bout du processus de recrutement et j'ai choisi la formation en photographie et reportage. Après une formation de 03 mois au conservatoire multimédia Balla Fasseke du Mali, suivi de 02 mois de stage pratique, le projet m'a doté d'appareils photo numérique, d'une caméra, d'autres équipements et d'un fonds de 120 000 FCFA. De Juillet à octobre 2019, j'ai réalisé un chiffre d'affaires de 1 144 000 FCFA. Mes parents me transféraient une partie de leur revenu mais aujourd'hui, grâce à ce travail, j'apporte une contribution aux dépenses de la famille et j'en suis très fière. J'ai reçu tout récemment le prix Niéléni du réseau des journalistes qui récompense les femmes battantes chaque année. J'invite les jeunes filles déscolarisées à croire en elles-mêmes et à se former aux métiers professionnels [Bénéficiaire, Dio Gare]
4. J'ai abandonné l'école en classe de 9<sup>ème</sup> année en 2015 parce que mes parents n'avaient plus les moyens de payer ma scolarité. J'ai entendu parler du projet SWEDD qui recrutait des filles âgées de 15-24 ans dans les quartiers périurbains de Bamako pour les former et aider à leur installation. J'ai postulé au programme et après avoir été retenue, j'ai choisi la formation en menuiserie métallique car j'ai toujours été passionnée par le travail des métaux, même s'il est traditionnellement réservé aux hommes dans notre société. J'ai bénéficié d'une formation pratique de 6 mois et des équipements nécessaires au démarrage de l'activité. Après 5 mois d'activité dans mon propre atelier, j'ai pu réaliser un chiffre d'affaires de 912 500 FCFA [1 800 dollars US, ndlr]. Il y a 05 mois, je n'avais aucun revenu [Bénéficiaire Bamako]
5. J'ai abandonné l'école ... parce que mes parents n'avaient plus les moyens de payer ma scolarité. J'ai entendu parler du projet SWEDD qui recrutait des filles âgées de 15-24 ans dans les quartiers périurbains de Bamako pour les former et aider à leur installation. J'ai postulé au programme et après avoir été retenue, j'ai choisi la formation en menuiserie métallique ..., même s'il est traditionnellement réservé aux

hommes dans notre société. J'ai bénéficié d'une formation pratique de 6 mois et des équipements nécessaires au démarrage de l'activité. Après 5 mois d'activité dans mon propre atelier, j'ai pu réaliser un chiffre d'affaires de 912 500 FCFA [1 800 dollars US, ndlr] ... [Aminata O., Bamako]

6. ... Nous étions 7 filles à choisir de faire la couture comme Activité Génératrice de Revenu, nous avons fait une formation de trois (3) mois en couture ... en accord avec mes parents j'ai décidé de rejoindre mon formateur à Yélimané dans son atelier pour poursuivre ma formation qui m'a permis de renforcer mes connaissances sur le métier après 2 mois j'ai décidé de rentrer au village ... Après la formation en Alpha et en couture, nous avons également eu la chance de suivre des formations sur la gestion d'entreprise, marketing et la commercialisation. Après notre installation en Septembre 2019, nous sommes 3 bénéficiaires en couture de notre village (à avoir décidé) de travailler ensemble ... aujourd'hui notre revenu avoisine 75 000 FCFA par fille et par mois » [Bénéficiaire Amedikeou]
7. Les femmes qui sont dans le domaine des AGR et les métiers non traditionnellement réservés aux femmes gagnent beaucoup d'argent et elles emploient d'autres femmes ... les 2700 filles installées en phase I ont créé plus de 7000 emplois ». Un fait tragique mérite à ce niveau d'être relaté « Il y'avait une fille qui était dans la menuiserie métallique qui était une référence ... en périphérie de Bamako ... qui est malheureusement est décédée » [Répondant UGP]
8. Aujourd'hui, on ne peut pas comparer leurs revenus. Actuellement, grâce à nos interventions les gens orientent les filles vers ces métiers (non traditionnels) [Répondant UGP].

#### VI.4.3.2 Points d'amélioration

1. « Nous sommes arrivés à cette conclusion en fin de phase I : pour avoir une réussite, il fallait offrir un package d'intervention pour plus d'impact. En phase I nous avons opportunités économiques par-là, les espaces sûrs, les VBG par ici etc. » [Répondant UGP]
2. "Lors des formations vous allez voir beaucoup de filles au dehors qui gardent les enfants et c'est une contrainte majeure qui n'est pas restée sans effet négatif sur le degré de concentration des jeunes femmes mères lors des formations". [Répondant UGP]

#### VI.4.4 Mauritanie

Une série de témoignages sur YouTube.

[SWEDD Mauritanie French \(youtube.com\)](https://www.youtube.com/watch?v=SWEDD_Mauritanie_French)

#### VI.4.5 Niger

##### VI.4.5.1 Compétences de vie

1. « Elles sont fières du travail qu'elles ont choisi. Elles le font avec passion et discernement. Ce que j'apprécie en elles, c'est ce changement d'état d'esprit. Et cette prédisposition qui joue un rôle essentiel dans toute volonté de réussir, elles le possèdent. Et cela m'a facilité leur encadrement. J'éprouve de la satisfaction à travailler avec elles, car elles m'estiment et me considèrent comme leur mère pour certaines, leur grand-mère, pour d'autres. Votre projet a commencé un travail qu'il doit absolument continuer », nous-a-t-elle dit. [Habi SALISSOU, tutrice de stage]
2. « Mes relations avec ceux qui viennent réparer sont cordiales. En outre, je me sens de plus en plus utile aux yeux des autres. Cette estime, je la dois à la Banque Mondiale et au SWEDD que je tiens à remercier. Je les exhorte à continuer l'appui aux femmes par l'apprentissage d'un métier, gage d'autonomisation et de participation au développement socioéconomique du pays ». [Nafissatou Boubacar].

##### VI.4.5.2 Compétences professionnelles/techniques et entrepreneuriales

1. « J'ai 22 ans et je suis sortie de l'école en classe de 6ème. J'ai beaucoup appris au cours du stage. C'est ainsi que les coupes, l'assemblage, le repassage, le choix des files pour une harmonie avec le tissu et même des petites réparations de la machine, chose qui m'a émerveillée le plus, n'ont plus de secret pour moi. Je suis certaine que c'est le cas des autres, car nous sommes au nombre de 56 à suivre le stage dans deux ateliers conformément au programme établi par notre tuteur de stage Mallam Boukar Mado. Le SWEDD a bien fait de prévoir ce stage avant de nous libérer. Sa programmation, coïncidant avec le mois

du jeûne de ramadan où la demande en couture est forte, nous a été d'un grand apport puisqu'il a permis d'être en situation réelle d'exercice avec la clientèle, opportunité que nous n'avons pas eue auparavant. Et pour preuve, en 3 mois de stage, j'ai fait une vingtaine de coutures. Je me sens de plus en plus confiante et attends du projet le kit de fin de stage pour m'installer à mon compte. » [Hamsatou MAHAMADOU]

2. « Le stage m'a permis de toucher du doigt la réalité de ce qui m'attend en matière de travail, de concentration et de patience envers la clientèle. En outre, le fait d'être assistée et encadrée m'a motivée à donner le meilleur de moi-même. Ainsi, j'ai pu coudre, en ma qualité de stagiaire, 6 complets dont 2 pour homme. Grâce à ce stage, je me sens utile à la société. Le projet SWEDD doit continuer à former dans des métiers comme ceux-là, car ça occupe, la femme, la libère et lui permet de réaliser son plein potentiel. Merci au projet SWEDD et à la Banque Mondiale dont l'appui est en train de nous sortir de l'anonymat. »
3. J'ai 16 ans. J'ai quitté l'école dès la classe de 6ème. Au Centre de Formation aux Métiers, j'ai appris la mécanique réparation moto qui est mon choix personnel. Présentement, je suis en stage auprès de M. Laouali OUSMANE, réparateur et vendeur de pièces détachées motos pour une période de 3 mois. A la date de ce jour, 23 juin 2021, il ne me reste plus qu'une seule semaine de stage. Mais, je puis vous affirmer, que j'ai pu approfondir mes connaissances. Ici, la particularité est que toute personne qui vient s'approvisionner en pièce détachée passe nécessairement par nous pour le remplacement [Nana Aïcha SABIU].
4. Nous sommes bien suivies et parfaitement encadrées. Nous avons eu beaucoup de notions sur les variétés de semences, leurs périodes d'ensemencement. Au centre de formation, nous n'imaginions pas que ce travail est aussi difficile et exigeant que ça. Nous en sommes tout de même satisfaites, car la production a bien donné. J'encourage mes sœurs à s'intéresser à l'agro-sylvo-pastoralisme que certaines d'entre elles qualifient à tort de travail réservé aux hommes. A nos encadreurs, je lance un appel, celui de prévoir le petit matériel de travail à savoir houe, daba, râteau pour faciliter le déroulement des prochaines sessions. Depuis que j'ai commencé ce stage, je n'ai pas acheté d'oignon, du gombo, de la tomate, de la carotte, du chou ou de la laitue. [Nana FIDAOUSSI]
5. Le stage est utile pour une débutante. Pour le projet SWEDD et le centre qui nous forme, il est temps pour nous de nous familiariser avec notre futur cadre de travail, d'où l'organisation de ce stage. C'est une expérience pédagogique très enrichissante, car dès qu'une moto est amenée en réparation, c'est à nous d'établir le premier diagnostic et de rendre compte ensuite à notre tuteur de stage. Cette approche a donné lieu à un véritable travail de touche-à-tout dont même des réparations que nous n'avons pas apprises au centre ».
6. Je considère ce stage comme le moment le plus important de ma formation, car il nous met face à la dure réalité de ce qui nous attend sur le terrain ». (Je suis) un stage de 3 mois en couture à Ouallam. Stage qui, poursuit-elle, constitue une grande opportunité surtout qu'il a coïncidé avec le mois de carême, période où les activités en couture prospèrent. Grâce au SWEDD, j'ai commencé à gagner de l'argent à la sueur de mon front, ajoute Hamsatou. « Aujourd'hui, je couds des vêtements pour la clientèle et ma famille », renchérit-elle, avant d'exhorter le projet SWEDD à compléter de 3 autres mois la durée du stage. Même au stade actuel je peux m'en sortir si j'ai ma propre machine. Ainsi, j'apprendrai la couture aux autres, car sa pratique résorbera beaucoup le chômage des femmes et les transformera en actrices de développement », soutient-elle.

#### VI.4.6 Tchad

1. J'ai 22 ans. Je suis reconnaissante au projet SWEDD qui a fait de moi ce que je suis aujourd'hui. J'étais en seconde quand j'ai regagné le centre d'accueil. J'ai bénéficié de tous les soins du projet : la prise en charge alimentaire, les tenues et kits scolaires, les cours du tutorat. Ce qui m'a permis d'avoir mon BAC en 3 ans. Après le BAC, j'ai passé le test de recrutement des sage-femmes pour la formation de trois ans. Je bénéficie d'une bourse qui me permet de mieux suivre cette formation. Le projet SWEDD a tout fait pour moi, j'espère bien qu'après cette formation, je serai utile pour ma communauté. Une fois de plus, merci au projet SWEDD et la Banque Mondiale [Mounkada Gloria, Amtiman].
2. J'ai 14 ans. Je suis au centre d'accueil depuis 2018, l'année de l'ouverture des centres d'accueil. J'ai été particulièrement la fille qui a plus bénéficié de ce projet SWEDD. Grâce à ce soutien sans faille du projet, ma performance s'est beaucoup améliorée, les parents n'ont plus payé mes frais de scolarité, les tenues aussi sont à la charge du projet, ma prise en charge sanitaire est totalement payée par le projet aussi bien

que ma ration alimentaire. Donc si j'ai à dire c'est exprimer ma reconnaissance à ce projet pour tout ce qu'il a fait pour moi. Merci aussi à la Banque Mondiale [Dina Allahissem, Amtiman].

3. J'ai 28 ans. Je suis mariée mais après divorcée. J'ai bénéficié de la formation en couture organisée par le projet SWEDD en faveur des femmes et jeunes filles déscolarisées et non scolarisées. J'ai abandonné l'école à partir de la seconde suite à mon mariage. Malheureusement le mariage n'a pas tenu et j'ai décidé de vivre avec mes deux enfants. Grâce à la formation organisée par le projet j'ai appris à coudre les habits et prendre en charge ma petite famille. C'est une chance pour moi parce que j'ai carrément perdu l'espoir. Pour moi la vie est déjà finie mais Dieu a fait des miracles pour moi. [Ahta Daoud Cahrfadine, Haraze]

## VI.5 Facteurs de succès

Des évidences mondiales [(Moore, 2015), (Singh & Schneiders, 2016)] relient l'efficacité des interventions en vue de l'autonomisation économique des femmes à des facteurs spécifiques. Au nombre de ceux-ci figurent en bonne place : une approche inclusive et multisectorielle dans la programmation des interventions, l'insertion des participantes dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes et la construction de partenariats stratégiques. Les constats qui découlent des effets des interventions relevées ont été appréciés à l'aune de ces trois repères.

### VI.5.1 Approche inclusive et multisectorielle dans la programmation des interventions

#### VI.5.1.1 Analyse du marché de l'emploi

L'analyse du marché de l'emploi dans les pays du SWEDD1 n'a pas été uniforme. La démarche de travail a varié d'un pays à l'autre.

##### Analyse de la demande

Dans plusieurs pays (Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), une analyse minutieuse de la demande a été réalisée pour comprendre les besoins et les attentes des femmes et des adolescentes. Cette étude approfondie a permis d'identifier les domaines dans lesquels ces femmes aspirent à acquérir des compétences. Les besoins exprimés par elles ont servi de base pour adapter les programmes et les initiatives en conséquence.

##### Analyse de l'offre

Une analyse de l'offre a également été effectuée pour identifier les secteurs économiques porteurs dans lesquels les femmes et les adolescentes peuvent s'engager avec succès. Cette analyse a permis de déterminer les opportunités économiques existantes, en fonction des particularités de chaque région. Les résultats de cette analyse ont orienté le choix des activités à mettre en place ; l'accent est porté sur les secteurs offrant le plus grand potentiel de débouchés.

##### Adaptation aux réalités locales

Les analyses menées dans les différents pays ont montré l'importance d'adapter les programmes aux réalités locales. Les besoins, les opportunités économiques et les obstacles à l'autonomisation économique des femmes varient d'une région à l'autre. Par conséquent, il est essentiel de prendre en compte ces spécificités pour concevoir des initiatives pertinentes et efficaces.

Il faut cependant souligner qu'une des thématiques récurrentes de ces analyses est le renforcement des compétences des adolescentes et des femmes. Il s'agit de compétences techniques, entrepreneuriales, et de vie courante.

#### VI.5.1.2 Analyse situationnelle

L'analyse situationnelle a été un pilier central pour orienter la planification et la mise en œuvre des programmes SWEDD1. Elle a permis de comprendre les besoins spécifiques, de relever les défis, et d'adapter les approches pour garantir que ces femmes puissent accéder à des opportunités économiques

Les facteurs qui l'ont marquée, d'un pays à un autre, sont ci-après exposés.



Figure 5: Particularités de l'analyse situationnelle d'un pays à l'autre

### Consultations

Les pays ont exploité les ressources documentaires ou consulté (par divers procédés) soit les bénéficiaires soit les potentielles bénéficiaires, notamment les adolescentes et les jeunes femmes. Les consultations ont permis de produire des informations inhérentes aux obstacles qui entravent leur autonomisation économique. Les échanges ont également débouché sur des recommandations concrètes pour surmonter les contraintes majeures auxquelles se trouvent confrontées les cibles des interventions.

### Facteurs de vulnérabilité

L'analyse situationnelle a identifié des facteurs qui maintiennent les femmes dans la vulnérabilité, tels que l'accès limité au capital, la restriction des activités économiques, les contraintes liées à la mobilité, le déséquilibre entre les tâches domestiques et les activités financières, le faible niveau d'instruction, les mariages précoces et les grossesses multiples, ainsi que l'accès limité aux services de santé reproductive. Ces facteurs ont été pris en compte pour adapter les programmes.

### Implication des parties prenantes

Les pays ont mis en place des comités techniques nationaux, en collaboration avec des partenaires internationaux et des ministères, pour élaborer les sous-projets. Des ateliers techniques ont été organisés pour définir les activités à mettre en œuvre, les cibles, les stratégies de mise en œuvre. Cette approche participative a permis d'élaborer des initiatives mieux adaptées.

Par ailleurs, la coordination entre différents acteurs gouvernementaux, organismes internationaux et partenaires locaux a été essentielle pour la mise en œuvre des projets. Les ministères en charge des questions d'équité et d'autonomisation des femmes ont joué un rôle de premier plan dans la réalisation de ces initiatives. Elles ont pour la plupart été effectivement mises en œuvre soit par des ONG (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Tchad) soit avec leur appui marqué (Mauritanie).

### Adaptation au contexte local

Les initiatives ont été adaptées aux réalités locales, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque région. L'analyse situationnelle a guidé le choix des types d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) en fonction du contexte local, contribuant ainsi au succès des programmes.

## VI.5.2 Insertion dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes

### VI.5.2.1 Éducation – Formation Technique et Professionnelle (EFTP) et défis

La réussite de l'Éducation et de la Formation Technique et Professionnelle (EFTP) se révèle comme un élément déterminant au sein du projet SWEDD. Les pays participants ont entrepris différentes démarches pour autonomiser économiquement les adolescentes et les jeunes femmes. Parmi les points saillants de ces efforts, on peut observer les aspects suivants :

### Réussites notables

L'une des régions de déploiement des interventions du **Burkina Faso** a hébergé la formation d'adolescentes dans des métiers traditionnellement masculins tels que l'électricité, la maçonnerie, la plomberie, la mécanique automobile et la soudure. Une expérience analogue a eu cours au **Mali** et dans une moindre mesure au **Niger**. Le **Tchad** également se distingue par les femmes formées à la conduite et à la maintenance des tracteurs ainsi qu'à l'installation de panneaux solaires. Cela démontre que les filles et les femmes peuvent exceller dans ces domaines, contribuant ainsi à briser les stéréotypes de genre et à promouvoir l'égalité des sexes. La déconstruction des préjugés est essentielle. La sensibilisation accrue de la société est nécessaire pour favoriser l'accès des femmes à ces métiers et lutter contre la discrimination basée sur le genre, comme observé au Mali et au Niger.

Il faut attirer l'attention sur le fait que le renforcement des compétences des participantes a été, dans tous les pays, assuré par des **institutions attitrées**. Elles ont par conséquent livré des formations qualifiantes.

Par ailleurs, comme spécifié plus haut, des mesures ont été prises pour soutenir la création de micro-entreprises et promouvoir l'auto-emploi.

### Approche spécifique

En Côte d'Ivoire, l'adoption de l'Approche Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC) a permis de maintenir la cohésion sociale parmi les bénéficiaires en créant un espace où les jeunes filles soutenues pour des Activités Génératrices de Revenus (AGR) coexistent avec celles qui ne le sont pas. Cette approche a maintenu la solidarité au sein de la communauté.

### Divergences et obstacles

Des divergences de conception ont émergé en **Côte d'Ivoire**, où certaines bénéficiaires ont préféré une approche individuelle plutôt que de travailler en groupe, ce qui a présenté des défis pour la mise en œuvre du projet. De plus, des obstacles tels que le manque de financement, les mariages de filles très jeunes et la persistance des préjugés liés aux métiers traditionnellement masculins ont été identifiés dans plusieurs pays, notamment au **Mali**, en **Mauritanie**, au **Niger** et au **Tchad**.

### Engagement des bénéficiaires

Malgré les obstacles, l'engagement des bénéficiaires reste fort. Les jeunes femmes ont montré leur détermination à s'émanciper de leur situation en participant activement aux formations et aux activités proposées. La volonté d'apprendre et de progresser a constitué un atout majeur pour la réussite du projet SWEDD.

## VI.5.2.2 Choix d'une formation professionnelle et disponibilité d'informations

### Élaboration et/ou adaptation du curriculum des formations

Des efforts ont permis de personnaliser les formations, d'assurer la qualité des programmes pour renforcer les compétences des bénéficiaires. Dans cette optique, il a fallu procéder à (i) l'identification des centres de formation, (ii) la formation des formateurs, (iii) l'élaboration/adaptation du contenu et des supports de formation. Des particularités ont marqué ces étapes d'un pays à l'autre. Une synthèse en est faite.

Identification des Centres de Formation :

- **Burkina Faso** : il a été procédé à l'identification de treize (13) centres de formation spécialisés. Ils ont été chargés de former des adolescentes dans divers métiers traditionnellement masculins, tels que l'électricité, la maçonnerie, la plomberie, la mécanique automobile et la soudure.
- **Côte d'Ivoire** : une cartographie exhaustive des centres de formation professionnelle a été réalisée pour identifier les sites d'intervention. Le choix des sites s'est fait en collaboration avec l'Observatoire National de l'Équité et du Genre (ONEG), et les sites retenus ont été soumis à la validation des directions régionales.

- **Mali** : les centres de formation professionnelle ont été impliqués dans le processus sur la base de contrats de prestation pour animer des formations pour les bénéficiaires. Les formations ont été organisées en fonction des résultats des études commanditées à cet effet.
- **Mauritanie** : différents ministères et institutions ont été impliqués pour former les auditrices, notamment le Ministère de l'Éducation Secondaire et de la Formation Technique et Professionnelle (MESFTP), le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports (MEJS), le Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille (MASEF), ainsi que le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR). Cette coopération interministérielle a été essentielle pour identifier les centres et les personnes impliquées.
- **Niger** : l'adaptation des programmes de formation dans les Centres de Formation des Métiers (CFM) et les Centres de Formation Professionnelle et Féminine (CFPF) a été une étape cruciale. Quatorze supports de formation, guides et livrets, ont été adaptés pour répondre aux besoins des apprenants.

#### Formation des Formateurs :

- **Côte d'Ivoire** : les mentors ont été recyclés sous plusieurs angles pour qu'ils soient bien préparés à leur rôle dans l'autonomisation des femmes. Cela comprenait des formations sur des sujets tels que le genre, la Violence Basée sur le Genre (VBG), les techniques d'animation, l'entrepreneuriat, etc. Le **Mali** s'est inscrit dans la même dynamique
- **Mauritanie** : le projet a organisé une formation des formatrices, réunissant des acteurs clés de plusieurs ministères et institutions. Cette formation a permis de développer des compétences essentielles en matière de genre, de santé de la reproduction et d'entrepreneuriat.
- **Niger** : les formateurs ont été formés en entrepreneuriat, en technico-pédagogie, en administration et gestion des centres, ainsi qu'en informatique. Cette formation a permis de renforcer leurs compétences pour dispenser des formations efficaces.

#### Élaboration/Adaptation du Contenu et des Supports de Formation :

- **Burkina Faso** : les centres de formation ont été chargés d'assurer la formation des adolescentes. Bien que les curricula existent déjà dans ces centres, des discussions ont eu lieu pour déterminer les kits nécessaires à fournir aux apprenants, adaptant ainsi le contenu pour répondre aux besoins spécifiques du projet.
- **Côte d'Ivoire** : l'IRC a élaboré divers outils, y compris des modules de formation entrepreneuriale réadaptés et des plans d'affaires simplifiés, en collaboration avec les partenaires du projet. Ces outils ont été partagés et validés par l'Unité de Coordination du Projet SWEDD (UCP-SWEDD).
- **Mali** : bien que les centres de formation professionnelle aient déjà des curricula établis, des discussions ont eu lieu pour déterminer les kits nécessaires à fournir aux apprenants, ce qui a conduit à l'élaboration d'une convention tripartite.
- **Mauritanie** : deux sessions de formation ont été organisées, une pour les formatrices et l'autre pour les mentors. Des outils de formation et des curricula spécifiques ont été élaborés et testés lors de ces sessions.
- **Niger** : une attention particulière a été portée à l'adaptation des programmes de formation pour qu'ils soient plus interactifs et axés sur les compétences essentielles requises dans les métiers ciblés. Des supports de formation, guides et livrets, ont été adaptés pour améliorer l'expérience d'apprentissage des apprenants.

### Mobilisation et sensibilisation des jeunes et de leur communauté

Un récapitulatif des catégories d'acteurs mobilisés et des thématiques débattues est rappelé.

Les rencontres de mobilisation et de sensibilisation ont impliqué diverses catégories d'acteurs pour garantir une portée optimale.

- Autorités politiques et administratives déconcentrées,
- Autorités administratives décentralisées, y compris les présidents de conseils régionaux et les maires,
- Autorités religieuses et coutumières, représentant différentes communautés religieuses,
- Organisations de la société civile,
- Entités de formation,
- Partenaires financiers,
- Communautés locales,
- Jeunes et femmes bénéficiaires ou participantes.

Diverses thématiques ont été abordées. Elles sont liées à l'autonomisation des femmes et des jeunes, notamment :

- L'entrepreneuriat féminin,
- Les opportunités économiques,
- La santé sexuelle et reproductive des jeunes,
- Les Violences Basées sur le Genre (VBG),
- Le changement de comportement en faveur de l'autonomisation,
- Les mécanismes de financement pour les jeunes entrepreneures,
- L'importance de l'éducation et de la formation professionnelle,
- L'accès aux activités génératrices de revenus.

### Orientation professionnelle

Des initiatives ont été mises en place pour orienter les bénéficiaires, en particulier les femmes et les jeunes, vers des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et l'entrepreneuriat. Les approches adoptées varient en fonction des contextes locaux et des besoins des bénéficiaires.

Au **Burkina Faso**, les bénéficiaires ont eu l'opportunité de participer à des visites d'échanges sur des sites d'AGR, ce qui leur a permis de se familiariser avec les réalités du terrain et de prendre des décisions éclairées sur les AGR à entreprendre.

En **Côte d'Ivoire**, l'analyse de l'emploi a facilité l'orientation des bénéficiaires vers des projets d'AGR appropriés. Les formateurs ont utilisé des images pour transmettre des connaissances, car de nombreux auditeurs ne savaient ni lire ni écrire.

Au **Mali**, des ONG ont été chargées de sensibiliser les bénéficiaires, leurs parents et leurs communautés sur les opportunités économiques liées à différentes filières identifiées. Cela a permis aux bénéficiaires de faire des choix éclairés parmi une gamme variée de métiers, notamment dans les domaines du bâtiment, de l'informatique, de l'élevage, de l'aviculture, des métiers traditionnels et de la transformation agroalimentaire.

En **Mauritanie**, un marathon a été organisé pour informer, sensibiliser et former les femmes des localités ciblées sur l'entrepreneuriat et les opportunités offertes par le projet SWEDD. Les autorités locales ont également été informées de l'importance de leur soutien.

Au **Niger**, des dispositifs d'information, d'orientation et d'appui-conseil ont été mis en place dans les chefs-lieux de région pour renforcer l'autonomisation économique et sociale des femmes.

Au **Tchad**, bien que les détails d'activités spécifiques d'orientation professionnelle ne soient pas décrits dans les documents consultés, des activités de sensibilisation et de mobilisation ont été menées pour informer les potentielles participantes sur les différentes interventions proposées, notamment le renforcement des compétences techniques, l'accès au financement et le soutien à la création d'entreprises.

### Identification et inscription des jeunes

Le processus d'identification et d'inscription des jeunes femmes bénéficiaires a été réalisé de façon variable. Les méthodes utilisées ont fait appel à la collaboration avec les structures de l'action sociale, la sensibilisation des communautés locales, l'utilisation de critères de sélection.

Au **Burkina Faso**, les structures de l'action sociale ont joué un rôle essentiel dans l'identification des jeunes femmes vulnérables, tandis qu'en **Côte d'Ivoire**, les bénéficiaires ont été sélectionnées parmi les auditrices plus assidues des espaces sûrs. Au **Mali**, une enquête et une loterie publique ont été utilisées pour choisir les bénéficiaires. En **Mauritanie**, une mission d'identification complète comprenant l'information des autorités locales et la sensibilisation des femmes locales aux critères de sélection a été mise en œuvre. Au **Niger**, un recrutement en deux étapes avec une marge de flexibilité a été utilisé pour toucher un large public, tandis qu'au **Tchad**, des ONG en collaboration avec des comités locaux ont identifié les bénéficiaires en utilisant des critères spécifiques. Pour le choix de ces derniers, les facteurs de vulnérabilité ont prévalu.

Dans l'ensemble, ces méthodes ont permis d'identifier efficacement les jeunes femmes bénéficiaires, en tenant compte des besoins et des spécificités de chaque région.

### **VI.5.3 Construction de partenariats stratégiques**

Les principaux facteurs de convergence et de différence liés à la construction des partenariats stratégiques sont ci-après présentés.

#### **VI.5.3.1 Universalité de la démarche**

Au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad, des partenariats stratégiques ont été mis en place en vue de la réussite des interventions. Dans chacun de ces pays, des ONG et des ministères gouvernementaux ont interagi pour la mise en œuvre efficace des interventions.

#### **VI.5.3.2 Rôles des acteurs**

Les entités décentralisées ainsi que les autorités traditionnelles ont joué un rôle actif dans la sensibilisation et la mobilisation des communautés dans tous les pays. Les ONG ont été fortement impliquées dans la formation et l'accompagnement des bénéficiaires dans la plupart des pays. La Côte d'Ivoire s'est distinguée par la place de choix accordée au secteur privé dès la conceptualisation des initiatives.

Les femmes et les jeunes filles bénéficiaires ont été au cœur du projet dans tous les pays.

#### **VI.5.3.3 Coordination et communication**

La coordination entre les différentes parties prenantes a été un élément clé dans tous les pays, avec des mécanismes de collaboration et de suivi en place. La communication avec les autorités locales et religieuses s'est révélée être un moyen pour assurer l'acceptation communautaire des initiatives du projet.

#### **VI.5.3.4 Expertise et formation**

La formation technique et entrepreneuriale a été confiée à des entités spécialisées dans tous les pays, garantissant une expertise de haut niveau pour le développement des compétences des bénéficiaires. La quasi-totalité des pays ont mis l'accent sur l'alphabétisation et l'acquisition de compétences de vie courante en plus des compétences techniques.



# VII.

## Axes de progrès

## VII. Axes de progrès

Les axes de progrès font référence à un espace de performance où des efforts supplémentaires peuvent être concentrés pour atteindre de meilleurs résultats. Les identifier permet de déterminer les domaines qui nécessitent une attention particulière en vue d'améliorer l'efficacité, l'efficience ou la qualité. Y sont inclus les défis, les gaps (écarts) et les opportunités. Les défis représentent les obstacles à surmonter, les gaps indiquent les écarts entre les performances actuelles et les objectifs fixés ; les opportunités quant à elles sont les domaines où des améliorations pourraient conduire à des résultats plus positifs. Les leçons inspirantes découlant de l'expérience ont par ailleurs été mis en exergue.

### VII.1 Défis

Des défis sont communs à tous les pays couverts par SWEDD1. Chaque pays a également rencontré des obstacles spécifiques liés à son contexte local.

#### VII.1.1 Défis communs

##### VII.1.1.1 Stéréotypes de genre

Dans tous les pays, les stéréotypes de genre persistent en entravant l'autonomisation des femmes. Ils ont un impact sur les choix de carrière des femmes et leur participation aux activités économiques. Il faut également signaler que la plupart des pays ont porté une faible attention à l'analyse sociale et sociétale en amont à la conceptualisation des interventions. Ils ont davantage mis l'accent sur les opportunités économiques au détriment de la "sève" qui alimente les préjugés ou les stéréotypes.

##### VII.1.1.2 Accès au financement

L'accès limité des bénéficiaires à des ressources financières suffisantes pour démarrer leurs activités a été un défi récurrent. L'absence d'institutions de microfinance au niveau local est un obstacle commun.

##### VII.1.1.3 Sécurité et instabilité

Plusieurs pays, notamment le Burkina Faso, le Mali, et le Niger, ont signalé des problèmes de sécurité et d'instabilité dans certaines régions, ce qui a retardé la mobilisation des bénéficiaires et nécessité des déplacements pour assurer leur sécurité.

#### VII.1.2 Défis spécifiques à chaque pays

- *Burkina Faso* : l'**analphabétisme** a été un obstacle majeur, limitant la capacité de certaines bénéficiaires à suivre des instructions écrites.
- *Côte d'Ivoire* : les crises sanitaires et sécuritaires n'ont pas été **anticipées adéquatement**, ce qui a eu des répercussions sur la mise en œuvre des projets.
- *Mali* : les **conditions de travail** des bénéficiaires n'ont pas été prises en compte, notamment en ce qui concerne la flexibilité des horaires et les garderies pour les jeunes femmes mères.
- *En Mauritanie*, le principal défi se réfère à l'**accès au marché** : les contraintes culturelles et religieuses ne facilitent pas la participation des femmes aux foires régionales, entravant ainsi la commercialisation des produits locaux.
- Niger :
  - ✓ **Méconnaissance des opportunités** : les femmes ont parfois du mal à saisir les opportunités dans des métiers non traditionnels en raison de la méconnaissance des avantages et des préjugés qui y sont liés.
  - ✓ **Perturbations de la programmation** : les retards dans le démarrage des activités, les contraintes climatiques, les problèmes de sécurité et la pandémie de COVID-19 ont entraîné des perturbations majeures dans la mise en œuvre des projets.
- Tchad :

- ✓ **Faible implication des bénéficiaires** : l'implication des bénéficiaires en amont du processus a été limitée, ce qui a pu avoir un impact sur la pertinence des interventions.
- ✓ **Sous-budgétisation et retards dans les dotations en kits** : des problèmes financiers, notamment la sous-budgétisation et les retards dans la distribution de kits, ont entravé les activités prévues.
- ✓ **Manque de dispositif local pour le suivi** : l'absence de dispositif local adéquat pour le suivi des activités et des bénéficiaires constitue un défi majeur.

## VII.2. Gaps à combler

Face aux défis rencontrés lors de la mise en œuvre des interventions, divers gaps sont mis à jour qu'il serait pertinent de combler. Certains ont un caractère général et d'autres varient en fonction des pays.

### VII.2.1 Points de convergence

#### VII.2.1.1 Insuffisances liées à l'autonomisation économique des femmes

Il s'agit de l'intérêt relativement faible accordé au parcours de l'emploi salarié, des lacunes dans la création des chaînes de valeur relatives aux filières promues, de la faible articulation entre le secteur privé et les interventions économiques dont le manque d'initiatives pour promouvoir l'accès aux ressources financières est le pâle reflet.

#### VII.2.1.2 Insuffisance dans la prise en compte des compétences numériques

Les pays n'ont pas du tout (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mauritanie) ou faiblement (Mali, Niger et Tchad,) intégré la promotion des compétences numériques dans leurs programmes ; elles sont pourtant déterminantes dans le contexte actuel.

#### VII.2.1.3 Absence d'articulation entre interventions économiques et communautaires

A l'exception de la Côte d'Ivoire, il y a un manque de coordination entre les initiatives économiques et les dynamiques communautaires, entravant ainsi l'efficacité des programmes.

#### VII.2.1.4 Manque de suivi et d'opérationnalisation des compétences acquises

Un défi partagé est l'absence ou l'insuffisance (Mali) du suivi des participantes après les sessions de formation auxquelles elles ont été soumises ; il n'a pas souvent été possible de s'assurer de la mise en pratique effective par elles des compétences nouvellement acquises ; ce qui peut en limiter l'impact global.

#### VII.2.1.4 Durée insuffisante des interventions

Il a été signalé dans la quasi-totalité des pays, la durée jugée courte des programmes qui n'ont pas toujours permis la mise en œuvre efficace des interventions pour générer un impact réel sur les bénéficiaires.

## VII.2.2 Synthèse des gaps spécifiques

- **Burkina Faso** : non mise en œuvre d'interventions telles que le Groupe d'épargne (AVEC).
- **Côte d'Ivoire** : durée trop courte pour la mise en œuvre des interventions.
- **Mali** : manque d'attention sur les chaînes de valeurs associées à l'embouche bovine, l'élevage de poulet de chair, compréhension erronée de l'autonomisation des femmes par certains tuteurs/maris.
- **Mauritanie** : intervention non mise en œuvre pour le Groupe d'épargne, durée limitée pour les opportunités économiques et absence de volet relatif aux compétences numériques.
- **Niger** : insuffisance dans la mise en place de Centres de Formation Professionnelle Féminine, avec une durée jugée courte pour l'alphabétisation.
- **Tchad** : faible implication des participantes en amont des stratégies élaborées en vue de l'autonomisation économique des femmes, non prise en compte du triple rôle des femmes, manque d'informations sur les parcours professionnels et l'orientation professionnelle.

## VII.3 Opportunités d'accroissement économique au profit des filles et femmes dans le pays

La revue des diverses catégories d'informations produites a permis d'identifier, au profit des adolescentes et des jeunes femmes, des opportunités pour leur autonomisation économique. Elles reposent sur la volonté politique, la collaboration entre acteurs, le renforcement des capacités et à la création d'emplois.

### VII.3.1 Volonté politique

Dans la plupart des pays ayant hébergé le SWEDD1, il existe une forte volonté politique de soutenir l'autonomisation des femmes. Les gouvernements ont montré leur engagement par l'adoption de lois, de politiques nationales, et de plans d'action pour promouvoir cette cause. Les leaders communautaires et religieux sont également impliqués, ce qui renforce l'acceptation des initiatives.

### VII.3.2 Coalition d'acteurs

La réussite de ces initiatives repose sur une collaboration étroite entre différents acteurs, y compris les gouvernements, les ONG, les autorités locales, les leaders religieux et la société civile. Cette synergie d'action permet de mobiliser des ressources, des connaissances et des expertises complémentaires.

### VII.3.3 Renforcement de capacités

Les programmes mettent l'accent sur le renforcement des compétences des femmes, notamment par le biais de la formation professionnelle et de compétences pour la vie courante. Cela permet aux femmes d'accéder à de nouvelles opportunités économiques, de créer des entreprises viables et de diversifier leurs sources de revenus.

### VII.3.4 Création d'emplois décents

Les initiatives ont à priori généré un grand nombre d'emplois, permanents et temporaires, dans divers secteurs tels que l'agriculture, la transformation des produits locaux, la couture, la coiffure, la savonnerie, etc. Ces emplois contribuent à améliorer les conditions de vie des femmes et à réduire la pauvreté.

### VII.3.5 Durabilité

Les résultats obtenus laissent présager une certaine durabilité, surtout pour ce qui est des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Pour maintenir cette durabilité, il est essentiel de renforcer les partenariats stratégiques, d'œuvrer à l'accès aux services financiers et de promouvoir des approches telles que l'Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC).

En résumé, ces réussites peuvent inspirer d'autres initiatives visant à améliorer les conditions de vie des femmes dans la région.

## VII.4 Leçons apprises

Les expériences combinées qui découlent des expériences développées au cours du SWEDD1 ont permis d'élaborer la synthèse ci-après présentée.

### VII.4.1 Consultation et échanges

Les interventions déployées dans les pays ont mis en lumière le grand intérêt lié à la consultation des parties prenantes, en l'occurrence les potentielles bénéficiaires, les femmes et les jeunes filles. Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et d'autres pays ont eu recours à des discussions avec ces cibles pour identifier les obstacles spécifiques auxquels font face les femmes et les jeunes filles. Les échanges avec elles ont permis d'identifier les problématiques relatives à l'autonomisation des femmes telles que le mariage précoce, les pratiques traditionnelles néfastes, et les défis liés à l'accès aux ressources économiques. L'analyse de ces réalités oriente sur des pistes de solutions adaptées à chaque contexte local.

### VII.4.2 Diversification des acteurs et des canaux de communication

La diversité des participants par la mobilisation des autorités locales, des leaders communautaires, des mentors, des acteurs religieux et des participantes, s'est révélé être un pilier majeur pour croiser les sources d'informations sur les racines des pratiques néfastes. La collaboration avec ces acteurs clés, surtout au Tchad et au Mali, a été essentielle pour surmonter les résistances et mobiliser la communauté vers le changement. La diversité s'est ainsi illustrée comme un levier pour engager des actions à visée transformatrice.

En outre, la diversification des canaux de communication (radio, théâtre, théâtre forum) a élargi la portée des messages : un public plus large a été sensibilisé sur les enjeux liés à l'autonomie économique des femmes, renforçant ainsi les initiatives de changement.

### VII.4.3 Renforcement des capacités

Les programmes de formation ont servi de déclencheur à la valorisation des compétences et l'exploitation d'opportunités économiques locales. Les formations ont renforcé les connaissances des femmes pour s'investir dans diverses activités économiques dont des métiers habituellement ou non destinés aux hommes ainsi que les Activités Génératrices de Revenus. Elles ont également acquis des compétences de vie qui les prédisposent à plus de confiance en elles-mêmes et à une interaction efficace avec leur environnement.

### VII.4.4 Collaboration et implication communautaire

L'engagement des autorités locales, des leaders communautaires et des acteurs locaux a été un facteur déterminant pour la réussite des projets. Leur implication a permis de garantir, au sein des communautés, l'appropriation des initiatives, de surmonter les obstacles opérationnels et logistiques, de mobiliser efficacement les ressources et enfin de compte de favoriser l'amorce d'un changement positif. L'implication des leaders religieux et traditionnels, comme observé au Tchad et ailleurs, a été déterminante pour favoriser l'acceptation sociale des projets et faciliter le changement comportemental.

### VII.4.5 Accès au financement

L'accès au financement pour l'autonomisation économique des femmes est un élément vital pour œuvrer à leur indépendance financière durable. Dans cette perspective, il leur a été alloué, en fonction des pays, des subventions, des fonds de roulement et des kits de démarrage pour soutenir les entreprises initiées par les participantes aux processus développés. En parallèle, des programmes de sensibilisation et de formation en gestion financière ont été mis en place pour renforcer les compétences entrepreneuriales des femmes.

Malheureusement, dans la plupart des pays, les institutions de financement sont quasi absentes dans les localités bénéficiaires des interventions développées pour appuyer ou prendre le relais des appuis au démarrage. Il convient aussi de faire remarquer que les opportunités inhérentes au concept AVEC, plus adaptées aux publics cibles et à leur contexte, n'ont pas été exploitées à fond au cours du SWEDD1.

## VIII. Récapitulatif des interventions lors du SWEDD 1

	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Mali	Mauritanie	Niger	Tchad
<b>Nombre de projets examinés</b>	1 projet <sup>50</sup>	2 projets <sup>51</sup>	1 projet	1 projet	1 projet	1 projet
<b>Bénéficiaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les bénéficiaires directes : les adolescentes, les jeunes femmes.</li> <li>- Les bénéficiaires indirects :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• les organisations féminines,</li> <li>• les maris,</li> <li>• les enfants,</li> <li>• les collectivités territoriales,</li> <li>• l'Etat et la communauté</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cible primaire jeunes filles déscolarisées et non scolarisées de 8 à 24 ans</li> <li>- Cibles secondaires jeunes garçons de 12 à 25 ans</li> <li>- mentors masculins et féminins de 25-50 ans</li> <li>- Moniteurs d'alphabétisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Filles et femmes de 15 - 24 ans déscolarisées mais sachant lire et écrire</li> <li>- Filles et femmes de 15 à 24 ans non scolarisées et déscolarisées précoces.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fille et femmes non scolarisées ou déscolarisées</li> <li>- Filles des espaces sûrs, âgées de 16 à 19 ans</li> <li>- Filles et femmes, âgées de 16 à 35 ans participantes aux formations qualifiantes : techniques, entrepreneuriat et éducation financière</li> </ul>	Adolescentes et jeunes femmes 15-24 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Adolescentes et jeunes femmes</li> <li>- Filles non scolarisées ou déscolarisées</li> </ul>
<b>Régions couvertes</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Région du Centre Nord</li> <li>2. Région du Nord,</li> <li>3. Région de la Boucle du Mouhoun</li> <li>4. Région de l'Est</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Neuf (9) régions<sup>52</sup> (290 localités)</li> <li>- Région du Hambol (55 localités) :</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Région de Kayes (villes de Kayes, Yélimané et Kéniéba)</li> <li>2. Région de Koulikoro (Villes de Koulikoro, Dioïla et Fana)</li> <li>3. Région de Sikasso (ville de Sikasso)</li> <li>4. Région de Ségou (Villes de Ségou, San, Tominian)</li> <li>5. Région de Mopti (Ville de Mopti)</li> <li>6. Région de Gao (Ville de Gao)</li> <li>7. District de Bamako (Ville de Bamako)</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Hodh El Charghi</li> <li>2. Hodh El Gharbi</li> <li>3. Assaba</li> <li>4. Guidimagha</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Dosso</li> <li>2. Maradi</li> <li>3. Tahoua</li> <li>4. Tillabéri</li> <li>5. Zinder</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Lac</li> <li>2. Kanem</li> <li>3. Hadjer Lamis</li> <li>4. Salamat</li> </ol>

<sup>50</sup> « Entreprendre au féminin ».

<sup>51</sup> - « les filles font le futur (LFFF) » et « promotion en genre et en compétences de vie pour l'autonomisation socio-économique des jeunes filles déscolarisées l'Association Ivoirienne pour le Bien Être Familial (AIBEF) » exécuté dans la région du Hambol au profit de 55 localités

<sup>52</sup> Abidjan, Bafing, Bagoué, Folon, Kabadougou, Marahoué, Poro, Tchologo et Tonkpi

	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Mali	Mauritanie	Niger	Tchad
<b>Effectifs des bénéficiaires par intervention</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétences de vie : 9780</li> <li>- Capacités en entrepreneuriat (3181), opportunités de financement (931) et AGR (58)</li> <li>- Formation en techniques de production, transformation et conservation de produits locaux :3187+210</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétences de vie : 2.374 filles</li> <li>- Formation en AGR (par ANADER) : 734</li> <li>- Formations de filles (16-24 ans) en entrepreneuriat pour élaborer des plans d'affaires 3 210</li> <li>- Formation de 3 207 bénéficiaires en notions entrepreneuriales à l'aide du module réadapté du Learn to Earn,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation de sept (7) jours en gestion d'entreprise et de groupement au profit de 1791 participantes</li> <li>- Recrutement, formation et installation de 1200 Filles et femmes de 15 à 24 ans déscolarisées (mais sachant lire et écrire) aux métiers réservés habituellement aux hommes</li> <li>- Formation et installation dans les Activités Génératrices de Revenus de 1791 filles/femmes de 15 à 24 ans non scolarisées et déscolarisées précoces</li> <li>- Appuis à diverses interventions d'embouche : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Embouche bovine (435)</li> <li>• Embouche ovine : ( 713)</li> <li>• Aviculture : (70)</li> <li>• Maraichage : (16)</li> <li>• Teinture : (41)</li> <li>• Fumage poisson : (5)</li> <li>• Transformation agro-alimentaire (4)</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1790 adolescentes et jeunes femmes (y compris les victimes), outillées en compétences de vie</li> <li>- 2360 participantes formées en entrepreneuriat et éducation financière</li> <li>- 200 formateurs des formateurs formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétence de Vie Courante : 3623</li> <li>- Formation en entrepreneuriat de 1568 filles et femmes</li> <li>- 3568 filles et femmes formé en électricité, bâtiment, mécanique rurale, couture broderie, transformation agro-alimentaire, agro sylvo pastoralisme (métiers industriels et traditionnelles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétences de vie : 35265 filles non scolarisées</li> <li>- Formation en énergies renouvelables : 161</li> <li>- Formation en techniques simples d'agriculture, d'élevage, d'arboriculture et de pisciculture : 1119</li> </ul>
<b>Effectifs par types de métiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production, transformation et conservation des produits locaux (2552)</li> <li>- Production, transformation conservation des produits locaux, hygiène et techniques de recherche de marché (635)</li> <li>- Couture (178)</li> <li>- Tissage (6)</li> <li>- Restauration (5)</li> <li>- Élevage (6)</li> </ul>	<p>Aucune indication des filières choisies dans les rapports exploités mais disponibilité des informations ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 026 jeunes filles ont eu leurs plans d'affaires (1210) approuvés.</li> <li>- 2 235 bénéficiaires ont reçu des subventions correspondant à 868 plans d'affaires financés à hauteur de 118 2 265 FCFA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction métallique (2)</li> <li>- Couture_broderie_chinoise (11)</li> <li>- Couture_stylisme_broderie (48)</li> <li>- Couverture médiatique (165)</li> <li>- Electricite_batiment (210)</li> <li>- Electricite_photovoltaique (15)</li> <li>- Froid climatisation (45)</li> <li>- Maintenance informatique (5)</li> <li>- Mécanique moto (3)</li> </ul>	<p>2360 filles et femmes formées à différents métiers (sans précision des affectations spécifiques) : énergie solaire, fabrication de savon et produits cosmétiques, transformation et conservation des produits laitiers, santé animale, culture du henné et transformation, etc</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Couture (835)</li> <li>- Mécanique (537)</li> <li>- Agro-sylvo-pastoralisme (769)</li> <li>- Transformation agro-alimentaire (827)</li> <li>- Électricité (573)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Techniques simples d'agriculture, d'élevage, d'arboriculture et de pisciculture (1119)</li> <li>- Transformation et conservation des produits locaux (5 420)</li> <li>- Utilisation et maintenance d'équipements de production (tracteurs, motoculteurs, barques motorisées, etc.) (112)</li> </ul>

	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Mali	Mauritanie	Niger	Tchad
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mécanique,</li> <li>- Soudure,</li> <li>- Menuiserie (15)</li> <li>- AGR (58)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Menuiserie bois (1)</li> <li>- Menuiserie_bois_groupe (4)</li> <li>- Peinture bâtiment (116)</li> <li>- Plomberie (138)</li> <li>- Restauration (240)</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Électricité, installation d'antennes paraboliques et panneaux solaires (161)</li> </ul>
<b>Parties prenantes</b>	<p>Collaboration étroite et efficace entre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ONG de mise en œuvre (Association pour la Santé de la Mère et de l'Enfant_ ASMADE),</li> <li>- Direction Générale de la Femme et du Genre</li> <li>- Entités publiques délocalisées</li> </ul>	<p>Six (6) catégories d'acteurs ont collaboré à l'élaboration et à la mise en œuvre du SWEDD en Côte d'Ivoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentants du pouvoir public</li> <li>- Espaces associatifs</li> <li>- Secteur privé</li> <li>- Chefs religieux</li> <li>- Coutumiers</li> <li>- Bénéficiaires</li> <li>- Partenaires Techniques et Financiers</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une dynamique de collaboration entre diverses catégories d'acteurs</li> <li>- Facilitation de la rédaction des sous-projets dont celui afférent aux "opportunités économiques du SWEDD Mali" par un comité technique national composé de divers acteurs institutionnels (ministères sectoriels et directions techniques) ainsi que des autorités locales</li> <li>- Leadership du Ministère du Plan avec l'appui de deux experts internationaux mis à disposition par la Banque mondiale et l'assistance de l'UNFPA.</li> <li>- Rôle clé joué, au niveau local par les ONG de proximité dans l'implémentation et le suivi des activités.</li> <li>- Implication des maires ainsi que les conseillers municipaux pour le bon déroulement des interventions et le contact avec les communautés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Institutions gouvernementales : Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille (MASEF), Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Ministère de la Santé (MS) et Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel (MAIEO)</li> <li>- Autorités locales : représentants des communes, chefs coutumiers ou religieux</li> <li>- Organisations de la Société Civile</li> </ul>	<p>La collaboration a maximisé l'impact du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une ONG,</li> <li>- des entités gouvernementale,</li> <li>- le secteur privé</li> <li>- des organismes internationaux</li> </ul>	<p>Pour la conceptualisation, espace de travail animé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des institutions publiques</li> <li>- des consultants</li> <li>- la chefferie traditionnelle</li> <li>- le mouvement associatif dont la Cellule de Liaison des Associations Féminines</li> <li>- les religieux et</li> <li>- les bénéficiaires</li> </ul> <p>Pour l'implémentation, collaboration active entre les délégués provinciaux des différents ministères impliqués et les ONG</p>

Tableau 5: Récapitulatif des constats liés aux interventions

A woman with dark hair, wearing a red dress with a white geometric pattern, is shown in profile, measuring a piece of fabric. She is holding a blue measuring tape and a blue marker. The background shows a sewing workshop with a sewing machine and a window with white blinds.

# IX.

## Axes de progrès

## IX. Axes d'intervention et acteurs clés d'un processus d'autonomisation de filles et de jeunes femmes

Les composantes du cadre de référence souhaité ont été élaborées à partir de jalons ci-après précisés.

### IX.1 Typologie des Interventions du projet SWEDD

La catégorisation des interventions repérées a été réalisée sur la base de trois paliers de la théorie actuelle de changement de Plan International relative aux compétences et opportunités pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes. Il s'agit de domaines d'investissement clés, des séquences marquantes des interventions et leurs finalités ainsi que de la partition jouée par différents acteurs.

### IX.2 Classification selon les domaines d'investissements clés

Les domaines d'investissement clé renvoient à l'acquisition de compétences fondamentales et complémentaires en matière d'autonomisation des filles et des jeunes femmes. Le développement d'un environnement propice, l'inclusion financière et le soutien de la communauté sont également des aspects clés dont il faut tenir compte.

#### IX.2.1 Compétences fondamentales de base

Elles tiennent aux compétences de vie, celles relatives aux habiletés professionnelles et entrepreneuriales ainsi qu'au soutien communautaire.

##### IX.2.1.1 Compétences de vie

Elles forment le socle d'une autonomie renforcée et le gage d'une participation effective des femmes aux actions sociales. Les compétences de vie sont cruciales pour l'autonomisation des femmes, renforçant leur confiance, leur expression, et leur prise de décisions éclairées notamment pour ce qui est de leurs droits et choix. Elles acquièrent la capacité de poursuivre leurs objectifs personnels et professionnels, de gérer leurs finances, et de se sentir en sécurité en public. La valorisation personnelle et la participation égale dans les décisions familiales et communautaires sont également favorisées.

##### IX.2.1.2 Compétences professionnelles et entrepreneuriales

Elles englobent une série d'habiletés pour réussir dans le monde des affaires et de l'entreprise, qu'il s'agisse de l'analyse des opportunités de marché pour guider la prise de décision stratégique ou de l'élaboration d'analyse de rentabilité pour évaluer la viabilité des projets.

La mise en réseau est une compétence cruciale pour établir des relations professionnelles fructueuses et des partenariats stratégiques, créant ainsi des opportunités pour la croissance des entreprises. Parallèlement, le soutien à la formalisation ou au démarrage est important. Il facilite l'accès aux marchés, au financement et à la protection des droits des entrepreneurs.

##### IX.2.1.3 Soutien communautaire

Le soutien communautaire pour l'autonomisation des jeunes filles vise, par des actions de communication et de sensibilisation, à éliminer les barrières sociales et économiques, à briser les stéréotypes de genre et à créer un environnement où elles peuvent prendre des décisions éclairées sur leur avenir.

### IX.2.2 Compétences essentielles et complémentaires

Elles se réfèrent aux capacités fournies aux jeunes pour créer leur propre entreprise ou s'organiser de façon efficace pour être salarié.

### IX.2.2.1 Entrepreneuriat des jeunes (travailleurs indépendants)

Il s'agit d'apprécier dans quelle mesure les jeunes, en particulier les jeunes femmes, explorent les possibilités de travail décent de leur choix, qu'il s'agisse d'un emploi salarié ou indépendant.

### IX.2.2.2 Emploi des jeunes (salariés)

L'emploi est un pilier clé de l'autonomisation, avec une analyse des opportunités de marché guidant les choix professionnels. L'aide à la préparation au travail développe les compétences nécessaires pour réussir professionnellement. La recherche d'emploi et le placement ciblés connectent les individus aux opportunités alignées sur leurs compétences. La formation sur le lieu de travail favorise le développement et l'adaptation de compétences professionnelles. Elle sensibilise également l'employeur sur les spécificités propres aux filles et aux femmes. Ensemble, ces éléments créent une voie vers le succès personnel et la contribution au développement économique.

## IX.2.3 Environnement favorable

L'efficacité des interventions en faveur des adolescentes et des femmes est tributaire de la création d'un environnement. Il repose sur deux piliers essentiels :

- des milieux de travail décents et respectueux de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le secteur privé
- des lois, politiques, budgets et services en lien avec le travail décent.

### IX.2.3.1 Milieux de travail décents et respectueux de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le secteur privé

Il s'agit, d'une part de la contribution des entreprises du secteur privé au respect des principes du travail décent pour les jeunes, en particulier les jeunes femmes et d'autre part, à la mise en pratique desdits principes.

### IX.2.3.2 Lois, politiques, budgets et services en lien avec le travail décent

Les cadres juridiques et réglementaires gagnent à créer un écosystème équitable où les jeunes femmes peuvent accéder à des emplois décents, bénéficier de conditions de travail justes et contribuer au développement de leur propre potentiel.

## IX.2.4 Développement de l'inclusion financière en lien avec les interventions économiques

L'établissement de passerelle entre le développement de l'inclusion financière et les interventions au profit de l'autonomisation économique des adolescentes et des jeunes femmes leur permet d'accéder à des ressources financières, de gérer leurs finances et de participer activement à l'économie. Cela suppose qu'elles bénéficient d'un programme d'éducation financière ; qu'on leur facilite l'accès aux services financiers pour les projets qu'elles portent et qu'elles soient effectivement accompagnées dans un contexte de promotion de l'équité.

## IX.2.5 Interventions spéciales et complémentaires dans le contexte humanitaire

Les crises sanitaires et/ou sécuritaires influencent la mise en œuvre des initiatives d'une façon générale. Cela implique des réponses appropriées surtout quand il s'agit des filles et des jeunes femmes.

## IX.3 Classification selon le parcours et la finalité de l'intervention

Les interventions visant à autonomiser les femmes s'appuient sur des séquences soigneusement élaborées pour assurer un succès durable. Ces dernières constituent les maillons d'un processus cohérent et progressif vers l'autonomie économique en comprenant :

- les besoins du marché
- en établissant des partenariats solides
- en fournissant des compétences adaptées et
- en offrant un soutien continu

Les initiatives mises en œuvre ont pour finalité de créer des opportunités concrètes et durables pour les femmes, les aidant ainsi à réaliser leur plein potentiel.

### **IX.3.1 Analyse du marché de l'emploi**

L'analyse du marché de l'emploi pour l'autonomisation des adolescentes et jeunes femmes consiste en une évaluation de la demande en compétences recherchées par les employeurs et des atouts des jeunes femmes afin d'élaborer des programmes adaptés pour pallier les lacunes et les obstacles à une intégration professionnelle réussie.

#### **IX.3.1.1 Analyse de la demande**

L'analyse de la demande en emploi pour l'autonomisation des adolescentes et jeunes femmes se concentre sur les statistiques spécifiques au genre pour situer leur position relativement au marché du travail. Elle explore les taux d'emploi, les salaires, les types d'emplois, l'accès à des postes qualifiés et les conditions de travail pour mettre en lumière les inégalités. Par ailleurs, cette analyse examine la segmentation du marché du travail, la disponibilité de services de garde d'enfants et les stéréotypes de genre liés aux emplois, offrant une vision complète des obstacles à leur participation équitable.

#### **IX.3.1.2 Analyse de l'offre**

L'analyse de l'offre en emploi pour l'autonomisation des adolescentes et jeunes femmes explore les entreprises acquises à la cause de l'égalité professionnelle et salariale. Elle met en évidence les services d'accès tels que crèches et transports. Elle examine la participation des femmes à travers la chaîne de valeur et la segmentation sectorielle par l'identification des opportunités à forte valeur ajoutée et des secteurs porteurs. En parallèle, cette approche marque un intérêt pour les politiques publiques nationales et locales en faveur de l'emploi des femmes, tout en identifiant les programmes préexistants à même de promouvoir l'autonomisation économique des jeunes femmes.

#### **IX.3.1.3 Analyse sociale et sociétale**

L'analyse sociale et sociétale pour l'autonomisation des adolescentes et jeunes femmes porte sur les rôles domestiques de genre, les stéréotypes liés à l'emploi, et les obstacles tels que le transport, la sécurité et les responsabilités domestiques au sein des foyers. Une telle lecture débouche sur l'identification aussi bien des barrières socio culturelles que des jeunes femmes vulnérables : sans emploi, en décrochage scolaire, mères célibataires, migrantes ou victimes de mariages précoces. Elle vise à mettre en relief les normes patriarcales et à élaborer des stratégies ciblées en vue de la sélection et de l'autonomisation des femmes par le marché du travail.

### **IX.3.2 Construction de partenariats stratégiques**

#### **IX.3.2.1 Identifier et bâtir des partenariats stratégiques**

L'identification et la construction d'un ensemble de partenariat stratégique reposent sur l'assurance que les partenaires sélectionnés intègrent une perspective de genre et soutiennent activement l'emploi des jeunes filles. Ils s'efforcent d'assurer la sensibilisation et la formation des partenaires aux enjeux de genre, de l'emploi décent et de la lutte contre le harcèlement sexuel. La disponibilité de ressources financières en est un élément essentiel. La négociation promeut l'intégration de ces dimensions cruciales au sein des politiques de ressources humaines et de recrutement des partenaires. C'est un facteur clé pour un environnement propice à l'autonomisation et à l'épanouissement professionnel des jeunes femmes.

#### **IX.3.2.2 Conduire une stratégie de sensibilisation et de plaidoyer**

Cette démarche repose sur la mise en place d'un dispositif d'informations et de promotion de l'emploi des jeunes femmes. Il vise à éradiquer les stéréotypes de genre liés à l'emploi par la collaboration avec divers acteurs : les entreprises et les partenaires de l'emploi, les familles, les décideurs et le grand public. Cette approche inclusive intègre spécifiquement les jeunes et les communautés en tant que "facilitateurs de genre" ou mobilisateurs communautaires. Il est visé, in fine, la création d'un mouvement collectif pour surmonter les barrières de genre et favoriser une participation équitable des jeunes femmes sur le marché du travail.

### **IX.3.3 Préparation en vue de la réussite du programme de renforcement des compétences d'employabilité des jeunes filles et femmes**

#### **IX.3.3.1 Élaboration/ adaptation du curriculum des formations**

Elle vise à sensibiliser les formateurs aux enjeux de genre et à l'importance d'une orientation professionnelle équitable. Elle tient compte des normes locales de genre dans la démarche méthodologique et les outils pédagogiques pour créer un environnement d'apprentissage culturellement adapté. Cette démarche supprime les stéréotypes de genre des objectifs, manuels et contenus de formation. Elle met en avant des modèles de réussite masculins et féminins. Elle façonne de ce fait une éducation et une formation équilibrées, préparant les jeunes femmes à s'engager pleinement dans le monde professionnel.

#### **IX.3.3.2 Mobilisation et sensibilisation des jeunes et de leur communauté**

Cette approche met en avant des modèles de réussite féminine, forme des groupes de "gender facilitators" au sein des jeunes pour sensibiliser les communautés et transmettre aux familles, leaders communautaires et religieux, l'importance de l'autonomisation économique des jeunes femmes. Elle a pour finalité le changement d'attitudes et de comportements au profit de ces dernières en vue d'une vie professionnelle épanouie.

#### **IX.3.3.3 Information et conseil aux jeunes et à leur famille**

Ce processus repose sur une communication transparente des contenus de formation et des opportunités offertes. Il favorise un dialogue continu et une capacité de négociation affermie pour répondre aux questions et inquiétudes. Il promeut la parité dans les groupes de mobilisation communautaire pour à la fois créer une compréhension partagée et ouvrir des voies vers l'égalité de participation sur le marché du travail.

#### **IX.3.3.4 Identification et inscription des jeunes**

L'identification et l'inscription des jeunes filles marquent le début d'un processus de déconstruction des stéréotypes de genre liés aux métiers, priorisation des jeunes filles vulnérables. Il s'agit de mettre en lien l'éventail des offres professionnelles et les intérêts individuels des bénéficiaires.

#### **IX.3.3.5 Orientation professionnelle**

L'orientation professionnelle est le procédé au moyen duquel le programme facilite aux bénéficiaires la compréhension des débouchés des différentes formations qui leur sont proposées. Elle combine divers éléments (offre d'opportunités professionnelles et de carrières, témoignages concrets et inspirants de professionnelles) dans l'optique d'aider les adolescentes et jeunes femmes à faire des choix éclairés pour s'épanouir dans leur carrière.

#### **IX.3.3.6 Mise en situation professionnelle**

Elle se résume à encourager les jeunes femmes à effectuer des journées d'observation au sein d'entreprises notamment dans des secteurs non traditionnels.

### **IX.3.4 Acquisition des compétences d'employabilité des jeunes filles et femmes**

C'est une approche multidimensionnelle qui se matérialise à travers des formations professionnelles pour des emplois salariés et la création d'entreprises. Elle repose aussi sur des formations en compétences de vie qui renforcent les capacités des jeunes filles et des femmes à relever les défis personnels et professionnels. Les stages d'apprentissage de courte durée enrichissent leur expérience, tandis que les certifications valident leur expertise pour le marché du travail.

#### **IX.3.4.1 Formation professionnelle en vue d'un emploi salarié**

Cette action promeut la mixité des métiers, la nécessité d'adapter les horaires et infrastructures aux contraintes des jeunes femmes. Elle offre un soutien renforcé avec des cours supplémentaires ainsi qu'un suivi pour prévenir les décrochages. Elle sensibilise également sur le droit du travail, l'emploi décent et la lutte contre le harcèlement sexuel, préparant ainsi les jeunes femmes à une carrière épanouissante.

#### **IX.3.4.2 Formation professionnelle en vue d'une création d'entreprise**

Elle favorise l'accès aux crédits et à des formations non stéréotypées, promouvant des secteurs porteurs pour tous. Cette démarche s'adapte aux besoins des jeunes femmes en ajustant les horaires et les infrastructures des centres de formation. Elle renforce également le soutien en sensibilisant l'entourage et la communauté, créant ainsi un environnement propice à leur succès entrepreneurial.

#### **IX.3.4.3 Formation en compétences de vie**

Elle propose des ateliers mixtes et non mixtes pour discuter du genre, des rôles, du pouvoir, du partage des tâches, de la santé et de l'autonomisation des femmes. Ces ateliers renforcent également la confiance en soi, la communication et la prise de parole en public. Cette démarche renforce les habiletés interpersonnelles des jeunes femmes et les prépare à exceller professionnellement.

#### **IX.3.4.4 Apprentissage (stage de courte durée)**

Il repose sur le soutien financier aux bénéficiaires des différentes formations à travers l'établissement des partenariats avec des entreprises conscientes de l'enjeu et l'octroi de bourses. Il garantit également que les entreprises d'accueil offrent un environnement de formation favorable, avec des mentors, des locaux adaptés et des horaires convenables, créant ainsi une opportunité concrète pour développer des compétences professionnelles.

#### **IX.3.4.5 Certification**

Cela revient à soutenir et suivre plus spécifiquement les jeunes filles avec la possibilité de leur offrir une seconde chance ou de rattrapage en cas d'échec afin de s'assurer qu'elles accèdent à une certification de formation. Elle consiste en une validation du savoir et des différentes compétences apprises par les bénéficiaires aux programmes.

### **IX.3.5 Accompagnement et recherche d'emploi (emploi salarié ou auto-emploi)**

L'accompagnement et la recherche d'emploi offrent un soutien pour accéder à des emplois salariés ainsi que pour créer des entreprises.

#### **IX.3.5.1 Appui à la recherche et l'accès à un emploi salarié**

Un tel processus vise à effectuer un plaidoyer pour établir des conditions de travail favorables. Cela suppose des aménagements (transport sécurisé, toilettes séparées, horaires flexibles) des mesures de sécurité renforcées et un suivi des bénéficiaires.

#### **IX.3.5.2 Appui et soutien à la création d'entreprise**

Il consiste à mettre en place un système de tutorat/mentorat avec des rôles-modèles féminins, capables d'orienter, de conseiller et de suivre les jeunes filles dans leur création d'entreprise.

#### **IX.3.5.3 Suivi et maintien dans l'emploi**

Il se réfère aux services de soutien, y compris financier, pour accompagner les filles et les jeunes femmes dans leur parcours professionnel. Le réseautage, en créant des liens avec d'anciens employés, offre des conseils recèlent de précieuses opportunités.

#### **IX.3.5.4 Suivi et services de soutien, notamment financier**

Les services de suivi et de soutien dont les programmes de bourses, de garde d'enfant et d'aide financière sont essentiels pour l'autonomisation des adolescentes et jeunes femmes. Il est crucial de veiller à leur accès au crédit, à la diversité des financements et au contrôle de leurs ressources, tout en proposant des services adaptés aux plus vulnérables. Les services financiers devraient également faciliter l'accès à la formation par le biais de bourses et de subventions.

#### **IX.3.5.5 Réseautage / Réseau des ancien-nes**

Il s'agit de créer des réseaux, impliquant les filles et les garçons en vue de faciliter la circulation de l'information.

## **IX.4 Classification selon les acteurs intervenants dans les domaines d'investissements clés**

L'autonomisation des jeunes vulnérables, spécialement les jeunes femmes, implique une coopération entre divers acteurs. Au tableau de ces derniers, on peut inscrire les jeunes filles et les femmes elles-mêmes, les familles et les leaders communautaires (traditionnels & religieux) ; la société civile, le secteur privé, les fournisseurs de formation et les acteurs publics.

### **IX.4.1 Jeunes vulnérables et exclus, notamment les jeunes femmes**

Le projet SWEDD a pour cible principale les Adolescentes et Jeunes Femmes (AJF ; 15-24 ans) en situation de vulnérabilité extrême. Leur condition en général et au Sahel en particulier est critique en ce qui concerne notamment la capacité d'agir, l'éducation et l'autonomie économique. L'adhésion aux objectifs du projet par les AJF participantes et leurs pairs dans leurs communautés est donc nécessaire pour conduire efficacement les différentes interventions qui leur sont destinées. Cela passe entre autres par une analyse pertinente de leurs besoins afin que le but visé corresponde aux aspirations des participantes et qu'elles puissent bâtir et développer les compétences pertinentes axées sur le marché et poursuivre les opportunités pour les emplois décents de leur choix.

### **IX.4.2 Familles & communautés (y compris leaders traditionnels & religieux)**

La famille et la communauté en Afrique et particulièrement au Sahel influencent les choix dans la vie des individus. La position traditionnellement dévolue aux femmes les place généralement sous l'autorité d'abord de leur père puis de leur mari et, plus généralement, de la famille. Atteindre les AJF dans ces communautés implique d'obtenir l'assentiment de leurs tuteurs/maris. À un niveau supérieur, les leaders traditionnels et religieux font figure d'autorité dans les communautés des régions ciblées. L'influence et le pouvoir qu'ils détiennent sur le comportement et les choix des membres de leurs communautés les rendent incontournables pour le succès de toute initiative. En les incluant dans le processus, le but est de leur faire adopter des normes et des pratiques positives et appuyer les jeunes femmes pour qu'elles continuent à développer leurs compétences et saisir les opportunités d'emploi décent.

### **IX.4.3 Société civile (OCB/ONGs, organisations de jeunes, alliances OSC)**

Les membres de la société civile jouent un rôle clé dans la programmation et la mise œuvre d'interventions à visée d'autonomisation des AJF. Véritable pont entre les bénéficiaires et les PTF publics et privés, ils sont au plus près des communautés et constituent des partenaires de taille pour promouvoir les opportunités de renforcement de capacités, d'emplois décents et fournir/appuyer les opportunités pour l'emploi et l'entrepreneuriat des participantes.

### **IX.4.4 Secteur privé (employeurs, institutions financières, société)**

Véritables moteurs du monde économique, les acteurs du secteur privé constituent une porte d'entrée et une source d'informations cruciales pour le succès d'initiatives à visée d'autonomisation économique. Que ce soit en amont, pour effectuer une analyse pertinente du marché ou en aval, pour fournir des opportunités d'emplois décents et des services financiers adéquats, tout projet en lien avec l'autonomisation économique des AJF, pour être efficace, doit compter avec eux.

### **IX.4.5 Fournisseurs de formation (acteurs publics, acteurs privés, ONGs)**

Pour atteindre l'objectif de faire acquérir aux participantes du SWEDD les différentes compétences requises, des fournisseurs de formations ont été contractualisés. L'objectif était de fournir des formations pertinentes et accessibles et sensibles au genre pour l'emploi et l'entrepreneuriat des participantes.

### **IX.4.6 Gouvernement (législateurs/décideurs politiques, les organismes gouvernementaux concernés)**

Les gouvernements des pays SWEDD étant les initiateurs du projet, ils y ont joué un rôle central. Leur implication a été effective tout le long du processus. Cela a notamment permis d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des réglementations plus sensibles au genre et encourageant l'autonomisation économique des AJF.



X.

# Interventions "non SWEDD"

## X. Interventions "non SWEDD"

Une liste d'interventions a été constituée. Trente-cinq (35) interventions ont été pour le moment répertoriées et traitées. Elles sont ci-après énumérées.

### BURKINA FASO

1. Femmes Entreprenantes et Citoyenneté,
2. Projet d'Appui au développement intégré de la filière karité pour l'autonomisation économique des femmes (PADIFK),
3. Projet d'Investissement Communautaire en Fertilité Agricole. (PICOFA),
4. Projet d'Appui au Développement Local (PADL - CLK),
5. Appui au Développement de l'Anacarde dans Le Bassin de la Comoe pour La Redd+ (PADA/REDD+).

### COTE D'IVOIRE

6. Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI),
7. Women for Change Cohorte 1 et 2,
8. Appui à l'engagement soutenu des femmes dans la consolidation de la paix et la sécurité à l'Ouest de la Côte d'Ivoire (SWEEP),
9. Les femmes et les jeunes filles, actrices de la prévention des conflits à travers l'alerte précoce et les réseaux d'information,
10. Appui à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des OMD : composantes 1&2,
11. Appui à l'autonomisation des femmes de la filière karité.

### MALI

12. Renforcement de la résilience des groupements de femmes productrices et des communautés vulnérables aux changements climatiques au Mali ou « Projet Mali-Femmes »,
13. Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou,
14. Gender Equality and Women's Empowerment - Programme II (GEWEP II) Égalité des sexes et l'autonomisation des femmes Programme II,
15. Autonomisation de la femme à travers l'accès au financement et l'épanouissement de l'enfant,
16. Autonomisation des femmes au Mali,
17. Lutte intégrée contre la malnutrition chronique au Mali,
18. Autonomisation économique des femmes dans la filière Karité (PAEFFK),
19. Appui à la mise en œuvre du programme national plateformes multifonctionnelles,
20. Appui au renforcement de l'équité hommes-femmes pour la réduction des disparités économiques et sociopolitiques (PAREHF3),
21. Appui à la promotion des femmes et à l'allègement de la pauvreté.

### MAURITANIE

22. Renforcement du leadership des femmes dans la prévention et lutte contre l'extrémisme violent, à travers la participation à la justice pénale, la promotion de la cohésion sociale et de l'identité culturelle,
23. Appui aux ONG mauritaniennes afin d'intégrer une approche d'égalité entre les genres dans leur travail et de mener des activités de plaidoyer pour les droits des femmes Haratines.

**NIGER**

24. Filière des farines infantiles dans 6 pays SWEED et au Niger en particulier,
25. Renforcement des capacités des femmes membres des groupements féminins de Ouallam en gestion financière,
26. Appui à la formation professionnelle des femmes et jeunes filles,
27. Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) et de financement des micro-projets des filles et femmes,
28. Appui matériel aux femmes membres de groupements féminins de la commune de Ouallam.
29. Initiative genre et marché à travers les travaux FFA (food For Assets) communément appelé (assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs),
30. Apprentissage, encadrement et suivi du processus de la mise ne place d'une caisse, d'épargne insérée de la tontine localité et auto-gérée par les femmes,
31. Augmentation des revenus des femmes à travers la mise en place de la plateforme multifonctionnelle,
32. Action pour la réduction de la pauvreté afin d'améliorer les conditions et la position des femmes.

**TCHAD**

33. Réduction de la Pauvreté et d'Actions en Faveur des Femmes (REPAFEM),
34. Autonomisation des femmes et des jeunes,
35. Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT).

La matrice de la page suivante restitue des informations clés relatives à chaque intervention.

## X.2 Présentation sommaire des interventions non SWEDD

### BURKINA FASO

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Femmes Entreprenantes et Citoyenneté	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Ouagadougou, Bobo Dioulasso	PNUD Burkina Faso	Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le PNUD Burkina Faso a financé le projet à hauteur de 114 908 824 fca</li> <li>- Le Grand-Duché du Luxembourg a apporté une contribution de 523 871 120 fca</li> </ul>	Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	<p>L'objectif général de ce projet est d'améliorer la viabilité des entreprises créées par les jeunes et les femmes à travers l'appui des incubateurs et faire de ces jeunes et femmes des entrepreneurs ayant une fibre civique et citoyenne. Il s'est concrétisé à travers les activités ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à la disposition des jeunes des ressources physiques et virtuelles pour le renforcement de leurs capacités en vue de faciliter leur employabilité et insertion dans le tissu économique national,</li> <li>- Promouvoir auprès de la jeunesse les valeurs de citoyenneté, de civisme, de paix, de volontariat et de bénévolat à travers le socle du patrimoine culturel du pays,</li> <li>- Mettre en œuvre la solution entrepreneuriale par la valorisation des éléments d'un « écosystème intégré » comprenant, les jeunes et les femmes porteurs d'initiatives. La durée est de juillet 2018 à juin 2020. En termes de valeur ajoutée, le projet a contribué à l'accompagnement, la création et la dynamisation d'entreprises au profit des participants constitués de jeunes et de femmes des localités d'intervention.</li> </ul>
Projet d'Appui au développement intégré de la filière karité pour l'autonomisation économique des femmes (PADIFK)	<p>Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi</p> <p>Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers par le truchement de la mise en relation avec les services</p>	Mouhoun, Banwa	Banque Africaine de Développement	Unité Nationale de Mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé (UNMO/CIR) du Ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat	Fonds d'Assistance au secteur Privé Africain (FAPA) Gouvernement	Banque Africaine de Développement (BAD)	<p>Le PADIFK a pour objectif général de renforcer les capacités de l'organisation faitière de la filière karité au Burkina Faso et d'accompagner le développement de 100 organisations les plus fonctionnelles. Le projet s'est réalisé à travers les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- structurer en organisations faitières et accompagner le développement d'au moins 100 organisations réparties le long de la chaîne de valeur du karité;</li> <li>- favoriser le développement de la filière karité par une approche intégrée tendant à renforcer les capacités des acteurs des différents maillons de la chaîne de valeur, dont 90% des acteurs sont des femmes;</li> </ul>

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice. s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
	financiers/institutions financières et/ou à travers la participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc.						- améliorer l'accès au crédit pour la collecte et la transformation du karité. Les « acteurs du karité » et « participantes » sont essentiellement des femmes et jeunes filles. Prévu pour 3 ans la durée d'exécution du projet a été 3,5 ans. Comme valeur ajoutée, le PADIFK a permis de mettre en exergue l'importance des questions organisationnelles, sociales et économiques et les conditions de pérennisation des activités des promoteurs.
Projet d'Investissement Communautaire en Fertilité Agricole. (PICOFA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi</li> <li>- Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers par le truchement de la mise en relation avec les services financiers/institutions financières et/ou à travers la participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc.</li> </ul>	Gnagna, Komanjari, Gourma, Kompien-ga et Tapoa (Régions de l'Est)	Gouvernement Burkina Faso.	Unité de Gestion du Projet rattachée au Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Halieutiques (MAHRH).	(millions d'UC) - Fond Africain de Développement (FAD) 06,40 Autres sources de financement - FIDA : 9,34 - BOAD : 1,84 GOUVERNEMENT : 1,32 BENEFICIAIRES : 2,18	Unité de Gestion du Projet rattachée au Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Halieutiques - 03 BP 7010 Ouagadougou 03 - Burkina Faso Tél : (+ 226) 50 30 57 42 Fax : (+ 226) 50 30 57 42	"L'objectif sectoriel du Projet est l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté des populations rurales. Les objectifs spécifiques du projet sont la préservation et la restauration du capital sol dans la Région de l'Est. Les principales composantes du projet sont :  (A) Appui à la gestion intégrée de la fertilité des sols, (B) Renforcement des capacités, (C) Gestion du projet. Les activités du projet s'articulent autour de: * Mise en place d'une UGP à Fada N'gourma et deux antennes à Bogandé et Gayeri ; mise en place du personnel-cadre et d'appui ; équipement et fonctionnement de l'Unité ; recrutement des consultants; * Sensibilisation/alphabetisation /formation des populations concernées et des collectivités territoriales;* Préparation du manuel de procédures du FDL; * Signature des conventions; * Préparation des DAO et lancement des; *Réalisation des travaux sur le terrain; * Contrôle des travaux d'infrastructure. Les femmes et les jeunes constituent les groupes cibles du programme". D'une durée de 7 ans, le projet a été clôturé en décembre 1989. "
Projet d'Appui au Développement Local (PADL - CLK)	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	COMOE, KENE-DOUGOU, LERABA	Gouvernement du Burkina Faso	Cellule de Gestion du Projet : placée sous la tutelle du Secrétariat Général du Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources Halieutiques, appuyée par deux antennes dont l'une basée à	Fond Africain de Développement (FAD) Ressources (en million d'UC) - FAD : 15,00 Bénéfici- ciaires : 0,64 - Gouverne-ment : 2,56	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques : Tél : (226) 88 01 92 Fax : (226) 88 03 54"	"Le projet a contribué à la formation et l'alphabetisation des populations, la mise à disposition ou l'acquisition de fourniture d'équipement, ainsi que le renforcement des capacités des producteurs, l'aménagement des terres pour les rendre plus fertiles. La production agrosylvopastorale a augmenté en : - 2010 de 79.084 tonnes de céréales;  - 14480 tonnes d'agrumes;

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice. s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
				BANFORA (Province de la COMOE) et l'autre à ORODARA (Province du KENEDOUGOU).			<ul style="list-style-type: none"> <li>- 22.700 tonnes de mangue et</li> <li>- 1.700 tonnes d'anacarde. 2000 personnes ont été alphabétisées;</li> <li>- une enveloppe de 10 millions de FCFA a été allouée aux communautés villageoises pour l'acquisition de petits matériels comprenant des charrettes, brouettes, pelles, râteliers et pioches;</li> <li>- Le nombre des ménages en dessous du seuil de la pauvreté dans les zones du projet est réduit de 30 % en 2005 à 10% en 2010;</li> <li>- Les revenus des éleveurs ont augmenté de plus de 3 % en 2010</li> </ul>
APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ANACARDE DANS LE BASSIN DE LA COMOE POUR LA REDD+ (PADA/REDD+)	L'implication des collectivités décentralisées dans l'exécution des projets à travers l'approche participative constitue un pilier important de durabilité des actions et iii) l'adoption de principes transparents à travers les outils de gestion des groupements d'intérêts économiques a promu une bonne gouvernance au niveau des structures de gestion des ressources naturelles	Le projet sera mis en oeuvre dans la zone d'intervention de l'Association Wouol dans le bassin de la Comoé qui couvre les régions des Cascades, des Hauts Bassins et du Sud-Ouest. Il touchera 8 provinces des 3 régions	Le projet a été initié en 2013 par des membres de l'association Wouol suite à un appel à proposition du FIP.	Le PADA REDD+ sera sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC).	Le projet PADA/REDD+ est un projet d'investissement financé sous forme de Prêt/Don (PIF), le FAD et le FAPA. Le coût total du projet PADA/REDD+, y compris les imprévus en hors taxes et droits de douanes, est estimé à 10,968 millions de \$US, soit environ 6,446 milliards FCFA	Montant (Millions \$US) - Le Programme d'investissement forestier (FIP); 4,000 - FAD: 1,392 - FAPA: 0,419 - contribution des opérateurs privés: 1,721 Gouvernement: 0,539 - Bénéficiaires: 2,896 Pour un total de: 10,968	L'objectif sectoriel du PADA/REDD+ est de contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural et à l'augmentation de la capacité de séquestration de carbone. L'objectif de développement visé par le projet PADA/REDD+ est de contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural et à l'augmentation de la capacité de séquestration de carbone. Il s'articule autour des trois composantes ci-après: Appui à la production et à la séquestration du carbone; Développement de la chaîne de valeur Anacardes; Coordination et gestion du projet. Le projet est exécuté sur une période de cinq ans (2017 à 2021) par une unité de coordination du projet qui sera logée au sein du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC). Le PADA touchera directement 10 000 producteurs (trices) et transformateurs (trices) membres de l'Association Wouol, des réseaux d'approvisionnement de ANATRANS et SOTRIAB et des associations des transformatrices artisanales. Les participants directs sont les membres des groupements et des cinq unités de transformation de l'Association Wouol au nombre de 2500 membres dont 1300 femmes.

Tableau 6: Sommaire interventions Non SWEDD au Burkina Faso

## CÔTE d'IVOIRE

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI)	Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers par le truchement de la mise en relation avec les services financiers/institutions financières et/ou à travers la participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc.	National	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	CABINET DE LA PREMIERE DAME DE LA REPUBLIQUE	Gouvernement	Gouvernement ivoirien	L'objectif du FAFCI est de permettre aux femmes de la Côte d'Ivoire d'accéder à des ressources financières à coût réduit en vue de créer ou de renforcer des AGR. Entre autres de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- former et sensibiliser les femmes sur la gestion des AGR ;</li> <li>- financer des AGR de plus de femme, grâce à l'implication des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Les bénéficiaires sont :</li> <li>- Les femmes et groupements de femmes Ivoiriennes</li> <li>- Les femmes âgées de 21 ans ou plus</li> <li>- Les femmes ayant un projet d'AGR ou exerçant une AGR.</li> </ul> Le FAFCI a été créé par décret n° 2012-1106
WOMEN FOR CHANGE COHORTE 1 ET 2	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Gueyo	Care International	Synergie Expertise ; Care	Mars Inc. et la Fondation Jacob's	Synergie Expertise	" L'objectif étant d'aider les participantes a) à participer davantage au développement communautaire, b) renforcer leur capacité de leadership et c) contrôler leurs propres revenus. Les principales activités mise en œuvre sont les suivantes : Création et supervision de nouvelles Village saving and loan association (VSLA) ; Liaison les VSLA de Guéyo et financement de leurs microprojets ; Formation à la problématique hommes-femmes et mise en œuvre d'activités liées à l'égalité des sexes (dialogue de couple, discussions de groupe, sensibilisation) ; Formation à l'entrepreneuriat des promoteurs et des membres des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédits (AVEC) etc... Le projet est d'une durée de trente-six mois soit trois ans (2016-2018). Comme valeur ajoutée, le projet a fait naître de nouvelles initiatives en contribuant à la création de groupements avec une forte mobilisation des femmes ; au renforcement de capacités des organisations communautaires. Les participantes de ce projet sont les productrices de cacao et les femmes vivant dans des ménages de producteurs de cacao.
Appui à l'engagement soutenu des femmes dans la consolidation de la paix et la sécurité à l'Ouest de la Côte d'Ivoire (SWEEP)	Prise en compte du contexte d'urgence dans la programmation des interventions	5 départements de l'Ouest à savoir : Guiglo, Bloléquin, Toulepleu, Tai et Tabou.	Gouvernement ivoirien	Exécuté par CARE International qui s'est appuyée sur 02 partenaires de mise en œuvre : Conseil pour l'Assistance Humanitaire et le Développement	Fond des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) d'un montant de 1Million USD	Losseni COULIBALY Coordonnateur du Projet	Le projet a pour objectif global de renforcer la participation des femmes dans les initiatives locales de consolidation de la paix et de la sécurité. 4 résultats majeurs sont visés, notamment : 1) Renforcement du dialogue et de la responsabilité entre les citoyens et les autorités locales sur les questions de sécurité et de paix dans 50 communautés frontalières ; 2) Augmentation de la collaboration sur les questions de sécurité qui affectent le commerce et le renforcement de la confiance entre les femmes et les jeunes de part

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
				(CAHD) et de l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI).			et d'autre des lignes de division ; 3) Les femmes et les jeunes font un suivi actif des initiatives gouvernementales de consolidation de la paix et la sécurité dans les départements ciblés ; 4) Les autorités locales soutiennent d'une manière proactive l'engagement des citoyens dans la consolidation de la paix et la sécurité dans les départements ciblés. Prévu pour une durée initiale de 18 mois, le projet SWEEP a été exécuté sur une période de 20 mois, après avoir bénéficié d'une extension sans coûts de 02 mois (Septembre et Octobre 2018). Il a duré du 6 Mars 2017 au 31 Octobre 2018.
LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES, ACTRICES DE LA PREVENTION DES CONFLITS A TRAVERS L'ALERTE PRECOCE ET LES RESEAUX D'INFORMATION	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi ;	Le projet s'est déroulé dans les zones Nord (Korhogo et Bouna) , Ouest (Man et Duekoué) et Abidjan ( Abobo et Yopougon)	ONU FEMMES et UNICEF en collaboration avec le Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant (MFFE) ont initié le projet	ONU FEMMES et UNICEF Les ONG partenaires : Animation Rurale de KORHOGO (ARK), Caritas Man, CERAP, Génération femmes du troisième millénaire (GFM3), ICTJ, LEADAFRICAINES et WANEP.	ONU FEMMES, UNICEF et Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF)	M. Jean Jacques N'Gbaramou , Chargé de Suivi et évaluation à ONU FEMMES	Dans le cadre du processus de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire, ONU FEMMES et UNICEF en collaboration avec le MFFE ont initié le projet ce projet. Il vise à aborder la thématique de la prévention et la gestion des conflits en impliquant la participation effective des femmes et des jeunes filles. Comme activités : Renforcer le leadership féminin dans les mécanismes d'alerte précoces pour la prévention et la gestion des conflits en milieu communautaire et scolaire ; Les communautés et leurs leaders/ chefs traditionnels sont sensibilisés à la participation des femmes et jeunes filles dans les mécanismes d'alerte précoce ; Les femmes et les jeunes filles sont capables de gérer pacifiquement les conflits et d'agir en tant que médiatrices. Mise en œuvre de Mai 2017 à Novembre 2018 dans le Nord et l'Ouest du pays ainsi qu'à Abidjan en renforçant les rôles des femmes et des jeunes filles dans les mécanismes d'alerte précoce et de consolidation de la paix. Les femmes sont normalement les bénéficiaires et actrices du projet.
D'APPUI A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ET A LA REALISATION DES OMD : COMPOSANTES 1&2	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi ;	Les zones d'intervention du programme sont la zone sud, centre, nord et Ouest. Les cinq zones d'interventions du PARP-OMD Guiglo, Bouaké, Korhogo, Bondoukou et Abidjan.	PNUD	Le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement,	Le budget global du programme est de 17,8 millions USD PNUD : principale source de financement (soit 47%). Le gouvernement ivoirien un (40%) 13% restants représentent (Secteur Minier), de l'UE, la BAD (le FIDA et ONUSIDA).	Gouvernement de la Côte d'Ivoire	"L'objectif du PARP/OMD est de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations et à l'amélioration de leurs conditions de vie, en contribuant ainsi à l'atteinte des OMD notamment de l'OMD 1 (Réduire l'extrême pauvreté et la faim). Le PARP/OMD s'articule autour des trois composantes suivantes : 1) Appui institutionnel pour le renforcement des capacités de planification, de coordination et de suivi-évaluation des actions de lutte contre la pauvreté au niveau de l'administration centrale et au niveau des collectivités territoriales. 2) Appui à la relance et à la diversification des activités au profit des communautés. 3) Facilitation de l'accès à l'Eau potable, aux services énergétiques et à la gestion durable des ressources naturelles. La durée du programme est de cinq (5) ans avec une mise en œuvre en deux principales phases. Les participants directs du programme sont les populations vulnérables organisées en groupements communautaires notamment les jeunes sans emploi, les femmes, les communautés, dans les villages ou dans les quartiers des communes et les participantes indirects la

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
							structure nationale de coordination et de suivi du DSRP, les autres structures de l'administration nationale et déconcentrée, les collectivités territoriales mais aussi les organisations communautaires à la base.
Appui à l'autonomisation des femmes de la filière karité	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Région de Tchologo et Bounkani avec	ONU Femmes, en appui au Ministère de la Femme, de la Famille, et de l'Enfant a initié. L'exécution du projet est assurée par ONU FEMMES en partenariat avec le gouvernement et l'Association FIKACI	Association FIKACI	ONU Femmes avec un budget de 350.000 USD	Association FIKA - CI	L'objectif principal de l'initiative vise à offrir des opportunités aux femmes du secteur agricole pour progresser dans les chaînes de valeur, en vue de contribuer à leur assurer une sécurité du revenu, un travail décent et une autonomie économique. La FIKA-CI a été identifiée par ONU Femme comme partenaire de mise en œuvre pour l'accompagnement de la filière karité à la certification biologique. De manière spécifique, le projet visait à : Renforcer les capacités techniques et matérielles des collectrices ; Renforcer les capacités techniques et matérielles des transformatrices ; Connaître la certification des produits de karité des coopératives qui sont conformes aux normes de qualité requises. 3 résultats sont escomptés: 1) La capacité de production des petites exploitations de la chaîne de valeur karité est améliorée; 2) La connaissance des opportunités de marché par les femmes du secteur karité est améliorée; 3) La culture forte de la gestion axée sur les résultats, de la production de rapports et de la gestion des connaissances est évidente. La réalisation des activités s'est donc faite d'Octobre 2017 à Mars 2019. D'une période de 4 ans, ce projet a prévu soutenir l'autonomisation économique de 40.000 femmes (participantes au projet) dans des chaînes de valeur agricole dont le karité.

Tableau 7: Sommaire interventions Non SWEDD en Côte d'Ivoire

## MALI

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice. s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Renforcement de la résilience des groupements de femmes productrices et des communautés vulnérables aux changements climatiques au Mali ou « Projet Mali-Femmes »	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	10 communes des régions de Koulikoro, Kayes et Sikasso	Gouvernement du Mali	Gouvernement du Mali	République du Mali, PNUD Fonds des Pays les Moins Avancés (LDCF) par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	"Birgit HALLE, Consultant International Salif DOUMBIA, Consultant National"	L'objectif du projet est de « renforcer les capacités d'adaptation des groupements féminins et de producteurs pour sécuriser la production de moyens d'existence contre les impacts des changements climatiques et accroître la résilience socio-économique des communes vulnérables du Mali » Il est développé autour de (2) composantes, déclinées en deux (2) résultats, à savoir : <b>Composante 1</b> : Assurer l'accès à l'eau pour le développement d'activités de subsistance. <b>Résultat 1</b> : Des moyens d'existence et sources de revenus diversifiés et renforcés pour les populations vulnérables des zones ciblées. <b>Composante 2</b> : Les investissements dans des pratiques culturelles résilientes aux changements climatiques et la diversification des revenus pour la production des ménages, la diversification des spéculations agricoles et la nutrition. <b>Résultat 2</b> : L'approche innovante et les technologies durables résilientes au climat, fournies aux paysannes et productrices pour renforcer et sécuriser la production de moyens locaux d'existence contre les impacts climatiques. Mise en place pour une durée de 5 ans ((janvier 2015 à décembre 2019), les principales participantes sont les femmes et les participantes finales ONG locales, services techniques déconcentrés, entrepreneurs).
Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Régions de Tombouctou et de Gao, Mali	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) - Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)	<b>Gouvernement</b> : Ministère de la Jeunesse ; Centre National de Promotion du Volontariat, Ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Ministère de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, <b>Organisation Non Gouvernementale (ONG)</b> : Conseil Régional de la Jeunesse de Gao et Tombouctou,	Fonds pour la consolidation de la paix	Abdoul Wahab Ba Adresse : Badalabougou DP 120 Bamako Téléphone : +223 75 99 78 58 / +223 44 98 03 49  Bashir Condé Adresse: Viennu International Centre Wagramerstr. 5 Téléphone : +45 12b 02ö 3338	Avec pour objectif général le maintien de la stabilité et la réhabilitation post-crise, l'objectif spécifique dudit projet vise à renforcer les capacités et le rôle de 850 jeunes à risques et 700 femmes vulnérables dans le processus de réconciliation, de consolidation de la paix. Les activités principales du projet sont: a) Promouvoir le dialogue, la coexistence, la prévention la résolution pacifique des conflits et la réconciliation nationale par la création/appui aux centres d'écoute la mise en œuvre de maisons d'éducation à la paix, b) Amélioration de l'employabilité des jeunes et des femmes ; par la formation professionnelle répondant aux besoins du marché local de l'emploi, Promotion d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) (entreprenariat, accès au financement), génération d'emplois à court terme pour les jeunes (travaux HIMO fédérateurs) et les femmes, et accroissement des opportunités d'emploi à long terme. (Formations, appui technique et financier). La durée totale est de 36 mois (Janvier 2015 - décembre 2017). Les participants au projet sont les femmes et les jeunes ainsi que les groupements de femmes

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
"Gender Equality and Women's Empowerment Programme II (GEWEP II) Égalité des sexes et l'autonomisation des femmes Programme II"	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	30 communes des régions de Mopti, Ségou et Tombouctou	Care international Mali	Care international Mali	"Le gouvernement norvégien à	30 communes des régions de Mopti, Ségou et Tombouctou	Le but du projet GEWEP est qu'en décembre 2019, 700 000 femmes et filles vulnérables de 15-49 ans des régions de Ségou, Mopti et Tombouctou auront amélioré leurs conditions socio-économiques et politiques et augmenté leur influence sur les processus de prise de décisions à différents niveaux. Le projet était d'une durée de 04 ans (2016-2019). Il vise à autonomiser les femmes et les filles confrontées à la pauvreté, l'inégalité, la violence et l'exclusion sociale pour revendiquer et réaliser leurs droits humains. Les participantes sont les femmes et filles vulnérables âgés de 15-49ans.
Autonomisation de la femme à travers l'accès au financement et l'épanouissement de l'enfant.	Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers (mise en relation avec les services financiers/institutions financières, participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc.)	Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et Bamako.	Le Gouvernement du Mali.	Le ministère de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille à travers ses démembrements et la Banque Nationale de Développement Agricole.	Le gouvernement du Mali	Le ministère de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille.	L'objectif est de financer les activités de développement de l'entrepreneuriat féminin pour consolider la participation des femmes au Développement du Mali. C'est un programme qui s'est étalé sur une durée de 3 ans selon les prêts. Le ministère a octroyé des prêts aux organisations pour réaliser leurs activités génératrices de revenus. Les participantes principales de ce projet sont les femmes
AUTONOMISATION DES FEMMES AU MALI	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Koulikoro	Oxfam	Le projet a été mise en œuvre par Oxfam conjointement avec l'Association d'Appui à l'Auto-Développement Communautaire (AADeC), en collaboration avec le Centre d'Animation Pédagogique2 (CAP) de Baguinéda et le ministère de l'Éducation nationale	Oxfam, (Union des Banques Suisse UBS)	opalenquiries@oxfam.org.uk	L'objectif de ce projet était d'accroître la scolarisation et renforcer la transition de l'enseignement primaire vers l'enseignement secondaire. Les activités mise en œuvre sont entre autre: création de clubs de filles dans chaque école du projet pour mener des activités de sensibilisation à destination des filles en matière de santé reproductive et de violence faite aux femmes ; organisation de réunion avec les parents pour discuter de l'importance de l'éducation des filles ; création d'associations de mères pour mener des activités de formation et de sensibilisation, ainsi que des activités de microfinance pour générer des revenus (AGR). Initialement prévu pour une durée de trois ans, il est lancé en octobre 2011 et s'est terminé en décembre 2015. Les participantes directes sont les adolescentes de 9 à 12 ans. Il ciblait 3 752 filles, dont 2 370 réparties dans les 17 écoles, dans la région de Koulikoro. Les participants indirects sont les Associations de Mères d'Elèves (AME), les Comités de Gestion Scolaire (CGS), les enseignants et communautés des 17 villages

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice. s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Lutte intégrée contre la malnutrition chronique au Mali	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Kayes, Kita et Sikasso	ONG internationale Action Contre la Faim au Mali (ACF)	ACF, en partenariat avec l'Association Malienne pour le Développement Communautaire (AMADECOM) et la Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire (COFERSA).	Affaires mondiales Canada	"ONG, "Action contre la Faim" Monsieur Fanzan Kambiré Monique Goyette	Le Mali, vaste pays continental au cœur de l'Afrique de l'Ouest, couvre une superficie de 1241 238 km <sup>2</sup> , soit environ 1/24ième de la superficie totale de l'Afrique. La situation nutritionnelle reste préoccupante avec un taux de malnutrition alarmants. Selon la SMART 2021 (Enquête Nationale Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Rétrospective Mali). La malnutrition aiguë constitue l'une des premières causes de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans du fait de sa sévérité. La mise en œuvre du projet lutte intégrée contre la malnutrition chronique au Mali pourra donc contribuer à renverser cette situation peu reluisante. Grâce à ce projet, les femmes maliennes participantes augmentent leurs autonomies, pouvoirs décisionnels et économiques afin de pouvoir jouer pleinement leurs rôles au sein de leur ménage et communauté pour faire reculer la malnutrition chronique
D'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUES DES FEMMES DANS LA FILIÈRE KARITE (PAEFFK).	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Sikasso et Koulikoro (au sud), Ségou (au centre) et Kayes (à l'ouest)	Gouvernement du Mali	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), à travers une cellule d'exécution.	Banque Africaine de Développement à travers le Fonds Africain de Développement et le fonds spécial du Nigéria	Minemba TRAORE	"Le présent projet vise à contribuer à l'autonomisation économique des femmes dans la filière karité et à l'augmentation de leurs revenus. Selon le MPFEF, les femmes sont organisées en coopératives de plusieurs tailles et on dénombre plus de 1000 coopératives féminines sur le territoire national dans la filière karité parmi lesquelles 400 coopératives sont ciblées par le projet. D'un coût d'environ 5,6 millions d'UC, le projet s'articule autour de trois composantes, à savoir : 1) la professionnalisation des coopératives de production et de transformation de karité ; 2) l'augmentation de la production de karité en qualité et quantité ; et 3) la gestion du projet. Pour une durée de 5 ans, la mise en œuvre du projet a prévu toucher directement 50 000 femmes des 400 coopératives ciblées dans les zones d'intervention du projet. Les participantes indirectes sont estimées à plus de 800 000 personnes dans les régions de production (acheteurs locaux, grossistes, distributeurs, opérateurs économiques, détaillants, etc.) "
APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME NATIONAL PLATEFORMES MULTIFONCTIONNELLES	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de	La zone d'intervention du projet est constituée des villages de toutes les régions du Mali.	Gouvernement du Mali	Gouvernement du Mali	PNUD, la fondation Bill & Milinda Gates, le Gouvernement du Mali, le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), le Gouvernement du	Gouvernement du Mali	L'objectif global du programme est de consolider et d'élargir l'accès à des services énergétiques de base fournis par le Programme National Plates-Formes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté (PN-PTFM/LCP), comme moyen d'accroissement des revenus et d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, en faveur des populations rurales, notamment les couches féminines. Les participantes du projet sont : les femmes rurales à travers : (i) les structures féminines, les Comités Féminins de Gestion (CFG) ; les communautés rurales ; les communes ; l'Etat malien. Les femmes des villages de toutes les régions du Mali sont les participantes majeures. Elles sont économiquement faibles et exercent moins d'activités

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice. s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
	l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi				Japon, l'Agence Malienne pour le Développement de l'Electrification Rurale (AMADER), certaines ONGS, particuliers et Projets		économiques du fait surtout d'un calendrier assez chargé pour les besoins ménagers de la famille. La durée de l'intervention est de 7 ans (2008 à 2015). Les participants indirects sont estimés à plus de 800 000 personnes dans les régions de production (acheteurs locaux, grossistes, distributeurs, opérateurs économiques, détaillants, etc.).
APPUI AU RENFORCEMENT DE L'EQUITE HOMMES-FEMMES POUR LA REDUCTION DES DISPARITES ECONOMIQUES ET SOCIOPOLITIQUES (PAREHF3)	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi ;	La zone d'intervention de la coopération luxembourgeoise au Mali, région de Ségou et de Yorosso (région de Sikasso)	Gouvernement de la République du Mali	Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MPFFE)	Le projet est financé par le Grand - Duché de Luxembourg avec l'appui technique du PNUD	MPFFE Mme Sylla Fatoumata Coulibaly	Ce projet vise à : Renforcer la base économique de la femme en vue de promouvoir son autonomisation, particulièrement dans les cercles des trois régions ; Renforcer les capacités de la femme pour la pleine jouissance de tous ses droits politiques, juridiques et civiques ; Le projet est mis en œuvre à travers trois composantes/ effets à savoir 1 : Les capacités des femmes dans le domaine économique sont accrues ; Effet 2 : La promotion des droits humains de la femme est assurée ; Effet 3 L'intégration du genre dans le processus de formulation, suivi et évaluation des politiques et programmes de développement nationaux et sectoriels est réalisée. Sa mise en œuvre est pour une durée de 4 ans à partir de 2009. Les principales participantes sont les femmes, les institutions et organisations de femmes.
"APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES ET A L'ALLEGEMENT DE LA PAUVRETE"	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Cinq régions géographiques du Mali (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Mopti et Gao) en raison de vingt villages par région	Gouvernement du Mali	Gouvernement du Mali	Fonds Africain de Développement (FAD) et une contrepartie gouvernementale	Mme A. HAMER, Directeur, OSHD (Poste 2046) et M. J. E. PORGO, Chef de Division p. i, OSHD.1 (Poste 2173).	Le projet a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et de travail des femmes maliennes afin d'accroître leur participation au développement socio-économique du pays et d'alléger la pauvreté des populations. Il comprend quatre composantes : <b>Composante I</b> : Développement des capacités institutionnelles du Commissariat à la Promotion des Femmes (CPF) et des autres structures impliquées dans la promotion des femmes ; <b>Composante II</b> : Programme d'alphabétisation et de post-alphabétisation et formation professionnelle féminine ; <b>Composante III</b> : Développement des AGR et allègement des tâches ménagères ; <b>composante IV</b> : Création du Bureau d'Exécution du Projet (BEP). La durée de mise en œuvre de quatre ans prévus n'a pas été respecté. Ainsi, le projet qui devait prendre fin en août 1999 n'a été achevé qu'en décembre 2002 après 02 prorogations, soit une durée totale d'exécution de 7 ans. Les femmes du Mali sont les participantes de ce projet

Tableau 8: Sommaire interventions Non SWEDD au Mali

## MAURITANIE

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice. s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Renforcement du leadership des femmes dans la prévention et lutte contre l'extrémisme violent, à travers la participation à la justice pénale, la promotion de la cohésion sociale et de l'identité culturelle	Prise en compte du contexte d'urgence dans la programmation des interventions	six régions de la Mauritanie : Nouakchott, Trarza, Hodh El Gharbi, Hodh El Chargui, Guidimakha et Tiris Zemmour	UNESCO	Ce projet est mis en œuvre par l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (ONUDC) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).	Le projet a été financé par le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) pour un budget global de 999 328,64 \$	NA	L'objectif du projet est de contribuer au renforcement du rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent et la promotion de la cohésion sociale, à travers deux stratégies complémentaires et qui se renforçant mutuellement. La première stratégie consiste à intégrer la dimension genre dans la justice pénale pour que la femme puisse être reconnue dans tous ses rôles multiples d'agent d'application de la loi, d'autrice d'infraction, de victime ou de simple témoin, afin de surpasser les stéréotypes genre liés à l'extrémisme violent. La deuxième stratégie consiste à valoriser les rôles traditionnels des femmes mauritaniennes pour en faire des porteuses de message de conciliation et de cohésion sociale, à travers des initiatives culturelles innovantes et attirantes pour les jeunes. Il vise à renforcer le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent et la cohésion sociale, en ciblant principalement les femmes. La durée du projet est de janvier 2021 – juillet 2022 (18 mois). Les participantes au projet sont : Mourchidates; Grands-mères; jeunes; représentant du corps enseignant; représentante de la police et magistrate. Au total 48 personnes dont 36 femmes et 12 hommes
Appui aux ONG mauritaniennes afin d'intégrer une approche d'égalité entre les genres dans leurs travail et de mener des activités de plaidoyer pour les droits des femmes Haratines	* Contribution à travers les actions de plaidoyer à l'amélioration de l'environnement favorable par la promotion de l'emploi décent à travers l'engagement avec le secteur privé et les pouvoirs publics pour créer des conditions pour le travail décent au profit des jeunes filles et femmes  * Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi ;	Nouakchott dans les 9 départements de la capitale	Les OSC SOS-Esclaves et Association des Femmes  Chefs de Familles (AFCF) et des agences internationales Anti-Slavery International	Minority Rights Group International (MRG) et les partenaires locaux (AFCF) et SOS-Esclaves (SOS)	Délégation de l'Union Européenne en Mauritanie	"Mme Aichetou Mint Ahmed, coordinatrice AFCF du projet	L'objectif du projet était de « renforcer les capacités et la participation des femmes Haratines et des organisations de la société civile aux processus de prise de décisions au niveau local, régional et national » Avec un plaidoyer ciblé auprès des décideurs politiques nationaux et internationaux, la Communauté Haratine (CH) pourra faire pression au gouvernement Mauritanien afin qu'il applique les outils contre l'esclavage et ceux promouvant les droits des femmes auxquels ils sont signataires. Les principales activités étaient entrées autres : Une étude de base permettant de recueillir plus de données sur la situation des FH et la double discrimination et les préjugés sociaux qu'elles subissent ; Un atelier de renforcement des capacités pour les partenaires ; Une formation pour les assistantes sociales ; Une formation pour la sensibilisation communautaire, suivie par des réunions régulières au sein des communautés ; Une campagne de plaidoyer nationale et des réunions de plaidoyer avec les décideurs politiques nationaux et internationaux. Le projet a été mis en œuvre de septembre 2011 à juin 2015. Il a majoritairement été financé par la Délégation de l'Union Européenne en Mauritanie. Ce projet devait à l'origine commencer en fin 2010 et durer 3 ans, mais il a subi des retards dans la signature du contrat de subvention, pour des raisons inconnues, et a donc commencé en septembre 2011.

Tableau 9: Sommaire interventions Non SWEDD en Mauritanie

## NIGER

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Filière des farines infantiles dans 6 pays SWEED et au Niger en particulier	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Niamey, Tessaoua (Région de Maradi), Dogon Doutchi (Région de Dosso)	Haut-commissariat à l'initiative 3N (Etat du Niger) et l'Agence Française de Développement (AFD)	Groupements et organisations féminines	Cofinancement Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC), Agence Française de Développement (AFD)	UNICEF - Noel M Zagré, Ndeye Fatou Ndiaye, Anne Sophie le Dain, Ei Hassane KP Tou, Adam Aho.  IRD- Fanny olive, Claire Mouquet Rivier (Coordinatrice) et Nelly Fiorenny.	A partir de l'âge de six mois, il est important de compléter les apports du lait maternel par une alimentation riche en apport nutritionnel dite "complément". Dans ce contexte et étant donné qu'on ne peut pas parler de l'enfant sans pour autant songer à la femme, le gouvernement a décidé à travers l'autonomisation de la femme de former des groupements féminins pour la production et la commercialisation de la farine infantile Misola à travers les 6 unités de productions du pays. Misola est une farine infantile enrichie mis au point par les chercheurs Français et Burkinabé en 1982 et est produite et distribuée au Niger depuis 2007.
Renforcement des capacités des femmes membres des groupements féminins de ouallam en gestion financière.	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Département de Ouallam, région de Tillabery	ONG Femme Action et Développement (FAD)	ONG FAD	Creative Associates International	Bachir, ONG FAD, email: bassirou.ongfad@gmail.com	Cette intervention a pour objectif de renforcer les compétences de Cinquante (50) participantes en Gestion Financière. De façon spécifique il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amener les participantes à : Mieux définir, comprendre, cerner l'importance des notions d'épargne et retrait de part, de crédit, d'intérêt et d'amende ; comprendre l'utilité des parts sociales, des différents types de fonds (fonds social ou de solidarité) et expliquer leur intégration dans les opérations de caisse ;</li> <li>• Comprendre comment se font ces différentes opérations de manière pratique (épargne et retrait de part, octroi de crédit, remboursement de crédit, épargne quotidienne).</li> <li>• Comprendre comment se fait la tenue des documents de gestion : livret individuel, cahier d'épargne et cahier de crédit, cahier de gestion du fonds de solidarité, cahier de gestion de l'épargne quotidienne.</li> </ul>
Appui a la formation professionnelles des femmes et jeunes filles	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Région de Maradi, Zinder, Dosso, et Tillabery au Niger	L'état du Niger à travers ses ministères sectoriels	L'état du Niger à travers ses ministères sectoriels	Banque Mondiale	soumaila	Cette intervention a pour objectif de développer des qualifications professionnelles et entrepreneuriales chez les femmes, jeunes filles, à travers des formations en technique et gestion des AGR. Les participantes sont des femmes et des jeunes filles âgées de 15 à 24 ans, et issues des ménages vulnérables.

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) et de financement des micro-projets des filles et femmes.	Appui matériel et/ou financier aux participantes en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Région de Maradi, Zinder, Dosso, et Tillabery au Niger	L'état du Niger à travers ses ministères sectoriels	L'état du Niger à travers ses ministères sectoriels	Banque Mondiale	soumaila	Cette intervention a pour objectif d'appuyer les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et de financement des micro-projets des filles et femmes afin de leur faciliter une meilleure intégration socioprofessionnelle. Elle a ciblé généralement les femmes/ filles âgées de 15 à 24 ans, qui ont été formées dans les filières non traditionnelles (mécanique, électricité bâtiment, menuiserie bois et métallique, réparation moto/auto et cellulaires, installation panneaux solaire) et la couture. Les principales activités autour de cette intervention étaient : (stages pratiques et mentorat, mise en place GIE par filière, services financiers, des appuis conseil et dotation en kit d'installation/fonds de roulement).
Appui matériel aux femmes membres de groupements féminins de la commune de Ouallam.	Appui matériel et/ou financier aux participantes en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Départements de Ouallam, région du Tillabery	ONG Femme Action et Développement	ONG Femme Action et Développement	Creative Associates International	Bachir, ONG FAD, email: bassirou.ongfad@gmail.com	Cette intervention a pour objectif de doter 10 organisations féminines en Kits événementiels (Bâches, chaises en plastiques, nattes, marmites, marmites de coucous traditionnel, plateaux et louches de Cuisines), motopompes et machine à coudre afin d'accroître leur autonomie pour qu'elles puissent s'impliquer et participer activement dans tout le processus local de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité.
Initiative genre et marché à travers les travaux FFA(food for assets) communément appelé (assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs)	Intervention dans un contexte d'urgence pour améliorer les conditions et la position des jeunes filles et femmes	Allakaye(Région de Tahoua), Dan goudaou(Région de Zinder), Felwell et deux autres villages non cités de la commune de Loga(Région de Dosso)	Programme Alimentaire Mondial (PAM) Niger	Programme Alimentaire Mondial (PAM) Niger	USAID	Mathilde Boddaert; mathildeboddaert@hotmail.com; pour la stratégie d'autonomisation de la femme au Niger: r Lisette Caubergs (South Research) et Halimatou Moussa (Consultante indépendante engagée par South Research)	L'initiative d'assistance alimentaire pour la création d'actif productif (FFA) et dont la main d'œuvre est constituée que des femmes, est une idée mise en œuvre par le PAM qui consiste à créer des chantiers de récupération des terres dégradées ou des rétentions d'eaux comme c'est le cas des 3 villages de la commune loga, moyennant un salaire mensuel que perçoit chaque femme et une assistance alimentaire leur permettant de se nourrir et d'être actives sur le chantier. Aussi, l'introduction de la cantine scolaire dans les écoles permet de maintenir les enfants à la l'école et plus précisément les filles ; tout cela pour lutter contre la migration saisonnière opérée par ces femmes et leur assurer une bonne autonomisation.

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Apprentissage, encadrement et suivi du processus de la mise en place d'une caisse d'épargne insérée de la tontine localité et auto-gérée par les femmes	Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers (mise en relation avec les services financiers/institutions financières, participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc.)	NIAMEY; MARADI; DOSSO; TILLABERY; ZINDER	CARE INTERNATION ALE NIGER	CARE INTERNATIONALE NIGER	CARE USA; CARE NORVEGE	Ladoua Ai ABARCHI, Economiste ALI Mahamadou, Consultant	La méthodologie Mata Masu Dubara consiste, à créer et à encadrer dans les villages des petites caisses autogérées d'épargne et de crédit. Inspirée du système de tontine traditionnelle, la méthodologie MMD propose aux femmes de mettre en place un fonds collectif sur la base de cotisations hebdomadaires. Ces cotisations constituent le fonds de crédit du groupement ; les intérêts générés et les cotisations régulières accroissent progressivement l'épargne des femmes.
Augmentation des revenus des femmes à travers la mise en place de la plateforme multifonctionnelle.	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Maradi ; Tahoua ; Diffa ; Dosso ; Agadez ; Tillabéry ; Zinder	PNUD NIGER	PNUD ; ONG DICKO	PNUD NIGER	Représentant Pays PNUD	Il s'agit de l'amélioration de la production agricole, de l'accès à l'eau potable, à l'énergie et à la préservation de l'environnement. Concernant le volet gouvernance/ paix sécurité un effort remarquable a été fait sur le plan juridique et judiciaire.
Action pour la réduction de la pauvreté afin d'améliorer les conditions et la position des femmes.	Intervention dans un contexte d'urgence pour améliorer les conditions et la position des jeunes filles et femmes	Abalak; Tchintabaraden	Organisation des Nations Unies (ONU)	ONG ADESP	Fond Italien pour la migration	Maison des Nations Unies 428, Avenue du Fleuve Niger BP : 11.207 Niamey – Niger Tel : (+227) 80 08 10 98. adama.moussa@ unwomen.org.	Les femmes sont exposées à un risque d'exploitations de servitude et de violence y compris sexuelle et même basée sur le genre. Mais la raison principale est tout autre : le manque d'opportunité pour exercer une activité économiquement viable. Le projet vise à renforcer l'autonomie des femmes et des filles migrantes à travers leur besoin de protection socio-économique dans la région de Tahoua. De façon générale, il a été mis en œuvre durant 18 mois et contribue à une migration sûre en renforçant le leadership des femmes migrantes pour promouvoir la cohésion sociale au sein de la communauté. En guise d'un véritable transfert de compétences plusieurs activités ont été réalisées sur: Le cadre juridique et institutionnel relatif aux droits et protection des femmes et filles migrantes, au niveau international, continental, sous régional et national ; la situation des femmes et filles migrantes sur les VBG et la gestion des conflits ; etc....

Tableau 10: Sommaire interventions Non SWEDD au Niger

## TCHAD

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice.s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Réduction de la Pauvreté et d'Actions en Faveur des Femmes (REPAFEM)	<p>Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi</p> <p>Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers par le truchement de la mise en relation avec les services financiers/institutions financières et/ou à travers la participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc</p>	Les zones rurales des régions du Chari-Baguirmi et du Hadjer-Lamis	Gouvernement du Tchad	Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité Nationale et de la Famille (MASSNF)	<p>6,30 millions d'UC.</p> <p>- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 5,3 millions d'UC</p> <p>- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 0,3 million d'UC</p> <p>- Contribution du Gouvernement : 0,7 million d'UC</p>	Gouvernement du Tchad	<p>L'objectif global du projet était d'améliorer le revenu et les conditions de vie des groupes vulnérables par un accès accru aux ressources productives, un renforcement des capacités d'intervention en matière de réduction de la pauvreté et d'intégration de la femme au développement. "Les différentes actions du projet visaient à mettre à l'abri de la pauvreté les populations vulnérables surtout les femmes... un fonds de subvention et développement social a été mis en place pour fournir des crédits à un taux de remboursement bas. Le projet comprenait quatre composantes : (i) Mise en place d'un Fonds de Développement Social ; (ii) Renforcement des capacités de conception, de coordination et de suivi-évaluation du MASSNF en matière de réduction de la pauvreté et de participation de la femme au développement ; (iii) Renforcement des capacités locales d'intervention des partenaires institutionnels d'exécution du projet ; (iv) Mise en place la cellule d'exécution du projet. Prévu pour 5 ans, les activités du projet ont démarré en janvier 1999 et se sont poursuivis jusqu'en juin 2007, soit 8 ans et demi. Le projet ciblait directement les femmes et ses activités sont orientées vers les groupes les plus vulnérables de la population et le Ministère de l'Action Sociale</p>
Autonomisation des femmes et des jeunes	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi	Département de Kaya et Mamdi (Province du LAC)	CARE International au Tchad	CARE International au Tchad	Département pour le Développement Intégral (DFID) : 561 000 €	CARE International au Tchad	<p>L'objectif général du projet est de contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires les plus impactés par la crise du Lac Tchad, et par les effets du changement climatique. Diverses activités ont été prévues, entre autres nous pouvons énumérer la création d'espaces de dialogue communautaire entre hommes et femmes et entre communautés, entre groupes de femmes et autorités locales sur l'égalité de genre, les dynamiques de pouvoir, etc. pour une modification des comportements ; la formation des femmes et des jeunes sur le micro-entrepreneuriat ; la formation en leadership pour les membres de groupements (AVEC, groupements de producteurs, groupes de femmes, etc.). La durée est de 11 mois (juin 2019 – avril 2020). Le projet a pour cible les mêmes groupes que ceux ciblés par le projet RESILAC, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes (déplacées, retournées, autochtones, etc.);</li> <li>- Les jeunes (18-29 ans), femmes et hommes, victimes des exactions des belligérants ;</li> <li>- Les hommes ;</li> <li>- Les entités / acteurs locaux (habitants/citoyens, collectivités, institutions publiques...)</li> </ul>

Dénomination de l'intervention	Domaine de l'intervention	Villes couvertes	Institution.s initiatrice. s	Organisation.s de mise en œuvre	Source.s de financement	Personne à contacter	Bref résumé de l'intervention
Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT)	Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers par le truchement de la mise en relation avec les services financiers/institutions financières et/ou à travers la participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc.	La province de la Tandjilé	Gouvernement de la République du Tchad & PNUD	PNUD	Gouvernement de la République du Tchad, PNUD, BADEA	Ph. Lebailly ; Djoumé SYLLA et Herman Fumilayo MESSAN	De manière générale, le PADLFIT a pour objectif de contribuer à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion socio-économique des populations par la promotion du développement local durable et d'un secteur financier inclusif à travers trois composantes : (i) Développement local ; (ii) Développement des filières à fort potentiel ; (iii) Inclusion financière et sociale des populations. L'insuffisance de ressources et les effets de la pandémie COVID-19 ont affecté l'exécution des plans de travail (PTA) des trois années d'activités (2019-2021) de la phase pilote. Comme activités il s'agit, entre autres de : la mise en place de cinq (05) centres multifonctionnels de services financiers et l'identification de ménages potentiels bénéficiaires de crédits avec éducation financière ; etc....Ce programme a trois phases couvrant la période 2019 à 2030 dont la première phase arrive à terme le 31 décembre 2021. La première phase est de 4 ans (2018-2021). Signé en mars 2018, c'est en janvier 2019 que le projet a effectivement démarré. Les bénéficiaires finaux sont les populations à la base, les ménages pauvres et vulnérables, les Micros et Petites Entreprises des zones d'intervention. Sa mise en œuvre a débuté dans la province de la Tandjilé et à terme, il sera opérationnel dans les 23 provinces du pays. Parmi ces bénéficiaires, un accent particulier est mis sur les Femmes et les Jeunes économiquement actifs.

Tableau 11: Sommaire interventions Non SWEDD au Tchad

## XI. Conclusion

Les rapports produits sur la cartographie des interventions du SWEDD1 reflètent la variété des initiatives exécutées en vue de l'autonomisation économique des adolescentes et des femmes sélectionnées dans les six (6) pays. Les actions vont de la formation aux compétences de vie et entrepreneuriales à l'accès à des métiers traditionnellement réservés aux hommes, en passant par des opportunités de financement, le soutien communautaire...

Les rapports ont mis en exergue aussi bien la gamme des formations offertes que les conditions de leur déploiement. Un effectif important d'adolescentes et de jeunes femmes ont acquis des compétences essentielles pour créer et gérer leurs propres entreprises. La formation aux techniques de production, de transformation et de conservation des produits locaux recèle un potentiel pour améliorer la qualité des produits et faciliter un accès plus efficace aux marchés.

La possibilité offerte d'exercer des métiers traditionnellement dévolus aux hommes a été une innovation clé. Elle a permis aux femmes d'explorer de nouvelles opportunités de carrière dans des domaines tels que l'électricité, la mécanique, la soudure, la maçonnerie. Le choix pour les métiers traditionnellement féminins (couture, coiffure et restauration) est demeuré une option que certaines participantes ont préféré. Cet éventail de possibilités ainsi que les dispositifs d'accompagnement ont élargi les perspectives des bénéficiaires. Elles ont été informées et guidées sur les opportunités de financement disponibles pour soutenir leurs initiatives entrepreneuriales.

Cependant, des défis persistent en termes d'accès aux ressources financières pour nombre de femmes ; il faut trouver des solutions innovantes et adaptées. Il a été également identifié des contraintes tout au long de la mise en œuvre des interventions : analphabétisme au sein des bénéficiaires ; précarité de la situation sécuritaire dans certaines régions ; dysfonctionnement en matière de planification d'activités et de mise à disposition à temps de divers kits, survenue de la COVID 19...

Des recommandations ont été formulées pour continuer à promouvoir l'autonomisation économique des femmes. Elles vont se traduire par le renforcement de la mise en œuvre des lois et politiques existantes, la lutte contre les discriminations structurelles et culturelles, la promotion de l'égalité des chances et des droits, la sensibilisation sur les stéréotypes de genre, l'amélioration de l'accès à l'éducation, et la coordination entre les acteurs clés. L'importance de la collaboration entre divers acteurs, notamment les institutions internationales, les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile paraît triviale. Elle a cependant été essentielle pour le succès des interventions et demeure pertinente pour en assurer la pérennité.

Les leçons apprises et les recommandations formulées offrent des orientations pour les futures initiatives, commanditées ou non par SWEDD, visant à renforcer davantage l'autonomie des femmes et à promouvoir l'égalité des sexes dans ces pays. En somme, l'autonomisation économique des filles et des femmes semble être tributaire de quelques principes clés :

- l'adoption d'une approche holistique pour la conceptualisation et la mise en œuvre ;
- la coordination efficace par l'implication d'acteurs clés et le recours à des outils adéquats ;
- la volonté continue de surmonter les défis et d'exploiter au mieux toutes les opportunités qui s'offrent.



## XII. Recommandations

Pour maximiser l'impact de ces initiatives, quelques pistes d'intervention ont été suggérées.

Dénomination	Brève description	Responsables	Autres acteurs
Accroître les actions sur les stéréotypes handicapants en matière de normes de genre, le rôle de la femme et les gains socio-économiques liés à son autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les maris/tuteurs et obtenir leur adhésion/accord pour la participation de leurs compagnes aux activités ; cela pourrait passer par la création/animation des espaces sûrs et des clubs de maris/futurs maris eu égard au changement profond de comportements à l'égard des femmes et des filles que ces espaces ont induit,</li> <li>- Assurer la formation et la sensibilisation des leaders communautaires et religieux sur les thématiques du projet avant sa mise en œuvre.</li> </ul>	Pouvoirs publics (Etats et collectivités locales)	- Ménages ou Parents - ONG
Mettre les participantes dans de bonnes conditions d'apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir les actions d'identification civile (émission de cartes d'identité) des adolescents et jeunes, en particulier les femmes et les filles</li> <li>- Adapter les temps de formation selon les métiers</li> <li>- Envisager une période plus longue pour la mise en œuvre des interventions</li> <li>- Tenir compte de l'emploi du temps et du triple rôle des bénéficiaires</li> <li>- Identifier des résidences qui pourraient accueillir les participantes qui n'habitent pas au même endroit que les lieux de formation</li> <li>- Prévoir un appui matériel et financier pour faciliter le suivi, surtout dans les localités difficiles d'accès</li> </ul>	Pouvoirs publics (Etats et collectivités locales)	Centres de formation
Veiller aux conditions inhérentes à l'exercice durable d'activités professionnelles à potentiel d'autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impliquer le secteur privé aux étapes d'élaboration et de mise en œuvre des interventions dans l'optique d'avoir une vision plus exacte des besoins et d'améliorer la programmation.</li> <li>- Du point de vue opérationnelle, les actions ci-après sont requises : <ul style="list-style-type: none"> <li>• prévoir un appui financier et/ou matériel pour soutenir les bénéficiaires des formations dans la création d'AGR et l'exercice de leur métier</li> <li>• mettre en relation les bénéficiaires et les institutions de micro-finance</li> <li>• introduire, par la sensibilisation et la formation, l'approche « AVEC » pour autonomiser les groupements et améliorer l'accès aux services financiers, afin d'assurer la durabilité des activités économiques des femmes/filles</li> <li>• accompagner les communautés dans la création/l'adaptation de structures devant offrir un cadre adéquat, sensible au genre et tourné vers l'exercice d'un travail décent.</li> </ul> </li> </ul>	Pouvoirs publics (Etats et collectivités locales)	- Secteur privé - Organisations Internationales - ONG - Centres de formation
Assurer une meilleure articulation des interventions économiques avec les autres initiatives communautaires	Il est important, dans une logique de package, de lier les compétences de vie, la masculinité positive, la communication sociale et le volet économique dans la gamme de services à offrir pour le changement de comportement et/ou de perception. De ce fait, les participantes pourront ainsi mieux défendre leurs droits, améliorer leur position sociale, mieux assurer leur sécurité et augmenter leur estime d'elles-mêmes.	Pouvoirs publics (Etats et collectivités locales)	- UGP - Secteur privé - ONG

Tableau 12: Recommandations et déclinaisons clés

## XIII. Annexes : Outils de collecte

### Canevas de lecture 1

(Modules de formation, supports de sensibilisation, rapports de formation, rapports de sensibilisation)

#### 1. Références bibliographiques

#### 2. Élaboration et déroulement des modules

L'élaboration a-t-elle pris en compte les besoins et la situation des participantes ?

Si oui, les modules ont-ils été adaptés en conséquence ? Si non, pourquoi ?

Si adaptation, a-t-elle été efficace ?

Si oui, preuves (**témoignages, retours**). Si non, pourquoi ?

Les cadres de formation étaient-ils adaptés aux besoins et à la situation des participantes ? (Cadre physique, horaires, transports, toilettes, gestion des enfants pour les mères, etc.)

Les outils étaient-ils adaptés au niveau des participantes ?

#### 3. Contenu des formations en compétences de vie

##### 3.1 Compétences acquises : les formations ont-elles permis aux filles et femmes de

- Améliorer leur estime d'elles-mêmes (se sentir aussi intelligentes que les garçons et les hommes, savoir qu'elles peuvent réussir à l'école ou au travail au même titre que les hommes, savoir qu'elles peuvent diriger comme les hommes)
- Pouvoir s'exprimer (poser des questions importantes, exprimer leur opinion, remettre en cause et combattre une injustice) à l'instar des garçons et des hommes et face aux adultes
- Connaitre et prendre des décisions par rapport à leur corps (santé sexuelle et reproductive, âge du mariage, consentement)
- Etablir et poursuivre leurs propres objectifs (planifier sa vie personnelle, sociale et professionnelle, avoir du temps à consacrer à ses rêves et activités professionnelles, pouvoir gérer seule son argent)
- Se sentir en sécurité en public (Se défendre et/ou se mettre en sécurité en cas de comportement menaçant, savoir où et comment demander de l'aide)
- Se sentir valorisées (valeur personnelle face aux garçons et hommes, accès aux mêmes informations que les garçons et les hommes, contribution à la prise de décision en famille et en communauté)
- Acquérir les compétences pour vivre et travailler en association et/ou dans le milieu professionnel

##### 3.2 Utilité des compétences : à quoi ont – elles servi ? Quels en sont les effet.s ou résultat.s ?

##### 3.3 Reporter les témoignages contenus dans les documents exploités

#### 4. Contenu des formations professionnelles

##### 4.1 Compétences professionnelles : les formations ont-elles permis aux filles et femmes de

- Acquérir des capacités suffisantes pour exercer un emploi ou une AGR
- Acquérir des capacités suffisantes pour gérer leurs revenus
- Avoir les informations nécessaires pour accéder à des services financiers
- Savoir planifier leurs dépenses et établir un budget
- Savoir chercher un marché et savoir vendre (établir un prix juste et pouvoir le maintenir, négocier, défendre sa position)
- Acquérir des connaissances essentielles en matière de droit du travail et emploi décent (y compris le harcèlement sexuel en milieu professionnel)
- Obtenir un soutien supplémentaire pour celles qui ont eu des difficultés

##### 4.2 Utilité des compétences : à quoi ont – elles servi ? Quels en sont les effet.s ou résultat.s ?

### 4.3 Reporter les témoignages contenus dans les documents exploités

## 5. Soutien à l'orientation professionnelle

### 5.1 Choix du domaine d'activités et accompagnement

Les participantes ont-elles bénéficié d'informations suffisantes pour choisir leurs domaines d'activités ?

Les participantes ont-elles été encouragées à se tourner vers des domaines réputés masculins ?

Quelles sont les raisons qui découragent celles qui ne les choisissent pas ?

Les participantes ont-elles bénéficié d'un accompagnement pas à pas dans l'installation dans les filières choisies ? (Appui dans la recherche et l'obtention d'un emploi, Accompagnement dans la création d'entreprise/AGR)

### 5.2 Quels sont les résultats tangibles de l'accompagnement

### 5.3 Reporter les témoignages contenus dans les documents exploités

## 6. Sensibilisation à l'égard de la communauté

La communauté a-t-elle été sensibilisée autour de la **capacité d'agir** des filles et des femmes ? (Estime de soi, expression, connaissance et contrôle du corps, établissement et poursuite des objectifs, valorisation)

La communauté a-t-elle reçu des informations suffisantes en rapport avec les **droits des filles et femmes** ?

La communauté a-t-elle été sensibilisée sur l'**importance et les avantages de l'autonomisation économique** des filles et des femmes ?

Quels sont les retours/réactions enregistrés suite à la sensibilisation ?

## 7. Sensibilisation et formation à l'égard des garçons et jeunes hommes

Les garçons et les jeunes hommes ont-ils été **pris en compte** spécifiquement dans le processus ?

Ont-ils été sensibilisés sur les **normes de genre défavorables** et le sexisme ?

Ont-ils été outillés pour **remettre en cause les comportements sexistes** face à leurs pairs et aux adultes de leurs familles ? Sont-ils prêts à soutenir leurs pairs qui le font ?

Ont-ils été formés pour **prendre conscience de la valeur et des droits** des filles et des femmes ? (Égalité de droits et de chances)

Ont-ils été encouragés à **rejeter la violence** dans leurs relations avec leurs pairs et avec les filles et jeunes femmes ?

Ont-ils été outillés pour adopter des **pratiques sexuelles saines** (consentement, protection, planification)

## **Canevas de lecture 2**

*(Lois, politiques et stratégies des diverses institutions)*

Cartographie de l'environnement favorable : analyse du contexte en lien avec l'accroissement des opportunités économiques en vue d'un travail décent et de l'autonomisation des femmes notamment celle économique

### Catégorie 1 : Lois et politiques

- Quelles sont les lois et les politiques en lien avec l'accroissement des opportunités économiques en vue d'un travail décent dans l'environnement local qui pourraient avoir un impact sur l'autonomisation des jeunes filles et femmes
- Les lois et les politiques en lien avec l'accroissement des opportunités économiques en vue d'un travail décent dans l'environnement local qui pourraient avoir un impact sur l'autonomisation des jeunes filles et femmes promeuvent-elles les inégalités de genre ou l'égalité de genre ?
- Que fait chaque partie prenante pour influencer qui peut accéder à cette protection ou à ces provisions dans la communauté.

### Catégorie 2 : Prestation de services, pratique institutionnelle et financement,

- Les services qui sont pertinents à l'accroissement des opportunités économiques en vue d'un travail décent bénéficient-ils de financements adéquats ?
- Le financement des services qui sont pertinents à l'accroissement des opportunités économiques tiennent-ils compte du genre et de l'âge dans le contexte local ?
- Quelles sont les pratiques formelles/informelles au sein des institutions chargées de fournir ces services qui permettent aux filles et aux jeunes femmes qui favorisent l'accès à ces services ?
- Quelles sont les pratiques formelles/informelles au sein des institutions chargées de fournir ces services qui permettent aux filles et aux jeunes femmes qui ne favorisent l'accès à ces services ?
- Que vous inspire l'analyse des informations dont vous disposez relativement au genre et à l'âge, pour chaque partie prenante.

### Catégorie 3 : Climat social, économique et politique

- Quels les éléments/actions qui attestent de la volonté politique en matière de l'accroissement des opportunités économiques et /ou les autres interventions communautaires ?
- Quelles sont les idées qui ont dominé le dialogue public (discours officiels, etc.) sur l'accroissement des opportunités économiques et les divergences d'opinions observées ces dernières années ?

## Annexe 2 : collecte des interventions pertinentes en matière d'autonomisation économique des jeunes filles et femmes.

### I. Qu'est-ce qu'une femme économiquement autonome ?

L'autonomisation désigne une stratégie visant à renforcer la capacité d'agir des filles relativement à leur propre vie et leur capacité à influencer les relations et les conditions sociales et politiques qui les touchent. **La capacité d'agir** est la capacité de faire des choix librement, de prendre des décisions sur sa propre vie, et d'agir en conséquence pour réaliser ses propres objectifs. Le renforcement de la capacité d'agir est une composante essentielle de l'autonomisation.

Selon la définition opératoire retenue sur le projet SWEDD, **une femme est autonomisée sur le plan économique** lorsqu'elle possède d'une part, la capacité de réussir et de progresser économiquement et d'autre part le pouvoir de prendre des décisions et d'agir en conséquence :

- Pour réussir et progresser économiquement, les femmes ont besoin des compétences et des ressources nécessaires pour être compétitives sur les marchés, ainsi que d'un accès juste et égal aux institutions financières.
- Pour avoir le pouvoir et la capacité de tirer profit des activités économiques, les femmes doivent avoir les aptitudes de prendre des décisions et d'agir en conséquence et de contrôler les ressources et les profits qu'elles génèrent.

### II. Quand est-ce qu'une intervention peut-elle être qualifiée à fort potentiel en matière d'intervention économique ?

Les interventions pertinentes objet de la présente cartographie seront identifiées à travers des éléments d'appréciations (1 ;2 ;3) ci-après décrits.

#### 4. Domaines d'interventions clés : elles se rapportent aux domaines d'interventions clés ci-après :

- i. Renforcement (Formation) des participantes en compétences techniques, professionnelles, entrepreneuriales et en compétences de vie en vue de l'exercice d'un emploi salarié ou auto-emploi ;
- ii. Facilitation de l'accès des participantes aux services financiers par le truchement de la mise en relation avec les services financiers/institutions financières et/ou à travers la participation à un groupe d'épargne et de crédit, etc.
- iii. Contribution à travers les actions de plaidoyer à l'amélioration de l'environnement favorable par la promotion de l'emploi décent à travers l'engagement avec le secteur privé et les pouvoirs publics pour créer des conditions pour le travail décent au profit des jeunes filles et femmes.
- iv. Prise en compte du contexte d'urgence dans la programmation des interventions

#### 5. Programmation, mise en œuvre et Suivi basés sur les principes de l'approche Genre transformateur. Il s'agit notamment

- vii. Inclure dans l'intervention des activités à même d'identifier et de **déconstruire les stéréotypes** issus des normes de genre spécifiques en lien avec les conditions de vie et la position sociale des jeunes filles et femmes participantes ;
- viii. Renforcer la **capacité d'agir** de celles-ci ;
- ix. Travailler avec et soutenir **les garçons, jeunes hommes** pour qu'ils adoptent des **masculinités positives** ;
- x. Considérer les **filles, les garçons, les jeunes femmes et les jeunes hommes dans toute leur diversité** ;
- xi. Améliorer les **conditions** (besoins quotidiens) et la position sociale (valeur ou statut) des filles et des jeunes femmes ;

- xii. Créer un **environnement favorable** où toutes les parties prenantes travaillent ensemble pour soutenir les adolescentes et les jeunes femmes.
6. **Effets positifs /résultats satisfaisants : il s'agit de disposer des informations en lien avec l'efficacité et les facteurs de succès de l'intervention**
- III. **Quel sera le formulaire à remplir par les Organisations participantes ?** (3 pages au maximum, Police : Arial ; Taille :11). Le formulaire est composé de 16 points ci-après.
1. **Contexte** : 1 paragraphe sur la localisation, le contexte et les besoins/problèmes
  2. **Bref résumé de l'intervention** : 1-2 paragraphes pour donner l'aperçu des objectifs de l'intervention, ses activités clés, sa durée, sa valeur ajoutée et les participantes<sup>53</sup>
  3. **Impact/résultats** : 1-2 paragraphes pour décrire comment l'intervention a résolu le problème en lien avec l'autonomisation économique des jeunes filles et femmes
  4. **Parties prenantes et utilisateurs** : 1 paragraphe pour les énumérer et dire en quelques mots sur le rôle de chaque acteur et /ou les actions en direction de chaque acteur (la cible principale, les familles/ménage ? la communauté ? les fournisseurs de prestation/secteur privé ; le secteur public ?
  5. **Accès au financement et aux services financiers**<sup>54</sup> : comment a -t-il été réglé ?
  6. **Facteurs de succès**
  7. **Défis/gaps** : quelques Bullet points
  8. **Leçons apprises**
  9. **Environnement institutionnel/légal favorisant**
  10. **Efforts de conception ou d'adaptation de l'initiative aux crises sécuritaires, à une pandémie et à l'aide au développement ?** - 1 paragraphe
  11. **Durabilité** : 1 paragraphe
  12. **Innovation/technologie, digitalisation et diffusion/mise à l'échelle des bonnes pratiques** : 1 paragraphe pour mettre en exergue les aspects sus-énumérés.
  13. **Autres informations pertinentes**

<sup>53</sup> Il s'agit des bénéficiaires ou des groupes cibles visés par l'intervention.

<sup>54</sup> Il s'agit du financement qui assure la continuité de l'initiative d'autonomisation, à ne pas confondre avec le budget initial de l'intervention.

## Guide 1 à l'attention de : UGP / Ministères / ONG

<b>RUBRIQUE 1 : ANALYSE DU MARCHÉ DE L'EMPLOI</b>	
1.1-Analyse de la demande	<p><b>1.1.1</b> A-t-on pris en compte la place et la participation des femmes et des filles au sein du marché du travail par le recours aux statistiques sexo-spécifiques suivantes : taux d'emploi formel/informel, temps partiels, salaires, conditions de travail, types d'emplois, accès aux postes de management ?</p> <p><b>1.1.2</b> Une attention a-t-elle été portée sur des faits spécifiques tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la segmentation du marché du travail ?</li> <li>✓ la présence ou non de systèmes de garde d'enfants ?</li> <li>✓ tout autre frein et/ou stéréotypes de genre rattachés à une activité professionnelle ?</li> </ul> <p><b>1.1.3</b> Quelles ont été les mesures prises (inclusion, adaptation) en rapport avec ces deux points ?</p>
1.2. Analyse de l'offre	<p><b>1.2.1</b> L'accès des femmes à l'emploi a-t-il été facilité par l'identification d'entreprises engagées sur l'égalité professionnelle et salariale ainsi que la disponibilité de services précis : crèches, transports, toilettes séparées ?</p> <p><b>1.2.2</b> Quels sont les domaines dans lesquels la participation et la place des femmes ont été considérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ chaîne de valeur dans les différents secteurs économiques ?</li> <li>✓ segmentation du travail au sein des secteurs économiques ?</li> <li>✓ opportunités d'emplois à fortes valeur ajoutée ou dans les secteurs porteurs ?</li> </ul> <p><b>1.2.3</b> Quelle est la place accordée aux politiques publiques nationales et locales orientées vers l'emploi des femmes et l'égalité professionnelle et salariale ?</p> <p><b>1.2.4</b> Quels sont les programmes préexistants voués à favoriser l'autonomisation économique des jeunes femmes retenus pour être analysés ?</p> <p><b>1.2.5</b> Comment cela a-t-il impacté la programmation des interventions ?</p>
1.3. Analyse sociale et sociétale	<p><b>1.3.1</b> Dans quelle mesure a-t-on pris en compte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. la répartition des tâches et des rôles entre femmes et hommes au sein de l'environnement domestique ?</li> <li>b. le poids de l'autorité patriarcale ?</li> <li>c. l'accès et le contrôle des ressources par les femmes ?</li> <li>d. les stéréotypes de genre attachés à l'activité professionnelle des jeunes ?</li> <li>e. les barrières existantes et limitant l'accès à l'emploi des femmes (transports, localisation, conditions de sécurité, manque d'éducation, devoirs domestiques, préférence au fils, fréquence et compatibilité avec l'emploi du temps...) ?</li> </ol> <p><b>1.3.2</b> L'analyse a-t-elle permis d'identifier les jeunes femmes les plus vulnérables ?</p> <p><b>1.3.3</b> Comment cette étape a-t-elle influencé la suite des activités ?</p>
<b>RUBRIQUE 2 : PARTENARIATS STRATÉGIQUES</b>	
2.1. Identifier et bâtir des partenariats stratégiques	<p><b>2.1.1</b> Comment s'est-on assuré que les partenaires ciblés intègrent une approche de genre et soutiennent l'emploi des jeunes filles ?</p> <p><b>2.1.2</b> A-t-il fallu négocier pour que les partenaires intègrent le genre, l'emploi décent et la lutte contre le harcèlement sexuel au sein de leurs politiques de ressources humaines et de recrutement ?</p> <p><b>2.1.3</b> Expliquez les facteurs de succès ou les obstacles rencontrés en cas de négociation, fructueuse ou non.</p>
2.2. Conduire une stratégie de sensibilisation et de plaidoyer	<p><b>2.2.1</b> Quels ont été les objectifs et cibles de la stratégie de la sensibilisation conduite ?</p> <p><b>2.2.2</b> Comment les jeunes et les communautés ont-ils été impliqués dans cette stratégie ?</p> <p><b>2.2.3</b> Quels ont été les résultats obtenus ?</p>

<b>RUBRIQUE 3 : PRÉFORMATION</b> (sensibilisation, recrutement des jeunes, élaboration des programmes et méthodologies de formation)	
3.1. Élaboration/ et/ou adaptation du curriculum des formations	<p><b>3.1.1</b> Quels sont les bases de l'actualisation des connaissances des formateurs-trices de l'équipe ?</p> <p><b>3.1.2</b> Dans quelle mesure a-t-on considéré les normes et pratiques locales en termes de genre dans le format des formations et des méthodologies choisies, ainsi que dans les outils pédagogiques ?</p> <p><b>3.1.3</b> S'est-on préoccupé de ce que les objectifs de formation, les manuels et les contenus soient libres de stéréotypes et qu'ils promeuvent des exemples de réussite masculins et féminins ?</p>
3.2. Mobilisation et sensibilisation des jeunes et de leur communauté	<p><b>3.2.1</b> Y a-t-il eu des « exemples à suivre », des modèles de jeunes femmes ayant réussi, identifiés et mis en avant lors des sensibilisations ?</p> <p><b>3.2.2</b> Avez-vous pu, en amont à la formation, constituer des groupes de facilitateurs genre au sein des groupes de jeunes (jeunes motivés et sensibles aux thématiques de genre pouvant mener des actions de sensibilisation au sein des communautés) ?</p> <p><b>3.2.3</b> Les membres de la communauté (familles, leaders communautaires et religieux) ont-ils été sensibilisés sur l'importance de l'autonomisation économique des filles ?</p>
3.3. Information et conseil aux jeunes et à leur famille	<p><b>3.3.1</b> Comment les parents ont-ils été inclus dans le processus ?</p> <p><b>3.3.2</b> Quel est le mécanisme mis en place pour répondre à l'ensemble des questions ou des doutes ?</p> <p><b>3.3.3</b> Dans quelle mesure a-t-on soutenu la parité dans les groupes d'agents de mobilisation communautaire («community mobilisers») ?</p> <p><b>3.3.4</b> Quelles observations particulières ont été faites suite à cette étape ?</p>
3.4. Identification et inscription des jeunes	Quels sont les faits ayant marqué l'inscription des jeunes filles et femmes ?
3.5. Orientation professionnelle et mise en situation	<p><b>3.5.1</b> En quoi a consisté l'appui- conseil développé au profit des jeunes filles en vue de leur orientation professionnelle ?</p> <p><b>3.5.2</b> Les jeunes filles ont-elles pu bénéficier d'un aperçu in situ des filières proposées ? Si oui, quel impact cela a-t-il eu ?</p>
<b>RUBRIQUE 4 : FORMATION</b>	
4.1. Formation professionnelle en vue d'un emploi salarié	<p><b>4.1.1</b> La formation a-t-elle été un espace de promotion de la mixité et de lutte contre les stéréotypes de genre ?</p> <p><b>4.1.2</b> Comment avez-vous pu adapter les horaires et les infrastructures des centres de formation aux contraintes (accès, transports, sécurité des lieux et des trajets, toilettes séparées, adéquates et en nombre suffisant, système de garde d'enfants...) des participantes ?</p> <p><b>4.1.4</b> Les questions de droit du travail et d'emploi décent, y compris le harcèlement sexuel dans l'emploi ont-elles été abordées ?</p> <p><b>4.1.5</b> Quel était le ressenti général des bénéficiaires et de leurs formateurs.trices au terme de la formation ?</p>
4.2. Formation professionnelle en vue en d'une création d'entreprise	<p><b>4.2.1</b> Quel a été le mécanisme de soutien de l'accès aux crédits et à des formations non stéréotypées, dans des secteurs porteurs tant pour les filles que pour les garçons ?</p> <p><b>4.2.2</b> Comment les horaires et les infrastructures des centres de formation ont-ils été adaptés aux contraintes (accès, transports, sécurité des lieux et des trajets, toilettes séparées, adéquates et en nombre suffisant, système de garde d'enfants...) des participantes ?</p> <p><b>4.2.3</b> Quel a été l'intérêt de la sensibilisation de l'entourage des participantes et de leur communauté en soutien au projet ?</p> <p><b>4.2.4</b> Quel était le ressenti général des bénéficiaires et de leurs formateurs.trices au terme de la formation ?</p>

4.3. Formation en compétences de vie	<p><b>4.3.1</b> Comment la formation en compétences de vie est-elle assurée ?</p> <p><b>4.3.2</b> A-t-il été possible de partager avec les bénéficiaires un répertoire d'acteurs clés, associations, services de santé, services juridiques, dont les jeunes filles pourraient avoir besoin ?</p> <p><b>4.3.3</b> Quels ont été les effets visibles, changements, prises de conscience que vous pouvez rapporter ?</p>
4.4. Apprentissage (stage de courte durée)	<p><b>4.4.1</b> A-t-il été possible de soutenir l'entrée en stage au travers de bourses de stages, de partenariats avec les entreprises sensibilisées ?</p> <p><b>4.4.2</b> Vous êtes-vous assurés que les entreprises d'accueil garantissent un environnement favorable à la formation des jeunes filles (tutrices, locaux, horaires, transports, ...) ?</p>
4.5. Certification	<p><b>4.5.1</b> Comment les jeunes filles ont-elles été soutenues et suivies pour accéder à une certification de formation ?</p> <p><b>4.5.2</b> Y a-t-il eu la possibilité d'une seconde chance ou de rattrapage en cas d'échec ?</p>
<b>RUBRIQUE 5 : ACCOMPAGNEMENT ET RECHERCHE D'EMPLOI</b>	
5.1. Appui à la recherche et l'accès à un emploi salarié	<p><b>5.1.1</b> Un suivi spécifique des jeunes filles est-il assuré ?</p> <p><b>5.1.2</b> Etes-vous entré en dialogue avec l'entreprise pour favoriser la mise en place de conditions de travail décentes et propices au travail des jeunes filles (transport, toilettes séparées, horaires, garde d'enfants, sécurité, ...) ?</p> <p><b>5.1.3</b> Pouvez-vous donner quelques chiffres et retours par rapport aux jeunes filles qui ont effectivement accédé à un emploi ?</p>
5.2. Appui et soutien à la création d'entreprise	A-t-il été mis en place un système de tutorat/mentorat avec des rôles-modèles féminins, capables d'orienter, de conseiller et de suivre les jeunes filles dans leur création d'entreprise ?
<b>RUBRIQUE 6 : SUIVI ET MAINTIEN DANS L'EMPLOI</b>	
6.1. Suivi et services de soutien, notamment financier	<p><b>6.1.1</b> Est-ce qu'il a été proposé des programmes de bourses et/ou des fonds de garantie crédits pour les créatrices d'entreprises ?</p> <p><b>6.1.2</b> Des soutiens comme des programmes de garde d'enfant, une aide aux frais de transport ont-ils été accordés ?</p> <p><b>6.1.3</b> Les jeunes filles ont-elles été suivies dans l'emploi après leur prise de fonction ? Si oui, une attention particulière a-t-elle été portée aux situations rencontrées par elles ?</p> <p><b>6.1.4</b> S'est-on assuré de l'accès au crédit et de la diversité des sources de financement ?</p> <p><b>6.1.5</b> S'est-on assuré que les jeunes filles et femmes ont le contrôle sur les ressources générées ?</p> <p><b>6.1.6</b> Des services sur-mesure adaptés aux besoins et aux contraintes des jeunes femmes les plus vulnérables ont-ils été mis en place ?</p> <p><b>6.1.7</b> S'est-on assuré que les services financiers garantissent également l'accès des jeunes filles à la formation (bourses, subventions, bourses de stages, etc...) ?</p>
6.2. « YEE alumni » / réseau des ancien-nes	Des réseaux de jeunes, impliquant les filles et les garçons et favorisant la circulation de l'information et la mise en réseau ont-ils été créés ?

## Canevas de "l'histoire de vie – projet SWEDD"

### Clarification du concept

"Histoire de Vie - Projet SWEDD", ou "histoire de succès- Projet SWEDD" désigne l'expérience positive d'un.e participant.e capitalisée en vue d'informer sur les effets du projet sur cette personne, notamment son statut social et ses conditions de vie, la dimension économique plus précisément.

L'élaboration des histoires de vie mettra à disposition des modèles de réussite pour inspirer soit des phases ultérieures des projets en cours soit des initiatives analogues dans d'autres contrées.

### Contenu du canevas de restitution des histoires de vie

Il est articulé autour de cinq (5) composantes déclinées en points de collecte auxquels sont reliés des outils ainsi que des sources d'information.

N°	Composante	Informations attendues	Outil	Sources de données
01	Les informations sur le cadre global du projet SWEDD	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Dates de démarrage et de fin</li> <li>2. Localités couvertes et effectif de participant.e.s impactés</li> <li>3. Gouvernance et coordination</li> <li>4. Partenaires et donateurs</li> <li>5. Valeur financière du projet</li> </ol>	Canevas de lecture	Documents du projet/ Données secondaires
02	Les renseignements spécifiques du sous-volet "Accroissement des opportunités économiques" et sur les compétences acquises	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Caractéristiques générales de la communauté ou de la localité</li> <li>2. Activités majeures du volet</li> <li>3. Services et produits</li> <li>4. Critères de choix des participant.e.s</li> <li>5. Implication des participant.e.s dans le projet</li> <li>6. Appréciation par les participant.e.s des compétences reçues</li> </ol>	Interviews semi structurées (voir guide d'entretien avec la participante)	Documents du projet et données complémentaires auprès de l'UGP ou autres partenaires/ONG, Ministères
03	Les informations spécifiques qui expliquent le choix de la participante	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Données démographiques de la participante</li> <li>2. Situation de la participante et/ou de sa famille restreinte avant le projet</li> <li>3. Raisons du choix de cette participante (chacune de la liste)</li> <li>4. Effets /impact du sous-projet sur la participante et/ou sa famille restreinte selon le personnel</li> </ol>	Interviews semi structurées	Documents du projet et données complémentaires auprès de l'UGP ou autres partenaires/ONG, Ministères
04	Les informations spécifiques sur le sujet de l'histoire	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Situation actuelle de la participante et/ou de sa famille restreinte</li> <li>2. Situation avant le projet</li> <li>3. Effets /impact du sous-projet sur la participante et/ou sa famille restreinte</li> </ol>	Photos, vidéos et interviews semi structurées	Sujet de l'histoire
05	Les facteurs de succès, les leçons apprises et les défis	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Compétences entrepreneuriales</li> <li>2. Utilité de compétences acquises au cours du processus de formation</li> <li>3. Autres facteurs de succès</li> <li>4. Défis rencontrés et approches de solutions préconisées</li> <li>5. Leçons tirées pour inspirer les initiatives similaires</li> <li>6. Ressentis de la participante</li> </ol>	Sujet de l'histoire	Sujet de l'histoire Documents du projet et données complémentaires auprès de l'UGP ou autres partenaires/ONG, Ministères

## **Support de discussion avec la/les participante.s – sujet de l’histoire**

**Localisation** :

**Age** :

**Situation matrimoniale** :

### **I. Compétences entrepreneuriales**

1. Avez-vous exercé de manière indépendante des activités de production de biens ou de prestation de services pendant au moins 7 jours au cours des 6 derniers mois ?
2. Avez-vous généré des ventes au comptant dans la production de biens ou de services pendant au moins 7 jours au cours des 6 derniers mois ?
3. Avez-vous actuellement une entreprise ? Si la réponse est affirmative, répondez aux questions ci-après :

3.1-Quel genre d'entreprise avez-vous ?

3.2-Nom commercial ?

3.3-Depuis combien de temps l'entreprise est-elle en activité ? (0-3 mois ; 6 – 9 ; mois ; Plus d'un an)

4. Quelle est l'estimation de la valeur de votre entreprise ?
5. Quels sont vos partenaires clés ?
6. Qui sont vos clients et quelle est votre relation avec eux ?
7. Quels sont vos canaux de distribution de vos produits ?
8. Quels sont les coûts les plus importants de votre entreprise ?
9. Quelles sont vos sources de revenus ou de financement ?

### **II. Utilité de compétences acquises au cours du processus de formation**

10. Grâce à votre formation, avez-vous réussi à comprendre le processus d'entrepreneuriat et les compétences requises pour entreprendre ?
11. Avez-vous utilisé ce que vous avez appris sur les compétences entrepreneuriales dans un travail ou une situation entrepreneuriale ?
12. Avez-vous pu identifier des forces et des capacités pour entreprendre ou générer de nouvelles sources de revenus ?
13. Avez-vous acheté ou acquis/obtenu des intrants (matières premières) ou des équipements ?
14. Avez-vous reçu des prêts d'instituts de microfinance/banques/sociétés de crédit-bail ?
15. Avez-vous réussi, grâce à votre formation, à établir des accords avec d'autres personnes ou entreprises pour démarrer ou poursuivre les services de votre entreprise ?
16. Pensez-vous qu'après votre formation vous avez réussi à communiquer plus efficacement avec d'autres personnes ou clients ?
17. Comment avez-vous réussi à communiquer avec eux ?
18. Avez-vous utilisé ce que vous avez appris sur les compétences personnelles dans une situation personnelle ou sociale ?
19. Avez-vous été déjà en mesure d'appliquer les connaissances et les compétences acquises dans le cadre du programme de formation dans votre vie personnelle ? Si oui, comment l'avez-vous fait ?
20. Vos relations sociales (par exemple avec la famille, les pairs, les membres de la communauté ou les acteurs du marché) ont-elles été renforcées après la formation ?

21. Avez-vous l'impression que votre famille, votre groupe de pairs, votre communauté ou les acteurs du marché du travail vous soutiennent davantage après la formation ou l'activité du projet ?
22. Disposez-vous d'une liberté totale /de la décision familiale pour dépenser l'argent que vous avez gagné ou vos biens ?
23. Après le processus de formation, faites-vous partie de réseaux ou d'associations professionnelles pour partager des informations (par exemple, sur un emploi, une entreprise ou une opportunité de formation ?
24. Avez-vous fourni un soutien moral ou pratique à une personne, ou reçu un tel soutien de la part d'autres membres d'un réseau ou d'une association professionnelle ?
25. Avez-vous aidé d'autres membres d'un réseau professionnel ou d'une association à identifier des employeurs potentiels, des entreprises, des associations ou des opportunités de réseautage dans la communauté ? Ou vous ont-ils aidé à le faire ?
26. Après le processus de formation, avez-vous amélioré vos relations sociales ?
27. Avez-vous fait des démarches pour vous inscrire auprès des autorités locales ?

-----

28. Avez-vous préparé une demande d'emploi écrite ou exprimé votre intérêt pour un emploi à un employeur (verbalement ou par écrit) ?
29. Avez-vous le sentiment d'avoir reçu les compétences et les connaissances nécessaires pour obtenir et exercer un emploi ?
30. Avez-vous participé à un entretien d'embauche (formel ou informel) ?

### **III. Autres facteurs ayant facilité les succès enregistrés**

### **IV. Défis rencontrés et approches de solutions préconisées**

### **V. Leçons tirées pour inspirer les initiatives similaires**

### **VI. Ressentis de la participante**

## Guide d'entretien avec la famille/communauté des participantes

Axes de discussion	Questions indicatives
Information et conseil aux jeunes et à leur famille	Comment les parents ont-ils été inclus dans le processus ?
	Y a-t-il eu un mécanisme pour répondre à vos questions ou vos doutes ?
	Dans quelle mesure a-t-on soutenu la parité dans les groupes d'agents de mobilisation communautaire («community mobilisers») ?
	Quelles observations particulières ont été faites suite à cette étape ?
Valorisation des aspirations de leurs filles	Connaissez-vous le plan de carrière de votre fille ?
	Quel est le projet d'aspiration professionnelle/ carrière de votre fille ?
	L'aidez-vous à atteindre son objectif professionnel ?
	Si non, quelles sont les raisons de ne pas la soutenir ?
Conscience des parents relativement à l'importance de l'implication des jeunes femmes dans les activités génératrices de revenus	Selon vous, quels sont les membres d'une famille qui peuvent être impliqués dans des activités génératrices de revenus ?
	Si la réponse est uniquement masculine, quelles sont les raisons pour lesquelles les femmes ne devraient pas s'impliquer dans les activités génératrices de revenus ?
	Quels sont les avantages dans une famille si la femme participe aux activités génératrices de revenus ?
	Quelle est votre position au sujet de l'affirmation suivante : la plupart des gens de ma communauté (y compris les chefs traditionnels et religieux) encouragent les jeunes femmes à s'inscrire à une formation professionnelle et à poursuivre un travail, tout comme ils le font avec les jeunes hommes ?
	Relance 1 : Si plutôt d'accord ou entièrement d'accord : comment vous sentez-vous soutenu ?
	Relance 2 : Si plutôt en désaccord ou complètement en désaccord : pourquoi pas, pouvez-vous donner un exemple ?
	Relance 3 : Si plutôt en désaccord ou complètement en désaccord : que faudrait-il pour que vous vous sentiez soutenu ?
Attitudes à l'égard des participantes compétentes et qui entrent sur le marché du travail	Quelle est votre position au sujet des affirmations suivantes ?
	Les filles doivent rester à la maison loin de l'école pour s'adonner aux tâches domestiques
	Les jeunes femmes devraient se voir offrir les mêmes salaires que les jeunes hommes pour le même travail
	Les jeunes femmes devraient pouvoir trouver le travail de leur choix, tout comme les jeunes hommes.
	Les jeunes femmes qui tombent enceintes ne devraient pas trouver de travail
	Les jeunes femmes devraient envisager une formation professionnelle pour l'employabilité
	Les femmes devraient continuer à travailler même après leur mariage
	Les femmes devraient continuer à travailler même après avoir eu des enfants
	Les jeunes femmes devraient contribuer au revenu du ménage
	Une femme ne peut gagner un revenu que si elle travaille du domicile
	Les femmes ont le droit de prendre des décisions financières, telles que l'ouverture d'un compte bancaire

## Guide 2 à l'attention des mentors et fournisseurs de formation

<b>RUBRIQUE 3 : PRÉFORMATION</b> (sensibilisation, recrutement des jeunes, élaboration des programmes et méthodologies de formation)	
3.1. Élaboration/ et/ou adaptation du curriculum des formations	<p><b>3.1.1</b> Quels sont les bases de l'actualisation de vos connaissances, notamment sur les questions de genre et d'emploi décent ?</p> <p><b>3.1.2</b> Dans quelle mesure a-t-on considéré les normes et pratiques locales en termes de genre dans le format des formations et des méthodologies choisies, ainsi que dans les outils pédagogiques ?</p> <p><b>3.1.3</b> S'est-on préoccupé de ce que les objectifs de formation, les manuels et les contenus soient libres de stéréotypes et qu'ils promeuvent des exemples de réussite masculins et féminins ?</p>
3.4. Identification et inscription des jeunes	Quels sont les faits ayant marqué l'inscription des jeunes filles et femmes ?
3.5. Orientation professionnelle et mise en situation	<p><b>3.5.1</b> En quoi a consisté l'appui- conseil développé au profit des jeunes filles en vue de leur orientation professionnelle ?</p> <p><b>3.5.2</b> Les jeunes filles ont-elles pu bénéficier d'un aperçu in situ des filières proposées ? Si oui, quel impact cela a-t-il eu ?</p>
<b>RUBRIQUE 4 : FORMATION</b>	
4.1. Formation professionnelle en vue d'un emploi salarié	<p><b>4.1.1</b> La formation a-t-elle été un espace de promotion de la mixité et de lutte contre les stéréotypes de genre ?</p> <p><b>4.1.2</b> Comment avez-vous pu adapter les horaires et les infrastructures des centres de formation aux contraintes (accès, transports, sécurité des lieux et des trajets, toilettes séparées, adéquates et en nombre suffisant, système de garde d'enfants...) des participantes ?</p> <p><b>4.1.4</b> Les questions de droit du travail et d'emploi décent, y compris le harcèlement sexuel dans l'emploi ont-elles été abordées ?</p> <p><b>4.1.5</b> Quel était le ressenti général des bénéficiaires et de leurs formateurs.trices au terme de la formation ?</p>
4.2. Formation professionnelle en vue en d'une création d'entreprise	<p><b>4.2.1</b> Quel a été le mécanisme de soutien de l'accès aux crédits et à des formations non stéréotypées, dans des secteurs porteurs tant pour les filles que pour les garçons ?</p> <p><b>4.2.2</b> Comment les horaires et les infrastructures des centres de formation ont-ils été adaptés aux contraintes (accès, transports, sécurité des lieux et des trajets, toilettes séparées, adéquates et en nombre suffisant, système de garde d'enfants...) des participantes ?</p> <p><b>4.2.3</b> Quel a été l'intérêt de la sensibilisation de l'entourage des participantes et de leur communauté en soutien au projet ?</p> <p><b>4.2.4</b> Quel était le ressenti général des bénéficiaires et de leurs formateurs.trices au terme de la formation ?</p>
4.3. Formation en compétences de vie	<p><b>4.3.1</b> Comment la formation en compétences de vie est-elle assurée ?</p> <p><b>4.3.2</b> A-t-il été possible de partager avec les bénéficiaires un répertoire d'acteurs clés, associations, services de santé, services juridiques, dont les jeunes filles pourraient avoir besoin ?</p> <p><b>4.3.3</b> Quels ont été les effets visibles, changements, prises de conscience que vous pouvez rapporter ?</p>

4.4. Apprentissage (stage de courte durée)	<p><b>4.4.1</b> A-t-il été possible de soutenir l'entrée en stage au travers de bourses de stages, de partenariats avec les entreprises sensibilisées ?</p> <p><b>4.4.2</b> Vous êtes-vous assurés que les entreprises d'accueil garantissent un environnement favorable à la formation des jeunes filles (tutrices, locaux, horaires, transports, ...) ?</p>
4.5. Certification	<p>4.5.1 Comment les jeunes filles ont-elles été soutenues et suivies pour accéder à une certification de formation ?</p> <p>4.5.2 Y a-t-il eu la possibilité d'une seconde chance ou de rattrapage en cas d'échec ?</p>
<b>RUBRIQUE 5 : ACCOMPAGNEMENT ET RECHERCHE D'EMPLOI</b>	
5.1. Appui à la recherche et l'accès à un emploi salarié	<p>5.1.1 Un suivi spécifique des jeunes filles est-il assuré ?</p> <p>5.1.2 Y a-t-il eu un dialogue avec l'entreprise pour favoriser la mise en place de conditions de travail décentes et propices au travail des jeunes filles (transport, toilettes séparées, horaires, garde d'enfants, sécurité, ...) ?</p> <p>5.1.3 Quel est votre ressenti par rapport à ces mesures ?</p>
5.2. Appui et soutien à la création d'entreprise	<p>5.2.1 A-t-il été mis en place un système de tutorat/mentorat avec des rôles-modèles féminins, capables d'orienter, de conseiller et de suivre les jeunes filles dans leur création d'entreprise ?</p> <p>5.2.2 Quel est votre ressenti par rapport à ces mesures ?</p>
<b>RUBRIQUE 6 : SUIVI ET MAINTIEN DANS L'EMPLOI</b>	
6.1. Suivi et services de soutien, notamment financier	<p>6.1.1 Y a-t-il eu un suivi des jeunes filles dans leur emploi/activité ?</p> <p>6.1.2 Êtes-vous au courant de programmes particuliers (bourses, garde d'enfant, aide aux frais de transport, fonds de garantie crédits, autres) à leur intention ?</p> <p>6.1.3 Comment cela vous a-t-il impacté ou comment y avez-vous participé ?</p>
6.2. « YEE alumni » / réseau des ancien-nes	Des réseaux de jeunes, impliquant les filles et les garçons et favorisant la circulation de l'information et la mise en réseau ont-ils été créés ?

### Guide 3 à l'attention de : Secteur privé

<b>RUBRIQUE 1 : ANALYSE DU MARCHÉ DE L'EMPLOI</b>	
1.1-Analyse de la demande	<p>1.1.1 Avez-vous été impliqué dans cette étape du projet ? (Si oui, continuer les questions. Si non, passer à la section suivante)</p> <p>1.1.2 A-t-on pris en compte la place et la participation des femmes et des filles au sein du marché du travail par le recours aux statistiques sexo-spécifiques suivantes : taux d'emploi formel/informel, temps partiels, salaires, conditions de travail, types d'emplois, accès aux postes de management ?</p> <p>1.1.3 Une attention a-t-elle été portée sur des faits spécifiques tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la segmentation du marché du travail ?</li> <li>✓ la présence ou non de systèmes de garde d'enfants ?</li> <li>✓ tout autre frein et/ou stéréotypes de genre rattachés à une activité professionnelle ?</li> </ul> <p>1.1.4 Quelles ont été les mesures prises (inclusion, adaptation) en rapport avec ces deux points ?</p> <p>1.1.5 Quelle a été votre contribution et comment a-t-elle été prise en compte ?</p>
1.2. Analyse de l'offre	<p>1.2.1 Avez-vous été impliqué dans cette étape du projet ? (Si oui, continuer les questions. Si non, passer à la section suivante)</p> <p>1.2.2 L'accès des femmes à l'emploi a-t-il été facilité par l'identification d'entreprises engagées sur l'égalité professionnelle et salariale ainsi que la disponibilité de services précis : crèches, transports, toilettes séparées ?</p> <p>1.2.3 Quels sont les domaines dans lesquels la participation et la place des femmes ont été considérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ chaîne de valeur dans les différents secteurs économiques ?</li> <li>✓ segmentation du travail au sein des secteurs économiques ?</li> <li>✓ opportunités d'emplois à fortes valeur ajoutée ou dans les secteurs porteurs ?</li> </ul> <p>1.2.4 Quelle est la place accordée aux politiques publiques nationales et locales orientées vers l'emploi des femmes et l'égalité professionnelle et salariale ?</p> <p>1.2.5 Quels sont les programmes préexistants voués à favoriser l'autonomisation économique des jeunes femmes retenus pour être analysés ?</p> <p>1.2.6 Quelle a été votre contribution et comment a-t-elle été prise en compte ?</p>
1.3. Analyse sociale et sociétale	<p>1.3.1 Avez-vous été impliqué dans cette étape du projet ? (Si oui, continuer les questions. Si non, passer à la section suivante)</p> <p>1.3.2 Dans quelle mesure a-t-on pris en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. la répartition des tâches et des rôles entre femmes et hommes au sein de l'environnement domestique ?</li> <li>b. le poids de l'autorité patriarcale ?</li> <li>c. l'accès et le contrôle des ressources par les femmes ?</li> <li>d. les stéréotypes de genre rattachés à l'activité professionnelle des jeunes ?</li> <li>e. les barrières existantes et limitant l'accès à l'emploi des femmes (transports, localisation, conditions de sécurité, manque d'éducation, devoirs domestiques, préférence au fils, fréquence et compatibilité avec l'emploi du temps...) ?</li> </ul> <p>1.3.4 Quelle a été votre contribution et comment a-t-elle été prise en compte ?</p>
<b>RUBRIQUE 5 : ACCOMPAGNEMENT ET RECHERCHE D'EMPLOI</b>	
5.1. Appui à la recherche et l'accès à un emploi salarié	Est-on entré en dialogue avec vous pour favoriser la mise en place de conditions de travail décentes et propices au travail des jeunes filles (transport, toilettes séparées, horaires, garde d'enfants, sécurité, ...) ? Si oui, quel a été le résultat ?

5.2. Appui et soutien à la création d'entreprise	<p><b>5.2.1</b> A-t-il été mis en place un système de tutorat/mentorat avec des rôles-modèles féminins, capables d'orienter, de conseiller et de suivre les jeunes filles dans leur création d'entreprise ?</p> <p><b>5.2.2</b> Dans quelle mesure y avez-vous participé ?</p>
<b>RUBRIQUE 6 : SUIVI ET MAINTIEN DANS L'EMPLOI</b>	
6.1. Suivi et services de soutien, notamment financier	<p><b>6.1.1</b> Est-ce qu'il a été proposé des programmes de bourses et/ou des fonds de garantie crédits pour les créatrices d'entreprises ?</p> <p><b>6.1.2</b> Des soutiens comme des programmes de garde d'enfant, une aide aux frais de transport ont-ils été accordés ?</p> <p><b>6.1.3</b> Les jeunes filles ont-elles été suivies dans l'emploi après leur prise de fonction ? Si oui, une attention particulière a-t-elle été portée aux situations rencontrées par elles ?</p> <p><b>6.1.4</b> S'est-on assuré de l'accès au crédit et de la diversité des sources de financement ?</p> <p><b>6.1.5</b> S'est-on assuré que les jeunes filles et femmes ont le contrôle sur les ressources générées ?</p> <p><b>6.1.6</b> Des services sur-mesure adaptés aux besoins et aux contraintes des jeunes femmes les plus vulnérables ont-ils été mis en place ?</p> <p><b>6.1.7</b> S'est-on assuré que les services financiers garantissent également l'accès des jeunes filles à la formation (bourses, subventions, bourses de stages, etc...) ?</p> <p><b>6.1.8</b> À quels programmes avez-vous été associé et quelle a été votre contribution ?</p>

## XIV. Références bibliographiques

- Burkina Faso, (2022) : « Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation du Burkina Faso », CHIFFRES CLÉS DES RÉSULTATS DÉFINITIFS.
- Côte d'Ivoire, (2022) : « Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2021 », Résultats globaux définitifs.
- Mali, (2009) : « 4<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali 2009 », analyse des résultats définitifs.
- Mauritanie, (2016) : « Recensement Général de la Population et de l'Habitat », projection de la démographie.
- Ministère de l'Action Sociale, de la Famille et de la Solidarité Nationale du Tchad, (2011) : « STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE AU TCHAD ».
- Niger, (2013) : « RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT 2012 ».
- Plan international, (2022) : « Domaine distinctif au niveau mondial : résultats et indicateurs SOYEE ».
- Plan international, (2022) : « Compétences et opportunités pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes (SOYEE) », Méta-évaluation du programme transformatif du genre pour l'emploi et l'entreprise des jeunes Rapport final.
- Plan international, (2021) : « Gender transformative, Programme and influencing practices mapping ».
- ProDoc Niger : « AMELIORATION DE L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES FILLES ET DES FEMMES ».
- SWEDD Burkina Faso, (2021) : « Rapport final de mise en œuvre du mandat de l'ONG ASMADE du sous-projet "Entreprendre au Féminin" ».
- SWEDD Burkina Faso, (2020) : « Rapport final de mise en œuvre du mandat de l'ONG ASMADE du sous-projet "Entreprendre au Féminin" ».
- SWEDD Côte d'Ivoire, (2022) : « ELABORATION DE LA CARTOGRAPHIE DES OPPORTUNITES D'EMPLOI INNOVANTS, DURABLES ET ADEQUATS POUR LES JEUNES FEMMES DES ZONES RURALES EN FONCTION DES LOCALITES », Rapport final.
- SWEDD Côte d'Ivoire, (2021) : « Rapport final de mise en œuvre du mandat de l'ONG International Rescue Committee du sous-projet "les filles font le futur" ».
- SWEDD Côte d'Ivoire, (2021) : « Rapport final de mise en œuvre du mandat des ONG AIBEF<sup>55</sup> & IPPF<sup>56</sup> du sous-projet "promotion en genre et en compétences de vie pour l'autonomisation socio-économiques des jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées" ».
- SWEDD Mali, (2016) : « PROJET D'APPUI A L'APPRENTISSAGE ET A L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ASSOCIE A LA SANTE REPRODUCTIVE MATERNELLE NEONATALE INFANTILE ET NUTRITIONNELLE (SRMNIN) », Rapport final.
- SWEDD Mali, (2019) : « Rapport final de mise en œuvre du mandat de l'ONG AGIR<sup>57</sup> du sous-projet "Contribution à la Qualité de la Vie et à l'Epanouissement des adolescent(e)s et des jeunes au Mali" ».
- SWEDD Mali, (2015) : « Rapport final de mise en œuvre du mandat de l'ONG AGIR du sous-projet "Contribution à la Qualité de la Vie et à l'Epanouissement des adolescent(e)s et des jeunes au Mali" ».
- SWEDD Mauritanie, (2018) : « AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES DESCOLARISEES ET NON SCOLARISEES », Rapport annuel.

<sup>55</sup> Association ivoirienne pour le Bien-être familial

<sup>56</sup> International Planned Parenthood Federation

<sup>57</sup> Agir pour l'environnement et la qualité de vie

- SWEDD Mauritanie, (2018) : « CARTOGRAPHIE ÉCONOMIQUE ET ANALYSE DE LA CHAÎNE DES VALEURS POUR LA RÉGION DE HODH EL CHARGHI », Rapport définitif.
- SWEDD Mauritanie, (2018) : « CARTOGRAPHIE ÉCONOMIQUE ET ANALYSE DE LA CHAÎNE DES VALEURS POUR LA RÉGION DE GUIDIMAGHA », Rapport définitif.
- SWEDD Mauritanie, (2019) : « AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES DESCOLARISÉES ET NON SCOLARISÉES », Rapport annuel.
- SWEDD Mauritanie, (2020) : « AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES DESCOLARISÉES ET NON SCOLARISÉES », Rapport annuel.
- SWEDD Niger, (2019) : « Formulation d'un programme de formation et d'insertion professionnelle des bénéficiaires du programme ILLIMIN du Niger », Rapport annuel.
- SWEDD Tchad, (2018) : « RAPPORT DE FORMATION EN SUIVI-EVALUATION (Monitoring) DES PROJETS ET PROGRAMMES : outils informatiques – Cycle M73 », Rapport de formation.
- SWEDD Tchad, (2018) : « Rapport annuel de mise en œuvre du PTA 2018 », Rapport annuel.
- SWEDD Tchad, (2019) : « Rapport synthèse de mise en œuvre SWEDD1 », Rapport annuel.
- SWEDD Tchad, (2021) : « Rapport annuel de mise en œuvre du PTBA 2021 », Rapport annuel.
- Tchad, (2009) : « 2<sup>ème</sup> RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT 2009 ».
- UNFPA Côte d'Ivoire, (2022) : « Rapport annuel 2022, une année d'extrêmes ».
- UNFPA Burkina Faso, (2021) : « Rapport, mon corps m'appartient, revendiquer le droit à l'autodétermination ».
- UNFPA Niger, (2020) : « Résilience et performances, les deux dominantes de l'année 2020 », rapport annuel.
- UNFPA Mali, (2020) : « Rapport annuel de résultats 2020 ».



PROJET AUTONOMISATION DES FEMMES ET  
DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL (SWEDD)



Crédit photos: © Plan International

